

Pierre Broué

**La révolution  
culturelle en Chine**

1971

[La Vérité 1971 n° 551](#) (1<sup>re</sup> partie)

[La Vérité 1971 n° 553](#) (2<sup>e</sup> partie)

# La révolution culturelle en Chine

[Première partie]

par Pierre BROUÉ

## LA CRISE DE LA BUREAUCRATIE ET LA MONTÉE DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE DANS LE MONDE

La « grande révolution culturelle prolétarienne » — ou du moins sa phase de « critique » et de « destruction » comme disent ses apologistes, sa phase de « crise », si l'on préfère — est pratiquement terminée depuis le 9<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois (le neuvième seulement, soit dit en passant, en quarante-neuf années d'existence de ce parti). Pendant presque trois années on a vu, de façon pratiquement ininterrompue, se succéder ou se dérouler simultanément, d'une part, une âpre lutte d'appareil déployant manœuvres et contre-manœuvres, coups fourrés et autocritiques, utilisation de l'armée au service d'un clan ou de l'autre ; et, d'autre part, des formes plus spécifiques des périodes de crise en pays contrôlé par la bureaucratie : manifestations de rues d'étudiants ou de lycéens, puis d'ouvriers, grèves, émeutes ouvrières et paysannes, et même combats armés dans quelques-unes des plus grandes villes, un affrontement incessant, fertile en

rebondissements, entre des organisations aux noms flamboyants se réclamant toutes du communisme et de la « pensée de Mao Tsé-toung », mais dont les historiographes officiels ou officieux nous informent que les unes étaient « conservatrices », voire « monarchistes », et les autres « de gauche » et « révolutionnaires ». En bref, une crise véritable, d'une ampleur exceptionnelle, dont la compréhension est d'autant moins facile, au premier abord, que la confusion est systématiquement entretenue à son sujet, tant par les anticomunistes de tout bord — rédacteurs de *l'Humanité* compris — que par une propagande maoïste à usage externe dont le style très particulier rend peu accessible l'appréhension des très réels problèmes soulevés (1).

(1) Le premier historiographe officieux du point de vue maoïste dont le langage soit compréhensible pour le lecteur non initié est incontestablement le Français Jean Daubier, dont il faut saluer sans réserves l'effort de transposition.

Un premier bilan est possible aujourd’hui, grâce à la masse de documents largement diffusés par les agences chinoises et à la parution de « *précis* » d’inspiration, certes, différente, mais dont le mérite commun est d’avoir été rédigés par des témoins oculaires (1). Il ne saurait, certes, être question ici de se livrer à une exégèse des principaux textes de la « *G.R.C.P.* » dans l’ignorance où nous sommes encore très largement de la partie bureaucratique au moins de leur contexte, et il est également préférable de se tenir à l’écart de cette « *tienanménologie* » calquée sur la « *kremlinologie* » et qui n’est finalement qu’une pseudo-science à l’usage des lecteurs de *France-Soir*. Il est en revanche nécessaire de faire aujourd’hui le point sur le sens et la place de la « *révolution culturelle* » dont l’importance et l’impact ont été

considérables — et pas seulement en Chine — ces dernières années. Nous pensons que cette tâche peut être menée à bien jusqu’à une première esquisse pour qui envisage cette question dans le cadre de la révolution chinoise elle-même, en fonction de sa place passée et présente dans le processus de la révolution mondiale ouvert en Octobre 1917, et, par conséquent, en fonction de sa lutte actuelle contre la menace que font peser sur elle, à l’intérieur comme à l’extérieur, l’impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Il n’est cependant pas doux que les événements qui se produiront en Chine dans les prochaines années remettent en question, sinon l’ensemble de notre analyse, du moins telle ou telle interprétation, tel accent mis sur tel événement ou le rôle de tel militant ou dirigeant.

## LA RÉVOLUTION CHINOISE DE 1919 A 1949

Au cours de la première étude sérieuse consacrée au conflit sino-soviétique le dirigeant trotskyste François Forgue écrivait en 1964 :

« Aujourd’hui, en Chine, le problème alimentaire n’est pas réglé : la famine est encore une menace. Mais elle n’est qu’une menace, et non plus un fléau régulier et inévitable pour l’ensemble de la population. Les campagnes chinoises ont été arrachées à la domination des seigneurs et des usuriers, les vieilles structures familiales ont été brisées. L’industrialisation amorce une transformation radicale de cette Chine, hier encore proie de tous les impérialismes, aujourd’hui nation souveraine. Mais, pour aboutir à cela, il a fallu une révolution sociale. Il a fallu rom-

pre avec l’impérialisme et non pactiser avec lui, en finir avec la bourgeoisie nationale, son agent, et non lui confier le pouvoir “pour une étape”. Il a fallu détruire l’Etat capitaliste, mettre fin à la propriété privée des moyens de production et instaurer, sur la base de leur nationalisation, la planification. En d’autres termes, pour accomplir les tâches démocratiques bourgeoises (la

(1) Les meilleurs de ces « *précis* » sont : Joan Robinson, *The Cultural Revolution in China* (Londres, Penguin Books), Jean Daubier, *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine* (Paris, Maspero) sorte de « *vulgate* » maoïste, et surtout le livre de Jean Esmein, *la Révolution culturelle* (Paris, Le Seuil). La seule tentative cohérente et sérieuse d’une interprétation globale de la révolution culturelle a paru dans la revue *Politique* de mai et juin 1970 : il s’agit de l’article de Lucien Bianco, « *la Page blanche* ».

solution de la question de la terre, celle de l'indépendance nationale), la révolution chinoise n'a pu vaincre que comme révolution prolétarienne, c'est-à-dire en détruisant jusque dans ses fondements la domination économique et politique du capitalisme.

Cela suffit à donner à la révolution chinoise sa " légitimité historique ", au sens où Trotsky employait cette expression à propos de la révolution russe, et à justifier la nécessité de sa défense contre l'impérialisme et contre la bureaucratie russe »(1).

Cette analyse fournit le cadre à travers lequel les révolutionnaires ont, selon nous, à aborder l'étude de la révolution chinoise. Comme la révolution russe, en effet, elle constitue un élément important de la révolution mondiale ; elle en diffère pourtant profondément, dans son rythme comme dans sa forme. En Russie, l'Octobre 1917 a vu se réaliser, pour la première fois dans l'histoire du monde, une *révolution prolétarienne* conduite par un parti révolutionnaire, le parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, et la construction — sur le modèle de la Commune de Paris, sur la base des *soviets* (conseils) d'ouvriers, de paysans et de soldats — du premier *Etat ouvrier*. La coalition des forces impérialistes, la trahison des directions social-démocrates du mouvement ouvrier traditionnel, l'incapacité des éléments révolutionnaires dans les pays avancés à construire à temps des partis communistes capables de suivre l'exemple bolchevique ont abouti à l'isolement de la révolution russe, l'isolement de la victoire prolétarienne dans un pays arriéré. Sur cette base, le parti bolchevique et l'Etat ouvrier ont connu la dégénérescence qui a donné naissance à l'autorité absolue d'une *bureaucratie*, caste sociale parasitaire qui a confisqué à son profit le pouvoir politique arraché

au tsarisme par le prolétariat. Cette bureaucratie — qui se targue d'avoir réalisé le « *socialisme dans un seul pays* » — est en réalité, au sein de l'Etat ouvrier, la courroie de transmission de l'impérialisme et de sa pression. Contre elle, contre l'*appareil* du parti et sa police politique qui constituent à la fois le cœur et l'instrument privilégié de sa domination sur le prolétariat, ce dernier devra accomplir une *révolution politique* afin de ressaisir le pouvoir qui lui a été arraché, à partir de 1924, au cours d'une lutte féroce menée avec acharnement par Staline et les siens contre le bolchevisme incarné par Trotsky et l'Opposition de gauche, et contre les masses soviétiques (2). C'est cette révolution politique — partie intégrante de la révolution mondiale — qui est à l'ordre du jour depuis 1953 dans les pays dominés par la bureaucratie du Kremlin, et qui s'est exprimée à travers l'insurrection ouvrière de juin 1953 à Berlin-Est, le « *printemps en Octobre* » de Varsovie en 1956, la révolution des conseils ouvriers hongrois de la même année (3), et, plus récemment, « *le printemps de Prague* » (4).

La révolution chinoise, elle, a pris son élan initial au lendemain de la révolution d'Octobre. Parti en mai 1919 des étudiants et de l'intelligentsia petite-bourgeoise, le mouvement des masses y a, en quelques années, entraîné les couches les plus profon-

(1) F. Forgue, « *Le conflit sino-soviétique* », *La Vérité* n° 528, octobre-décembre 1964, p. 13.

(2) Voir P. Broué, *le Parti bolchevique*, (3) Voir P. Broué, J.-J. Marie, B. Nagy, *Pologne-Hongrie 1956* (Paris, E.D.I.).

(4) Voir P. Broué, *Le printemps des peuples commence à Prague* (Essai sur la révolution politique en Europe de l'Est), *La Vérité* n° 542 (supplément).

des de la population, le jeune prolétariat chinois, concentré avant tout dans les ports — ces pied-à-terre de l'impérialisme — puis les masses paysannes affamées, livrées à la féroce oppression des usuriers et des « *seigneurs de la guerre* ». Mais c'est seulement en 1921 qu'était fondé le parti communiste chinois qui devait pourtant très rapidement se développer dans toutes les couches de la population, et particulièrement dans la classe ouvrière dont il était le premier organisateur (1), mais qui, à partir de 1924, subit l'influence et les pressions d'une Internationale communiste directement contrôlée par Staline qui menait au même moment en Union soviétique le combat pour assurer contre les masses le pouvoir sans partage de la bureaucratie. La politique de la « *révolution par étapes* » dictée par Staline au parti chinois l'engageait dans une subordination au parti bourgeois, le Kouo-min-tang de Chang Kai-chek, qui n'attendait, lui, que le moment de frapper le prolétariat afin de négocier avec l'impérialisme dans une position d'interlocuteur valable (2). Cette politique désastreuse, dénoncée comme telle en U.R.S.S. par Trotsky et l'Opposition de gauche, aboutit à l'effroyable défaite de 1927, au triomphe de la contre-révolution en Chine, à l'affermissement de l'impérialisme par l'intermédiaire de Chang Kai-chek, à la destruction physique de l'avant-garde prolétarienne chinoise, à la soumission, pour des décennies encore, de la Chine, de sa paysannerie et de son prolétariat à la plus terrible des dictatures réactionnaires (3).

C'est à partir de cette terrible défaite que le parti communiste chinois allait être reconstruit, dans des conditions qui pèsent encore lourdement aujour-

d'hui et lui confèrent en tout cas, au sein des différents P.C., une physiognomie particulière. D'abord, et pour des décennies, il va transporter le centre de gravité de son action dans les campagnes, avec ceux de ses cadres qu'il a pu sauver. F. Forgue écrit :

« A partir de 1928, le parti communiste chinois s'est reconstruit dans les campagnes comme un appareil militaire, administratif et politique, s'appuyant sur l'irrédentisme de zones paysannes demeurées en rébellion ouverte contre le pouvoir central. Rejetés des villes par la répression, les dirigeants communistes chinois, notamment Mao Tsé-toung et Chou Teh, renoncent à organiser le prolétariat et se fixent comme objectif la constitution d'une armée révolutionnaire paysanne » (4).

Mais il ne se transforme pas pour autant en parti « *paysan* », contrairement à ce qui a été souvent affirmé, et demeure pour l'essentiel un *appareil politico-militaire* chevauchant les luttes des masses paysannes, mais ne renonçant jamais à ses propres objectifs, se présentant lui-même, selon l'heureuse formule de F. Forgue, comme une « *délégation du prolétariat* » à la tête de la paysannerie. De cette situation contradictoire découlent des aspects profondément contradictoires quant à la nature, au rôle, aux objectifs de ce parti communiste, et qui le différencient fortement des autres partis adhérents à l'Internationale communiste et contrôlés par la bureaucratie du Kremlin, les *partis staliniens*. Le P.C. chinois s'efforce, certes, de calquer sa politique sur celle de la bureaucratie

(1) Jean Chesneaux, *Le Mouvement ouvrier chinois (1919-1927)*.

(2) P. Broué, *la Question chinoise dans l'I.C. (E.D.I.)*.

(3) H. Isaacs, *La tragédie de la révolution chinoise* (Paris, N.R.F.).

(4) F. Forgue, *op. cit.*, p. 19.

russe : il lance le mot d'ordre des « *soviets paysans* » pendant la période de « *ultra-gauchiste* » de l'Internationale, se prononce de nouveau pour l'alliance avec le Kouo-min-tang et la « *révolution par étapes* » afin de préparer la lutte « *nationale* » contre l'impérialisme japonais dans la période, dite de « *Front populaire* », de préparation à la deuxième guerre mondiale. Pendant cette dernière, il suit la politique définie par Mao Tsé-toung, d'alliance contre l'envahisseur impérialiste, sa perspective intérieure étant celle que trace son dirigeant dans son livre *la Démocratie nouvelle*. Il se prononce pour la réalisation d'une phase « *démocratique-bourgeoise* » de la révolution, à conduire en commun avec la bourgeoisie nationale et le Kouo-min-tang de Chang Kai-chek, refuse de mettre en avant le mot d'ordre de « *réforme agraire* » qui signifierait la rupture avec la bourgeoisie nationale, et se prononce même, après la défaite du Japon, par la bouche de Mao Tsé-toung, pour le développement d' « *un capitalisme à caractère progressiste* » qui pourrait contribuer à l' « *amélioration des conditions de vie du peuple* » (1). En ce sens, et parce que, sur les points essentiels, le parti communiste chinois dirigé par Mao se conforme à la ligne de Staline et de la bureaucratie du Kremlin, il est un parti stalinien.

Par bien d'autres aspects, il apparaît pourtant comme relativement indépendant de la bureaucratie stalinienne : parce qu'il tire — à la différence des autres partis, mais comme, par exemple, le P.C. yougoslave — l'essentiel de sa force, non de sa subordination à Moscou, mais de l'appui des masses paysannes qu'il organise et dont il change profondément la situation ; parce que sa liai-

son avec Moscou est extrêmement lâche pendant des décennies, et qu'il évitera ainsi les sanglantes épurations qui frappent les autres partis à l'époque des procès de Moscou ; parce qu'enfin les « *bandes paysannes* » qu'il encadre paraissent à Staline un facteur relativement secondaire dans sa stratégie mondiale. Et c'est ce qui explique que le P.C. chinois, sous la direction de Mao, ruse très souvent avec la ligne stalinienne et prenne avec elle de notables libertés, qu'il n'aille pas, dans sa recherche de l'union sacrée en 1937, jusqu'à dis-soudre ses forces armées, comme Staline le lui demande, qu'il ne cesse pratiquement jamais, même pendant la « *guerre patriotique* », la lutte armée contre une bourgeoisie qui, d'ailleurs, ne désarme pas non plus. Pourtant la situation en Chine à la fin de la guerre ne laisse aucune place aux ruses et aux faux semblants. Aucun compromis n'est possible avec le régime de Chang Kai-chek, lié aux propriétaires fonciers et à l'impérialisme, pour les dizaines de millions de paysans dont la vie est devenue intolérable et qui exigent la terre. Menacé également dans les villes par la renaissance du mouvement démocratique et bientôt du mouvement ouvrier, le régime de Chang, monument de corruption et de brutalité, ne peut lui non plus concevoir de compromis et se cramponne à son unique planche de salut, la lutte militaire à outrance avec l'aide américaine. Les Russes — Staline le dit et le répète nettement (2) — attendent du P.C. chinois qu'il collabore « *loyalement* » avec Chang Kai-chek à éta-

(1) Interview par G. Stein, cité par F. Forgue, *op. cit.*, p. 20.

(2) Voir notamment les révélations de V. Dedijer, dans *Tito parle*.

blir un régime « *démocratique* ». Mais, pour appliquer une telle politique, les dirigeants communistes chinois devraient en réalité capituler sans conditions. Aussi, refusant un tel suicide, vont-ils de l'avant et, en 1947, adoptent la réforme agraire qu'ils mettent immédiatement en application dans les régions qu'ils contrôlent. Après cette double rupture — avec l'impérialisme comme avec la bureaucratie stalinienne — le parti communiste chinois cesse d'être un parti stalinien. Le flot de la révolution qu'il contrôle par son appareil politico-militaire le porte irrésistiblement vers le pouvoir. En juillet 1948, au moment où la désintégration du régime de Chang — où triomphe la plus abjecte corruption — la désertion de ses meilleures troupes, la désintégration de son économie sous l'impact d'une inflation galopante, la décomposition de ses organes de pouvoir, le dégoût enfin d'une population tout entière ouvrent aux communistes la perspective d'une victoire totale, et alors que le vide créé par l'effondrement du régime « *nationaliste* » aspire en quelque sorte une armée communiste que portent tous les refus et les espoirs d'une population écourée, Staline fait une ultime tentative. Lors d'une conférence qui se tient en juillet 1948, il suggère, par la bouche de Liu Shao-chi, que le parti fasse « *durer* » la guérilla et ne cherche pas à prendre ce pouvoir qui pourrait lui échoir (1). Les dirigeants du P.C. refusent cette solution absurde et inconcevable : la révolution l'emporte donc en Chine, malgré Staline.

Il ne s'agit pourtant pas d'une nouvelle révolution d'Octobre, et, d'une certaine façon, les conditions dans lesquelles le parti communiste a été détruit en 1927 se manifestent dans la façon dont, reconstruit, il s'empare du pouvoir. Une armée paysanne qu'il contrôle et dirige occupe un territoire qui lui est livré par la désintégration de l'adversaire plus encore que sa propre « *conquête* » : ce n'est pas le soulèvement victorieux des milices des conseils ouvriers, des marins et de la garde rouge. Plus significatif encore, les chefs communistes de cette armée paysanne éprouvent la plus grande méfiance vis-à-vis du prolétariat urbain, qui tente pourtant de se soulever à son approche ; partout où se sont formés spontanément des « *comités ouvriers* », les chefs militaires communistes les suppriment, et ils assurent le passage de l'ordre ancien à l'ordre nouveau sans hésiter à utiliser pour cela les fonctionnaires du Kouo-min-tang. Ce n'est pas un Etat ouvrier qui naît de l'explosion victorieuse de la classe ouvrière érigéant partout ses conseils et prenant tout le pouvoir. C'est un transfert qui s'opère au travers d'opérations militaires. Un appareil bureaucratico-militaire se réclamant du communisme et dirigeant une armée disciplinée de paysans pauvres met peu à peu en place un *Etat ouvrier déformé* qui se substitue, sur la base de sa force armée, à l'Etat bourgeois décomposé.

(1) C. P. Fitzgerald, *Revolution in China*, pp. 102-105.

## TRAITS ORIGINAUX DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE

Aux premiers temps de leur pouvoir, les dirigeants du parti communiste chinois ont réellement tenté d'appliquer leur programme de « *développement capitaliste* » et de « *collaboration avec la bourgeoisie nationale* » pour une « *première étape* » de « *démocratie nouvelle* » qui aurait constitué en réalité une véritable « *coexistence pacifique interne* ». C'est cette volonté qui les a conduits pendant toute une période à combattre les travailleurs et leurs syndicats, leurs « *revendications excessives* » qui mettaient en question « *l'union des classes* ». Cette politique de répression de la classe ouvrière ne fut pas acceptée sans difficultés et des campagnes et des épurations — tant du parti lui-même que des syndicats — furent nécessaires pour venir à bout de la résistance ouvrière baptisée « *déviation gauchiste* ». Jean-Jacques Brieux, historien des premières années du régime communiste chinois, écrit à ce sujet :

« Un certain nombre de cadres du parti et des syndicats ont opposé quelque résistance à la politique de la “nouvelle économie”. Certains préconisent l'établissement immédiat d'une dictature du prolétariat qui “*tyranniserait*” les employeurs. D'autres réclament une politique d'industrialisation à outrance qui négligerait quelque peu les paysans. En plusieurs occasions, par des adresses, des circulaires, des discours, les dirigeants du parti communiste ont essayé de démontrer les inconvénients de ces tendances “*ultra-gauchistes*” » (1).

Mais les lois de l'Histoire sont plus fortes que les combinaisons politiciennes, et elles allaient très rapidement entraîner les dirigeants chinois dans une voie qu'ils auraient pourtant voulu éviter et qu'ils avaient expres-

(1) J.-J. Brieux, *La Chine du nationalisme au communisme*, p. 365.

sément condamnée. D'abord parce que l'offensive de l'impérialisme américain à travers la guerre de Corée ne leur laissait même pas le temps de mener à bien leur « première étape », celle de la réalisation des tâches démocratiques-bourgeoises qu'ils s'étaient fixées, et les contrignait à un effort militaire qui ne pouvait être réalisé que par une mobilisation interne passant par l'approfondissement de la révolution ; ensuite, parce que ce même programme, à commencer par la libération de l'agriculture de l'emprise féodale, n'était réalisable que par une lutte acharnée contre la bourgeoisie, même étiquetée « nationale ». L'appui donné aux propriétaires terriens par la bourgeoisie marchande et industrielle — parfois les mêmes individus ou les mêmes familles — la fuite des capitaux, l'organisation d'une résistance active de la bourgeoisie à partir de la base de Formose (T'ai-wan) occupée par Chang Kai-chek, bénéficiant de l'aide massive de l'impérialisme américain, les obligèrent à des incursions de plus en plus profondes dans le domaine de la propriété privée, l'extension de la réforme agraire par la mobilisation totale de la paysannerie pauvre, l'étatisation des moyens de production, l'établissement du monopole du commerce extérieur et la destruction des résidus de l'appareil d'Etat bourgeois, primitivement en partie préservés, sous le contrôle de l'armée.

Abandonnant finalement la théorie et la politique de « *démocratie nouvelle* », la direction du P.C. chinois fut ainsi conduite, pour justifier sa politique, dictée par des nécessités pressantes, à affirmer à la fois le caractère socialiste de la révolution chinoise et son caractère « *perma-*

*nenent* » — tout en continuant d'ailleurs à condamner avec la plus grande énergie la « *théorie trotskyste* » de la « *révolution permanente* » ! La réalité de la lutte des classes lui imposait d'énoncer, à travers sa formule de « *révolution ininterrompue* », cette vérité exposée un demi-siècle plus tôt par Trotsky et illustrée par l'expérience de la révolution russe, à savoir que seul le prolétariat est en mesure de mener à bien, à l'époque de l'impérialisme, la révolution démocratique-bourgeoise, et, pour être menée à bien, « *la révolution démocratique bourgeoise doit se transformer en révolution socialiste par la révolution permanente* » (1).

Ce qu'il est capital de comprendre pour pouvoir saisir l'originalité du parti communiste chinois et la nature de la bureaucratie qu'il a engendrée, c'est la façon dont fut réalisée cette transformation sociale qui alignait les structures économiques de la Chine sur celles de la Russie soviétique. F. Forgue écrit à ce sujet :

« Ce bouleversement fut accompli “à froid”, chaque pas en avant étant étroitement contrôlé par le parti communiste chinois qui encadrait rigidelement le mouvement des masses. Aussi, au cours de ce processus, l'appareil d'Etat achevait-il de se constituer comme un appareil élevé au-dessus des masses, absolument soustrait à son contrôle, fonctionnant sous le contrôle d'une couche séparée » (2).

Plus de trente années après l'Octobre russe, la révolution chinoise aboutissait ainsi à la constitution d'une couche bureaucratique privilégiée monopolisant le pouvoir politique sur la base de la collectivisation des

(1) Lu Ting-yi, le *Quotidien du Peuple*, 23 avril 1960.

(2) F. Forgue, *op. cit.*, p. 25.

moyens de production. Là s'arrête la ressemblance avec ce qui s'est passé en Union soviétique. La bureaucratie chinoise en effet — et la différence, ici, est capitale — n'avait pas eu, contrairement à la bureaucratie stalinienne, à soutenir une longue lutte et déclencher une répression générale contre les masses ouvrières pour établir sa domination : l'avant-garde chinoise, née des luttes révolutionnaires, considère en effet le P.C. chinois, et en particulier son principal dirigeant Mao Tsé-toung, comme sa direction révolutionnaire légitime ; et c'est avec la participation des masses, non contre elles, que se sont établis les organismes de pouvoir à travers lesquels la bureaucratie exerce son contrôle.

François Forgue écrit sur cette question capitale :

« Les tâches *“démocratiques bourgeois”* n'ont été résolues en Chine que par la révolution prolétarienne, par la destruction de l'Etat bourgeois, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production. L'Etat né de ce processus et qui défend ces nouveaux rapports de propriété contre la bourgeoisie nationale comme contre l'impérialisme est incontestablement un Etat *“ouvrier”*. Mais il faut ajouter l'épithète *“déformé”*, et il ne s'agit pas là d'une épithète pour marquer qu'il existe en Chine quelques traits déplaisants. Dire que l'Etat chinois est un Etat *“ouvrier déformé”*, c'est dénier sa structure politique, affirmer que la classe ouvrière est évincée du pouvoir politique, car elle n'a aucun moyen de l'exercer, et que, partant, elle est privée de tout contrôle sur les décisions de ce pouvoir. En d'autres termes, il n'y a pas en Chine de démocratie prolétarienne, démocratie qui ne peut exister sans un réseau d'organismes de pouvoir émanant directement de la classe ouvrière (les comités, les soviets) » (1).

Il existe donc en Chine une *bureaucratie*, définie non pas tant par ses priviléges — incontestablement moins

scandaleux que ceux de la bureaucratie du Kremlin ou de ses pays satellites, mais très réels (2) — que, comme le souligne F. Forgue, « *par son existence comme couche séparée, soustraite à tout contrôle des travailleurs et exerçant seule le pouvoir politique, c'est-à-dire assurant seule la direction de l'Etat, le « possédant » en quelque sorte* » (3). A la différence des bureaucraties polonaise, hongroise, tchécoslovaque, etc., qui ne sont que des sous-produits de la bureaucratie soviétique, élevés sur les baïonnettes d'une armée d'occupation, la bureaucratie chinoise plonge directement ses racines dans l'arriération de la Chine et l'isolement de sa révolution dans un système mondial qui continue à être dominé par l'impérialisme. A la différence de la bureaucratie soviétique, elle n'est pas le résultat d'une dégénérescence qui se serait produite après la prise du pouvoir ; l'appareil du P.C. chinois est arrivé au pouvoir avec le soutien des masses, et Mao Tsé-toung n'a pas eu, contrairement à Staline, à mener une véritable contre-révolution politique pour venir à bout de la démocratie prolétarienne. A la veille de la *« révolution culturelle »*, le trotskyste François Forgue pouvait écrire :

« Son affrontement avec les masses est encore au-devant d'elle, et l'on ne peut préjuger des ruptures qu'elle connaîtrait alors » (4).

Se refusant à la fois à *« oublier la réalité de cette bureaucratie et croire*

(1) F. Forgue, *op. cit.*, pp. 34-35.

(2) Voir à ce sujet l'étude de A. Doak Barnett, « *Aspects of the Chinese communist bureaucracy* », *China Quarterly* n° 28, 1966, qui situe de un à dix l'échelle des salaires des cadres (p. 12). Daubier (*op. cit.*, pp. 41-42) ne nie pas le phénomène, mais s'emploie à le minimiser.

(3) Forgue, *op. cit.*, p. 35.

(4) Forgue, *op. cit.*, p. 36.

*qu'elle pourra se dissoudre* », et à « *l'assimiler purement et simplement à la bureaucratie russe, organiquement et irrévocablement contre-révolutionnaire* » (1), il jugeait impossible d'affirmer, comme Trotsky l'avait fait, en 1933, pour la bureaucratie du Kremlin, qu'elle était « *définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois* » (2).

Les développements de la révolution chinoise depuis cette date — au premier chef, l'épouvantable désastre auquel la politique d'Aïdit et des staliiniens indonésiens cautionnée par la direction maoïste du P.C. chinois ont conduit les ouvriers et paysans d'Indonésie — apportaient peu de temps après un premier élément de réponse à la question posée par François Forgue. Et la période de la « *grande révolution culturelle prolétarienne* » donnera la donnée manquante : l'affrontement de cette bureaucratie avec les masses, les ouvriers et la jeunesse de Chine.

C'est évidemment par rapport aux problèmes posés par la lutte de classes à l'échelle mondiale qu'il faut apprécier le rôle de la révolution chinoise, et, du même coup, par la direction Mao Tsé-toung du P.C. chinois. La révolution constitue par elle-même en effet un énorme danger, tant pour l'impérialisme, qui n'a jamais cessé d'envisager et même de préparer la « *reconquête* » de la Chine, que pour la bureaucratie russe dont elle a sapé les fondements de l'équilibre mondial sur lequel elle repose. C'est ce qu'exprime François Forgue quand il écrit :

« C'est là le contenu profond du conflit sino-soviétique, mais il ne s'est révélé dans toute sa profondeur, à un point tel que dirigeants chinois et russes ne peuvent plus feindre de l'ignorer, que dans une conjoncture particulière : celle marquée par la politique de "coexistence pacifique", c'est-à-dire par la recherche à tout prix, par Moscou, d'un accord à long terme avec l'impérialisme américain. Quel prix la bureaucratie russe peut-elle payer pour pareil accord ? Laisser les mains libres à l'impérialisme face à la Chine est sans aucun doute la contrepartie la plus favorable que puisse espérer l'impérialisme... » (3).

Mais c'est également sous cet angle qu'il faut comprendre ce qui va constituer le centre de cette étude, la politique générale de la bureaucratie chinoise, ses tournants brutaux et les violentes contradictions internes qui l'ont conduite jusqu'à la crise aiguë dont la période dite de la « *grande révolution culturelle prolétarienne* » a constitué l'apogée : à la fois le règlement d'un conflit violent entre secteurs opposés de l'appareil, et le début de la révolution politique dans des conditions dont le caractère spécifique s'explique à la lumière de l'histoire dont nous venons d'essayer de retracer les grandes lignes.

(1) *Ibidem*.

(2) C'est-à-dire après que la politique imposée par Staline au P.C. allemand eut rendu possible la victoire hitlérienne et la défaite sans combat du prolétariat allemand.

(3) F. Forgue, *op. cit.*, p. 39. Nous renvoyons le lecteur à cet article fondamental pour tout ce qui concerne le conflit sino-soviétique dont nous n'envisagerons ici que les conséquences et certaines implications.

## LES CONTRADICTIONS DE LA « CONSTRUCTION DU SOCIALISME » DANS LA SEULE CHINE

La politique de « *démocratie nouvelle* » abandonnée sous la pression de toutes les conditions objectives mentionnées plus haut, le parti communiste chinois, sous la direction de Mao Tsé-toung, s'engageait, à la tête du pays, dans une politique d'« *édification du socialisme* » définie dès 1954 et précisée en 1956 lors du congrès du parti en septembre :

« A l'heure actuelle, le parti et le peuple du pays entier ont pour tâche principale de concentrer toutes les forces pour résoudre cette contradiction, pour transformer au plus vite notre pays de pays agricole arriéré en un pays industriel avancé » (1).

L'objectif était donc le même que celui que Staline avait assigné à l'Union soviétique au début des années trente, mais dans des conditions infiniment plus difficiles puisque l'arriération économique de la Chine était incomparablement plus profonde dans les années 50 que ne l'était celle de l'U.R.S.S. en 1929. « *Rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés* » à partir d'une production d'acier trois cents fois inférieure à celle des Etats-Unis et d'une production agricole par tête d'habitant vingt-cinq fois moindre relevait de l'aventure (2). La prétendue « *aide* » de l'U.R.S.S. en échanges, envoi de techniciens, matériel, ou sous forme de prêts — déjà limitée par les possibilités de l'Union soviétique elle-même — devait être payée au prix du marché mondial, et ce alors que l'impérialisme organisait autour de la Chine un véritable blocus. 97 % des investissements durent être fournis par le peuple chinois (3), l'homme étant finalement en Chine le facteur

(1) Cité par Forgue, *op. cit.*, p. 26.

(2) *Ibidem*, p. 27.

(3) *Ibidem*, p. 28.

de production à la fois le plus abondant et le moins coûteux. L'investissement dans les industries de base ne put être obtenu que par une limitation draconienne de la consommation et une augmentation fantastique de l'intensité du travail.

Le premier volet de cette politique fut la collectivisation des campagnes, engagée dès la fin de la réforme agraire en 1953, brutalement accélérée en 1955 : en une seule année, 96 % des paysans chinois furent regroupés dans des coopératives sans que pour autant ait été développée la base technique qui eût permis la modernisation de la production agricole à travers une mécanisation. Le second volet est celui de l'industrialisation à outrance : investissements extraits de l'agriculture et de l'industrie sept fois plus importants pour l'industrie, stagnation ou faible augmentation du niveau de vie en constituerent les principaux aspects. F. Forgue résume :

« La logique de cette course à l'industrialisation dans le cadre de la seule Chine est impitoyable. Pour le paysan, des livraisons accrues, payées à bas prix ; pour l'ouvrier, une hausse constante des normes sans que sa condition de consommateur s'améliore. En d'autres termes, le pouvoir doit gouverner en s'opposant en permanence à la satisfaction des revendications les plus élémentaires des masses. À travers le processus de la marche forcée vers l'industrialisation, la bureaucratie s'affirme encore plus comme une couche distincte, l'Etat comme un appareil s'élevant au-dessus des masses et se soustrayant totalement à leur contrôle » (1).

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions — et compte tenu de ce que nous savons des traits originaux de la bureaucratie chinoise — que cette dernière ait ressenti comme un signal d'alarme les événements de 1956 en

Pologne et en Hongrie, le soulèvement révolutionnaire des étudiants et des ouvriers, leur combat pour la démocratie ouvrière des conseils retrouvant celui des bolcheviks et de la révolution soviétique de 1917, d'autant que plusieurs grèves éclatèrent, la même année, en Chine même (2). Elle y réagit en tout cas par une tentative d'explication qui dépasse de très loin les interprétations « psychologiques » du type « *culte de la personnalité* » ou l'interprétation policière classique des bureaucrates (Khrouchtchev compris), en s'efforçant de poser ouvertement le problème des conflits sociaux dans la période de transition vers le socialisme (3). Telle est la signification de deux textes capitaux, celui du bureau politique du P.C.C. sur « *l'expérience historique de la dictature du prolétariat* » et celui de Mao Tsé-toung lui-même sur « *la juste manière de résoudre les contradictions au sein du peuple* » (4). Dans ce dernier texte, Mao admet l'exis-

(1) *Ibidem*, p. 30.

(2) Mao Tsé-toung y fait allusion, de manière très précise, dans son célèbre discours sur les « *contradictions* ».

(3) Très significative à cet égard est la relation faite par le *Quotidien du Peuple* du 26 avril 1957 des propos tenus la veille par Chou En-lai au ministre russe Rachidov et à l'ambassadeur soviétique Youdine : les « *murs* » ne suffiraient pas à protéger les bureaucraties de la colère des masses, et l'on peut être sûr que, si les méthodes bureaucratiques ne disparaissent pas, les enfants d'aujourd'hui abattront les murailles dans une dizaine d'années.

(4) Il existe plusieurs variantes de ce texte divulgué d'abord par une agence polonaise. Il a été fréquemment reproduit au cours de la période de la G.R.C.P. Voir notamment « *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* », « *Pékin-Information* n° 26, 26 juin 1967, pp. 9-28, qui reproduit la version révisée publiée pour la première fois dans le *Quotidien du Peuple* du 19 juin 1957.

tence, au sein de ce qu'il appelle la « *société socialiste* », de « *contradictions non antagonistes* » pouvant être résorbées par de meilleures méthodes de direction, en somme par des voies pacifiques et pas forcément répressives, en tout cas dans le cadre existant. Cette analyse ne s'étend cependant pas jusqu'à la révolution hongroise dans laquelle la propagande du parti continue de dénoncer la main de la « *contre-révolution* », excluant ainsi l'hypothèse, pourtant implicitement contenue dans l'analyse de Mao, selon laquelle les contradictions « *non antagonistes* » entre le parti ou le gouvernement et « *le peuple* » peuvent devenir antagonistes et ne pouvoir être résolues alors que par la violence, la répression ou la révolution politique.

C'est à la suite de cette analyse faite par la direction du P.C. que s'ouvrit, en Chine, la période dite des « *Cent Fleurs* », où intellectuels et étudiants furent officiellement appelés à discuter librement, à formuler toutes leurs critiques (1) afin de corriger les défauts les plus courants, « *sectarisme* » et « *bureaucratisme* ». Les « *Cent Fleurs* » fleurirent donc et révélèrent de profondes et réelles contradictions. D'une part, il était évident que les racines de la division en classes n'avaient nullement été extirpées et que subsistaient en Chine des points d'appui solides — dans le cadre de cette économie de pénurie et de cette société dominée par une bureaucratie toute-puissante — pour une contre-offensive bourgeoise : c'est ainsi que les représentants des partis dits « *démocratiques* » de la petite bourgeoisie relevaient la tête et démontraient qu'ils avaient une audience réelle et des revendications inquiétantes. D'autre part — et c'est là sans doute le fait le plus important dans

l'histoire de la révolution chinoise depuis 1949 — des étudiants, des enseignants, des journalistes, des militants, dont la plupart étaient membres du parti communiste depuis des années, entreprenaient la critique du régime et de ses « *abus* » sur la base de la méthode communiste, mettaient en question la couche de nouveaux privilégiés issus de l'appareil, dénonçaient la caste bureaucratique et la transformation du parti en un appareil répressif, réclamaient l'instauration d'une véritable démocratie ouvrière.

Quelques détails sont ici nécessaires, qui permettront de mieux comprendre la situation réelle en Chine communiste, de retrouver également des accents et des thèmes connus, entendus auparavant à Budapest et Varsovie, et, depuis, à Prague. C'est le journaliste Liu Pun-yen, membre du P.C. depuis 1944, qui critique les cadres du parti, « *classe privilégiée* », dit-il, dans laquelle ne règne aucune démocratie, où l'élection est « *pure formalité* », et qui précise :

« Ces dernières années, le parti s'est considérablement éloigné des masses. La plupart de ceux qui l'ont rejoint étaient des opportunistes et des bénoui-oui » (2).

C'est un autre journaliste, également membre du P.C., Tai Huang, qui voit dans la bureaucratie l'embryon d'une « *classe nouvelle* » « *en train de se former et de se développer* » et qui est prête, selon lui, à tendre les mains à Formose pour une réconciliation. Après le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., il pose la question de la responsabilité

(1) Voir Roderick MacFarquhar, *The Hundred Flowers*, 1960. Le discours de Mao « *Que cent fleurs fleurissent !* » prononcé le 2 mai 1956, n'a pas été publié, quoique fréquemment cité ou résumé.

(2) *Quotidien du Peuple*, 20 juillet 1957.

encourue, dans les crimes de Staline, par Mao Tsé-toung et les dirigeants du parti chinois, et dénonce comme une aide objective à l'impérialisme l'intervention russe en Hongrie (1). Un vétéran communiste, maître de conférence à l'université Peita de Pékin, Ko Pei-chi, s'adresse aux dirigeants en un avertissement qu'il veut solennel :

« Les rapports entre le parti et les masses diffèrent sensiblement de ce qu'ils étaient à la Libération... Aujourd'hui, le peuple traite les communistes comme les esprits des morts : il les respecte, mais il s'en éloigne... Si vous agissez mal, il se peut que les masses populaires vous renversent et massacrent les communistes. Si elles vous renversent, on ne pourra les accuser de manquer de patriotisme : si elles agissent ainsi, c'est parce que les communistes ne servent pas le peuple ! » (2).

En 1968, nombre de communistes tchécoslovaques tiendront le même langage qu'à Chenyang, en décembre 1956, ces deux responsables du P.C.C., Chang Po-cheng et Huang Chen-lou :

« Le problème central est de se débarrasser de la direction absolue et totalitaire du P.C., pour que le parti puisse renforcer sa direction, exercer son rôle d'avant-garde. C'est seulement quand les priviléges du parti auront été abolis que d'authentiques et véritables communistes entreront dans le parti, que son organisation pourra être préservée de toute impureté, et qu'il pourra correctement diriger l'Etat. Mais si les priviléges du parti ne sont pas supprimés, le parti et le socialisme seront un jour enterrés » (3).

Les mêmes militants, afin de mettre fin aux priviléges du P.C., n'hésitent pas à se prononcer, comme d'autres communistes avant et après eux en Europe orientale, pour la « liberté des partis », pourvu qu'« ils ne soient pas opposés au peuple et au socialisme » (4).

Il appartiendra à des étudiants, dont certains sont malgré leur âge des vétérans de la guerre de libération, de poser les véritables problèmes politiques : Lin Hsi-ling, étudiante de 21 ans de l'université Peita de Pékin, et ses camarades Chen Feng-hsiao, Tan Tien-jun, Wu Kai-piu, de Wuhan, Fu Lin-hui, de Nanchang, le dirigeant des J.C. Tung Hsueh-lun tentent de créer une organisation à l'échelle nationale et ébauchent dans leur presse un programme qui est proprement révolutionnaire, celui de la révolution politique (5). Lin Hsi-ling dénonce dans le système existant en U.R.S.S. comme en Chine l'absence de démocratie, alors que le « vrai socialisme » est « très démocratique », et elle qualifie le régime social d'U.R.S.S. et de Chine de « socialisme construit sur la base du féodalisme ». Elle condamne comme « insuffisants » les mouvements de « rectification » du parti, les « méthodes réformistes et les légères concessions faites au peuple ». Elle affirme — et l'écho de ces paroles ne s'éteindra pas :

« Les masses populaires ne sont pas stupides. Il faut résoudre les problèmes, vaincre effectivement les difficultés, et, pour ce faire, il n'existe qu'un moyen : la mobilisation et le soulèvement des masses » (6).

Analysant la situation existante, elle affirme que les maux dénoncés par Mao, le « bureaucratisme », le « subjectivisme » et le « sectarisme », ont

(1) *New China News Agency*, 7 août 1957.

(2) *Quotidien du Peuple*, 31 mai 1957. La ressemblance est frappante avec la lettre adressée aux dirigeants soviétiques au début de 1968 par Ivan Iakhimovitch. (Voir *Samizdat I : La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.*).

(3) *Quotidien de Chenyang*, 11 juin 1957.

(4) *Ibidem*.

(5) R. MacFarqhar, *The Hundred Flowers*, pp. 137-140.

(6) *Quotidien du Peuple*, 30 juin 1957.

leurs racines dans le système lui-même :

« Les couches supérieures de la société chinoise ne correspondent pas à la base économique de la propriété sociale ; le parti et l'Etat sont devenus un appareil bureaucratique qui gouverne le peuple sans démocratie. La base économique de propriété sociale de notre pays est progressive ; aussi est-ce la superstructure qu'il s'agit de changer fondamentalement » (1).

Le moyen de ce « *changement de superstructure* » ne peut être qu'une révolution dans la superstructure, la « *révolution politique* » qu'elle qualifie simplement de « *nouvelle révolution* ». S'appuyant sur les écrits d'Engels et de Lénine pour démontrer l'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, elle trace la perspective de la « *nouvelle révolution* » nécessaire aussi bien en U.R.S.S. qu'en Chine :

« Nous devons chercher à réaliser le socialisme véritable. Les contradictions entre le peuple et les gouvernements bureaucratiques sont irréconciliables. Je n'approuve pas le réformisme. Il faut un changement total, une transformation radicale » (2).

Après quelques semaines, les dirigeants s'épouventent du double mouvement d'opposition, de droite et de gauche, ainsi révélé. Ils l'interrompent brutalement par une féroce campagne contre les « *droitiers* » dans laquelle ils englobent les critiques de gauche et les partisans de la « *nouvelle révolution* ». Une énergie que chasse aux sorcières fait disparaître les opposants des universités et des villes : seuls quelques « *droitiers* » éminents surnagent, leur auto-critique faite. On n'entendra plus parler de la militante communiste Lin Hsi-ling, même dix années plus tard, quand Mao prônera « *mobilisation et soulèvement des masses* » pour « *changer la superstructure* »...

C'est dans la foulée de la répression qui suit les « *Cent Fleurs* » qu'est entrepris le « *Grand Bond en Avant* », alors célébré comme « *la voie chinoise vers le socialisme* ». Il constitue, en fait, la reprise — à certains égards même, la caricature — de la politique de la période précédant celle des « *Cent Fleurs* » et de la politique stalinienne des années trente. On compte produire massivement l'acier grâce à la construction de milliers de petits hauts fourneaux ruraux pour lesquels on mobilise la main-d'œuvre paysanne en expliquant qu'on surmonte ainsi la division « *entre villes et campagnes* », entre travail industriel et agriculture. Plus de cent millions de paysans chinois participent pendant l'hiver 1957-58 à la construction de centaines et même de milliers de barrages hydrauliques. Soixante-sept millions de paysannes auraient été employées ainsi à des travaux de reboisement pendant la seule année 1958. Le regroupement d'un grand nombre de communautés paysannes dans de gigantesques « *communes* » permet l'organisation de services communautaires de cuisine et garde d'enfants : la mesure, présentée comme l'« *émancipation de la femme* », libère pour ces travaux une masse énorme de main-d'œuvre supplémentaire.

Comme l'écrit Lucien Bianco :

« Le labeur des masses (et leur désintéressement escompté) doit compenser le retard technique et l'insuffisance des capitaux. La Chine entreprend dans l'enthousiasme de construire le socialisme du pauvre » (3).

Or, en dépit de succès initiaux et de communiqués de triomphe, le « *Grand*

(1) *Ibidem*.

(2) *Ibidem*.

(3) L. Bianco, « *la Page blanche* », *Politique*, mai 1970, p. 99.

*Bond*» est un échec. La Chine connaît en 1960 et 1961 sa plus grave crise agricole depuis 1949, à la suite de deux mauvaises récoltes consécutives.

Lucien Bianco écrit :

« Au printemps 1961, la ration quotidienne par tête est vraisemblablement tombée au-dessous de 1.800 calories et l'on meurt de nouveau de faim en Chine » (1).

Une année plus tard, c'est la récession industrielle : les hauts fourneaux ruraux, mal construits et mal conçus, sont abandonnés, de nombreuses usines ferment, la production de charbon, d'électricité, de ciment et d'acier tombe à une proportion inférieure de 63 à 75 % à celle de 1959. La Chine est contrainte d'importer du blé du Canada et d'Australie pour conjurer la famine, au moment où les autorités prennent la décision de chasser des villes les ouvriers de fraîche extraction paysanne devenus, comme l'écrit Bianco, des « chômeurs affamés » (2).

Lucien Bianco tire sans indulgence le bilan de cet échec :

« Régulièrement invoquées, les calamités naturelles et le brusque retrait des techniciens soviétiques (qui rapatrient avec eux plans et instructions techniques indispensables) ont joué un rôle beaucoup moins déterminant que les erreurs proprement politiques (celles qui, tenant à l'application de la nouvelle stratégie économique, mettent directement en cause la superstructure) et par-dessus tout l'irréalisme

né d'un volontarisme excessif qui fait fi de la résistance des choses et des êtres. Soumis à une pression intense pour atteindre ou dépasser des normes extravagantes, les cadres les dépassent sur le papier : c'est ainsi que l'on peut annoncer une production de 350 millions de tonnes de céréales en 1958, quitte à rectifier plus tard en ne revendiquant plus que 250 millions de tonnes (pour une récolte effective de 200 millions). Les objectifs pour 1959, établis sur la foi des premiers résultats et sur la foi tout court, on les ramènera à 275 millions, et la récolte ne dépassera pas 180 millions de tonnes » (3).

Ce bilan d'échec impose en 1961 ce qu'on appellera le « *réajustement* », une retraite tactique qui permet de retrouver d'abord un relatif équilibre, puis de redémarrer, pour retrouver en 1965 à peu près le niveau de production de 1958. Dans l'intervalle, pourtant, un essor démographique continu explique la diminution de la consommation par tête et l'accroissement du retard dans le développement, puisque le taux de croissance passe, de 6 ou 7 % en 1952-1957, à 3 % seulement pour la période de 1957 à 1965 (4). Tels sont le contexte, le « *point* » de la situation économique, la toile de fond sur laquelle vont se produire les conflits qui mènent à la période de la « *révolution culturelle* ».

(1) *Ibidem*, p. 100.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*, p. 101.

## LA CRISE AU SOMMET DE L'APPAREIL

La nature bureaucratique de la direction du parti communiste chinois interdit d'appréhender dans le détail les détours et les épisodes des luttes d'influence entre les différents clans de la bureaucratie, les désaccords qui recouvrent vraisemblablement l'ensemble des problèmes et qui expliqueraient, s'ils étaient connus, les tournants de la politique de la direction.

Il est pourtant incontestable — et de nombreuses « *révélations* » sont venues ultérieurement l'attester — qu'une opposition s'est manifestée dans les sommets de l'appareil dès les premières difficultés rencontrées par la politique du « *Grand Bond en Avant* », et qu'elle était inévitablement dirigée contre Mao Tsé-toung dont la responsabilité personnelle était totale dans le tournant qu'il avait décidé, ainsi qu'il l'a lui-même souligné dans son intervention au comité central en septembre 1959 (1). L'un des plus hauts dignitaires du parti et du régime, le maréchal Peng Teh-huai, est même allé, en 1959, jusqu'à exprimer — quoique sur un ton de grande humilité — des critiques contre certains aspects de la politique économique dans une lettre adressée au président Mao, puis devant le comité central, qui, sur proposition de Mao, le condamne et le révoque de ses responsabilités comme chef des « *opportunistes de droite* » (2). Et l'on sait depuis peu que Peng Teh-huai avait trouvé un défenseur dans la personne de Liu Shao-Chi, président de la république et second personnage du régime (3).

(1) *The Case of Peng Teh-huai*, p. 25.

(2) Extraits de la résolution du 16 août 1959 dans *Pékin-Information*, n° 34, 21 août 1967, pp. 7-10.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 83.

En fait, l'opposition au sein de la bureaucratie revêt des aspects sans doute plus pernicieux que ces manifestations dans des débats à huis clos. L'historiographie maoïste s'est attachée à démontrer depuis 1967 qu'elle était animée par deux des plus importants personnages du régime, le président Liu Shao-chi et le secrétaire du parti, Teng Hsiao-ping : l'hypothèse peut être retenue dans la mesure où c'est précisément à ces deux personnages comme aux couches supérieures de l'appareil que Mao s'en est pris pendant la période de la « *révolution culturelle* ». Sur le moment, pendant les années de 1959 à 1965, il ne filtre pas grand-chose sur ces conflits internes, et il est prudent de considérer comme une fabrication *a posteriori* la thèse suivant laquelle Mao Tsé-toung aurait été en réalité écarté pendant tout ce temps de la direction des affaires au profit de Liu Shao-chi.

Ce qui est certain — visible dès cette époque pour l'observateur attentif — c'est que tout un secteur de la bureaucratie, à commencer par le secrétariat du parti lui-même, avec Teng Hsiao-ping et le deuxième secrétaire Peng Chen, le comité du parti et la municipalité de Pékin avec le même Peng Chen, les responsables du département de la propagande du parti, enfin, avec Chou Yang et Lu Ting-yi, ont au moins toléré, sinon encouragé, une véritable « *fronde* » menée dans la presse pékinoise contre Mao (1). Ce qui est également certain, c'est que les contradictions au sommet, dans l'état-major du parti, ont été considérablement aggravées par le contexte international, la rupture avec l'Union soviétique, l'escalade de la guerre au Vietnam, la perspective d'une guerre de reconquête de la Chine par l'impérialisme américain,

et que, sur ce terrain, deux conceptions de la défense de la Chine et de sa politique militaire se sont affrontées : la stratégique plus classique et traditionnelle, reposant nécessairement sur une étroite collaboration avec l'Union soviétique et la fourniture à l'armée d'équipements et d'armes modernes — que soutenait Peng Teh-huai, et, après lui, Lo Jui-ching — a été rejetée au profit de la stratégie de « *guerre révolutionnaire* » fondée sur la décentralisation et la préparation à la guérilla, prônée par Mao Tsé-toung et son fidèle Lin Piao, successeur de Peng au ministère de la Défense et à la tête de l'Armée populaire de libération (A.P.L.) (2). Il est également évident qu'à partir de 1962 Mao multiplie les initiatives qui peuvent être considérées comme autant de préparatifs d'une attaque contre ceux de ses adversaires qui le critiquent au sommet de l'appareil. La 10<sup>e</sup> session du comité central, tenue en septembre de cette année-là, marque un notable durcissement avec un redoublement des attaques contre Khrouchtchev et le « *révisionnisme* », d'une part, et le célèbre appel de Mao à « *ne pas oublier la lutte des classes* » à l'intérieur, de l'autre. Jean Daubier écrit à ce propos, non sans raison :

« Mao Tsé-toung dut estimer que ce durcissement de l'opposition, ces manifestations de dissidence qui s'étaient multipliées n'étaient pas sans rapport avec l'offensive contre son régime que Khrouchtchev avait lancée publiquement à la fin de l'année 1961. Il vit probablement présente à ses côtés, à la direction du parti, l'ombre du révisionnisme khrouchtchévien exécré » (3).

(1) Voir plus loin, ch. V « *Polémique publique dans la presse* ».

(2) Esmein, *op. cit.*, pp. 79-87.

(3) Daubier, *op. cit.*, p. 44.

La contre-attaque de Mao se poursuit donc vraisemblablement en 1963 avec la décision d'entamer un « mouvement d'éducation socialiste ». Dans un document rédigé par lui, le 9 mai, sur la « participation des cadres au travail manuel », les trois mots d'ordre retenus sont « la lutte des classes », la « lutte pour la production », la « lutte pour l'expérimentation scientifique », dont il affirme que, au cas où elles ne seraient pas menées correctement,

« il ne faudrait pas longtemps pour qu'une restauration contre-révolutionnaire à l'échelle nationale se produise immanquablement... La Chine entière changerait de couleur » (1).

Il faudra pourtant attendre trois ans — et trois versions successives des *Dix Directives* sur le travail à la campagne — pour que celles-ci soient officiellement adoptées.

Des thèmes nouveaux apparaissent en 1964, qui préfigurent ceux qui prévaudront à partir de 1966. Le *Drapeau rouge* dont le rédacteur en chef est Chen Po-ta, bras droit de Mao, souligne que le pays tout entier doit prendre modèle sur l'armée dans laquelle se poursuit, depuis 1958, le mouvement pour « la pensée de Mao Tsé-toung » et l'établissement de son « autorité absolue », et à l'intérieur de laquelle le « petit livre rouge » est distribué. Une épuration des milieux artistiques commence sous l'impulsion de Chiang Ching, une ancienne danseuse qui est aussi l'épouse du président Mao. Une première épuration a lieu à la fédération des lettres et des arts, à propos de laquelle Mao va jusqu'à évoquer le cercle Petöfi, qui fut à l'origine de la révolution hongroise, mais qu'il assimile à un agent de la « contre-révolution ».

Au mois de juillet, au congrès de la Ligue de la jeunesse communiste — que dirigent d'ailleurs des hommes ayant dépassé la soixantaine —, apparaît le thème des « héritiers de la révolution », autrement dit celui de la relève nécessaire. Un éditorial du *Drapeau rouge* et du *Quotidien du Peuple* du 14 juillet donne en quinze points les directives du président pour la lutte contre les révisionnistes à l'intérieur comme à l'extérieur. Il s'agit de « s'appuyer sur les masses », de les « mobiliser » et de les « organiser », et, pour cela, de « se rapprocher du peuple » en abolissant les priviléges et les abus de pouvoir.

C'est Chou En-lai qui, en décembre 1964, devant l'assemblée nationale, reprend pour la première fois le terme — inemployé depuis Lénine, — de « révolution culturelle » : il souligne l'intensification de la lutte des classes, y compris sous un « pouvoir socialiste » dans lequel la société de transition ne cesse d'engendrer de « nouveaux bourgeois ». Les *Vingt-Trois Articles*, adoptés le 1<sup>er</sup> janvier 1965 par la conférence élargie du bureau politique, reprennent les *Dix Directives*, remaniées entre-temps par le secrétariat, et y réintroduisent les idées — apparemment supprimées par lui — de contradictions entre socialisme et capitalisme au sein du parti et des masses.

On peut supposer qu'à cette date la bataille est déjà engagée au sommet de l'appareil entre ce qu'on peut appeler pour simplifier le « clan Mao » et le « clan Liu » : depuis la 9<sup>e</sup> session du C.C. en effet, les initiatives de Mao se heurtent à une inertie bureaucratique dans laquelle les services du secrétariat du parti jouent à l'évi-

(1) Cité par *Le Monde*, 28 janvier 1967.

dence un rôle capital. Il est pourtant bien difficile de conclure, comme le font, *a posteriori*, bien des commentateurs, que « *deux lignes* » et même « *deux centres* » s'affrontaient au sommet. Ce qui paraît en revanche infinitement probable, c'est que Mao Tsé-toung ne dispose plus au sein des organismes dirigeants (bureau politique et comité central) que d'une majorité fragile, sinon précaire, et, en tout cas, pas inconditionnelle, et qu'il éprouve de réelles difficultés à faire appliquer sa ligne par l'appareil, même quand elle a été formellement adoptée. A-t-il à ce moment perçu l'opposition déterminée de quelques hommes ? A-t-il réalisé que l'appareil échappait par la « *force des choses* » à sa volonté ? Comme il demeure de toute façon le dirigeant incontesté, déjà déifié, symbole de la révolution et de la libération du joug des exploiteurs aux yeux des larges masses du peuple chinois, on peut imaginer que, dans cette situation difficile où il voit son autorité quotidiennement soumise à l'érosion des cadres de l'appareil, il ait songé à exploiter à la fois ce capital de confiance et l'immense mécontentement

ment amassé dans le peuple chinois en se faisant passer pour l'adversaire et la cible des « *nouveaux mandarins* » afin d'engager la lutte contre eux et de lever les obstacles qui se dressent contre sa politique.

C'est en tout cas à quoi semblent viser ses premières initiatives, celles qu'il dicte au petit groupe de ses proches et qui vont constituer la première phase de la « *révolution culturelle* » proprement dite : des coulisses de l'appareil où il avait été jusque-là cantonné, le conflit passe dorénavant dans les colonnes de la presse du parti communiste, avant que Mao se donne le dernier mot. Sans doute était-il temps pour lui, puisque c'est en février 1966, si l'on en croit les sources officielles et des révélations d'ailleurs bien postérieures, que se serait produite à Pékin une tentative de coup d'Etat militaire dans laquelle auraient été impliqués non seulement le chef d'état-major Lo Jui-ching, mais le commissaire de la garnison de Pékin, Liu Jen, et d'importants dirigeants du parti (1).

(1) Esméin, *op. cit.*, pp. 88-92.

## LISEZ

### **les nouvelles études marxistes (revue de l'Alliance des Etudiants révolutionnaires)**

#### AU SOMMAIRE :

*Entretien avec le professeur Godement.*  
*Guerre civile au Moyen-Orient.*  
*VI<sup>e</sup> Plan et université.*

#### ABONNEZ-VOUS

5 NUMEROS : 17 FRANCS  
LE NUMERO : 5 FRANCS

C.C.P. Claire RIVOAL.

La Source 31.272.23

## POLÉMIQUE PUBLIQUE DANS LA PRESSE

Nous avons déjà indiqué que la décision d'opérer le « *réajustement* » — un échec personnel de Mao — avait ouvert la voie à une sorte de fronde menée contre le président dans certains milieux de la bureaucratie. C'est d'ailleurs au moment même où se tenait, en 1961, la 9<sup>e</sup> session du comité central que l'historien Wu Han, maire-adjoint de Pékin, avait fait paraître une pièce de théâtre intitulée *la Destitution de Hai Jui*, traitant l'histoire d'un mandarin révoqué, à l'époque des Ming, pour avoir pris la défense des mandarins opprimés : le rapprochement s'imposait avec le cas de Peng Teh-huai, destitué lui aussi pour avoir critiqué la collectivisation et les charges qu'elle imposait aux paysans (1). C'est également à partir de 1961 que le même Wu Han commence, avec deux autres fonctionnaires du comité municipal du parti de Pékin, Teng Tuo et Liao Mo-sha, la publication irrégulière, dans *Pékin-Soir*, d'essais signés de pseudonymes et intitulés « *Chronique du village des trois* » : à travers la fiction d'histoires villageoises, il s'agit en réalité de véritables satires politiques dirigées contre Mao Tsé-toung et tournant même en ridicule certaines de ses attitudes et de ses formules (2). Mao Tsé-toung ne pouvait pas ne pas se préoccuper de telles attaques, non seulement parce qu'elles constituaient une tentative visiblement concertée de porter atteinte à son prestige et à son autorité politique, mais aussi parce qu'elles émanaient d'hommes qui étaient les plus proches collaborateurs d'un des premiers personnages du régime, le tout-puissant Peng Chen, membre du comité permanent du bu-

(1) Daubier, *op. cit.*, pp. 51-52, Esmein, *op. cit.*, pp. 56-57.

(2) Extraits, *ibidem*, pp. 59-61 et Daubier, *op. cit.*, pp. 263-271.

reau politique, deuxième secrétaire du parti après Teng Hsiao-ping, maire de Pékin et secrétaire du comité municipal de la capitale. On peut tenir pour vraisemblable la version rapportée de Chine par Joan Robinson selon laquelle Mao aurait dès 1965 réclamé des sanctions contre Wu Han, sans pouvoir les obtenir du fait de l'opposition de Peng Chen (1). Ainsi contré au sein de l'appareil, Mao Tsé-toung va s'employer, dès ce moment, à porter en public la contre-attaque, seul moyen de contraindre les opposants à capituler ou à jeter le masque. L'actuelle version officieuse de l'histoire de cette période attribue dans la préparation de cette riposte un rôle capital à son épouse Chiang Ching (2). C'est elle en effet qui se serait rendue à Chang-hai — où l'influence des adversaires de Mao était incontestablement moindre — et y aurait trouvé les deux hommes qui étaient prêts à lancer la contre-attaque en la personne de Yao Wen-yuan — qui est ou deviendra son gendre — et de Chang Chiun-chao, deux jeunes « cadres » intellectuels qui occupent des fonctions responsables dans l'appareil local et la presse du parti (3). C'est en tout cas incontestablement à l'instigation de Mao que Yao Wen-yuan publie, le 10 novembre 1965, dans le *Journal littéraire* de Chang-hai l'article dont on s'apercevra après coup qu'il donnait le coup d'envoi de la « révolution culturelle ». Cet article, *A propos de la pièce historique* : « la Destitution de Hai Jui », dénonce l'attaque politique faite par Wu Han contre Mao Tsé-toung par le biais de l'assimilation à Peng Teh-huai de son personnage sympathique, lui aussi destitué par un mauvais empereur, le mandarin Hai Jui (4).

Or les semaines qui suivent la publi-

cation de cette « bombe » démontrent combien est grande la résistance au président et de quelles protections bénéficient ceux qui ont ainsi tenté de le narguer. Plus de trois semaines s'écoulent entre la publication de l'article de Yao à Chang-hai et sa reproduction — ordinairement presque automatique — dans la presse de Pékin. Encore, en le publant, le *Quotidien de Pékin* l'accompagne-t-il d'une note le présentant comme un élément dans une polémique d'ordre historique (5). Dans le même temps, Peng Chen et Lu Ting-yi interdisent la publication dans la presse pékinoise d'un article allant dans le même sens, rédigé par l'historien Chi Pen-yü (6), intitulé *la Nature réactionnaire de « la Destitution de Hai Jui »*.

En fait, c'est une simple bataille à retardements que peuvent livrer les protecteurs de Wu Han à partir du moment où Mao est passé à la contre-attaque et où il a montré qu'il était prêt à porter le conflit hors de l'appareil. Aussi s'efforcent-ils en même temps de désamorcer l'attaque de Yao. Teng Tuo puis Wu Han lui-même publient en décembre d'abondantes autocritiques dans lesquelles ils s'efforcent de cantonner la discussion sur un terrain purement historique et académique. Peng Chen expédie Wu Han dans une commune rurale, mais, en même temps, le blanchit de l'accusation selon laquelle il aurait cherché à établir un lien entre Peng Teh-huai et Hai Jui, ce qui est après tout l'accusation majeure (7).

(1) Joan Robinson, *op. cit.*, pp. 50-51.

(2) Chi Pen-yü, cité par Esmein, p. 66.

(3) Robinson, *op. cit.*, p. 51.

(4) Voir *La Révolution culturelle socialiste en Chine*, Pékin 1966.

(5) Daubier, *op. cit.*, p. 54.

(6) *Ibidem*, p. 55.

(7) Daubier, *op. cit.*, pp. 54-55.

Surtout, le « *groupe des cinq chargé de la révolution culturelle* », une commission du comité central qu'il préside, adopte à son instigation un « *rapport sur le débat académique actuel* » qui entérine sa version de l'affaire et réduit le débat à une simple polémique entre intellectuels (1).

Mais Mao Tsé-toung ne lâche pas prise parce que l'adversaire bat en retraite, et il ne se satisfait pas de cette reculade. Au cours d'une réunion du secrétariat, il critique vigoureusement le « *rapport des cinq* », reproche à Peng Chen d'avoir censuré l'article de Chi Pen-yü, s'en prend avec beaucoup de violence aux responsables du département de la propagande, en particulier Chou Yang et Lu Ting-yi, dénonce « *les éléments intellectuels anticomunistes* », appelle à « *libérer la jeunesse* » et menace même :

« *J'appellerai à la rébellion dans les provinces, j'appellerai à l'attaque du centre* » (2).

Il intervient à plusieurs reprises, à la même époque, dans le rassemblement des artistes et littérateurs des forces armées qui se tient à Chang-hai en février sous la direction de Chiang Ching (3). Dès le mois de mars, il fait diffuser dans l'armée et le parti le « *procès-verbal des causeries* » tenues lors de ce rassemblement, dans lequel il affirme vigoureusement la primauté de la politique, dénonce la « *bande noire* » qui, selon lui, sévit dans le domaine littéraire et artistique et empêche le développement de la « *ligne prolétarienne* » (4).

Libérés de la censure par son intervention personnelle, plusieurs journalistes lui apportent le renfort de leur plume dans la polémique contre Wu Han et les siens : Kuan Feng dans le *Quotidien du Peuple* du 19 mars,

Chi Pen-yü dans un article également signé de Lin Piao, dans le *Drapeau rouge* du 24 mars (5). Wu Han, Teng Tuo, Liao Mo-sha ont beau faire dans le *Quotidien de Pékin* de nouvelles autocritiques, notamment pour la « *Chronique du village des trois* », c'est une offensive de grand style qui se développe désormais au grand jour pour affirmer que l'affaire Wu Han est une affaire politique, l'expression d'une opposition à la ligne prolétarienne de Mao Tsé-toung. Le 18 avril, le *Quotidien de l'Armée*, dont Kuan Feng est rédacteur en chef adjoint, affirme que ce débat n'est qu'un aspect de la lutte qui est en train de se dérouler à l'intérieur même du parti (6). Le 10 mai, toujours dans le *Journal littéraire* de Chang-hai, Yao Wen-yuan revient à la charge sous le titre « *A propos du village des trois* » (7). Désignant Wu Han, Teng Tuo et Liao Mo-sha comme des opposants masqués, il affirme que ces trois hommes sont, depuis 1959, les alliés de fait des « *révisionnistes soviétiques* », et, allant plus loin, s'en prend au *Quotidien de Pékin* qu'il accuse d'avoir fait une « *fausse autocritique* ». Le lendemain, c'est Chi Pen-yü qui, dans le *Drapeau rouge*, pousse l'attaque avec plus de précision encore en qualifiant de « *bourgeoise* » la position de *Front* et du *Quotidien de Pékin* (8), les deux principaux organes de presse contrôlés par l'appareil de Peng Chen.

(1) Les « *cinq* » étaient Peng Chen, Lu Ting-yi, Chou Yang, Wou Leng-si et Kang Sheng. Il est peu vraisemblable, contrairement à ce qui sera affirmé plus tard, que le « *rapport* » en question ait été diffusé à l'insu de Mao.

(2) Esmein, *op. cit.*, p. 71.

(3) Daubier, p. 59.

(4) Esmein, *op. cit.*, p. 72.

(5) *Ibidem*, p. 73.

(6) Daubier, *op. cit.*, p. 59.

(7) *Pékin-Information*, n° 22, 30 mai 1966.

(8) Daubier, *op. cit.*, p. 60.

Ainsi, en quelques mois, l'initiative de Yao Wen-yuan, patronnée par Mao, de porter la polémique dans la presse, a finalement retourné la situation. Les hommes de Peng Chen sont en pleine déroute, et ce dernier sur la défensive. En revanche, autour de Mao Tsé-toung, qui pousse son avantage, des noms nouveaux sont apparus, non seulement celui de son épouse Chiang Ching, jusqu'alors à l'ar-

rière-plan, mais ceux de Yao Wen-yuan, Kuan Feng, Chi Pen-yü, hommes jeunes, journalistes de talent, qui seront bientôt au premier plan de la vie politique chinoise et qui sont pour le moment les porte-parole du président contre ses trop audacieux critiques en même temps — très vraisemblablement — que ses collaborateurs directs dans sa nouvelle entreprise.

## **MISE EN SCÈNE ET RÉBELLION A L'UNIVERSITÉ DE PÉKIN**

Bientôt, le conflit d'appareil qui est apparu au grand jour dans la presse va rejouer de façon plus spectaculaire encore en explosant dans l'université la plus célèbre de la capitale, Peita, où enseignants et étudiants subissent depuis plusieurs années le joug pesant du recteur Lu Ping, l'un des hommes de confiance de Peng Chen (1). C'est sous sa pression et celle du comité municipal du parti de Pékin qu'un « *groupe de travail* » du « *mouvement pour l'éducation socialiste* », arrivé en octobre 1964, a dû quitter Peita en avril 1965 (2). Depuis juillet 1965, un certain nombre d'enseignants membres du parti, accusés, pour avoir émis des critiques au cours de cette campagne, d'être des éléments « *carriéristes* », « *droitiers* », voire « *antiparti* », sont soumis, à l'Hôtel international de Pékin, à une interminable « *session de rectification* ». Peu à peu, la majorité d'entre eux cède et accepte de prononcer son

(1) Rappelons que c'est à Peita qu'avait commencé en mai 1957 le mouvement des « *Cent Fleurs* ».

(2) V. Nee et D. Layman, « *The Cultural Revolution at Peking University* », *Monthly Review*, vol. 21, n° 3, juillet-août 1969, p. 42.

autocritique, mais un noyau dur résiste sous l'impulsion d'une assistante de philosophie, secrétaire du parti communiste de ce département, Nieh Yuan-tzu, qui critique le « lourd appareil bureaucratique » qui a « divorcé d'avec le peuple » (1). L'atmosphère, déjà pénible à Peita, devient franchement tendue après les attaques de Yao Wen-yuan contre Wu Han qui semblent rejoindre les critiques jusqu'alors étouffées de Nieh Yuan-tzu et de ses camarades contre cet autre protégé de Peng Chen qu'est Lu Ping : au début de 1966, plusieurs centaines d'étudiants et d'enseignants sont à leur tour envoyés dans des communes rurales parfois très éloignées de la capitale, aux fins de « *rectification* » (2).

Or les « *rebelles* » de Peita vont recevoir — pour eux, c'est inopiné — un encouragement qu'ils prennent pour la consécration de leur lutte. C'est en effet le 16 mai 1966 que le bureau politique, ayant, sous la pression de Mao, condamné le « *rapport des cinq* », adresse à toutes les organisations du parti une « *circulaire en dix points* ». Le texte en a peut-être été rédigé par Mao lui-même : il consacre en tout cas sa première victoire dans le combat engagé à l'automne précédent puisqu'il condamne expressément non seulement Wu Han, Teng Tuo et les écrivains « *frondeurs* », mais encore leurs protecteurs, et au premier chef Peng Chen lui-même. Le « *rapport des cinq* » — dont la circulaire dit qu'il a été rédigé par le seul Peng Chen, sans consultation des autres membres de la commission — est annulé et condamné pour avoir tenté de transformer un débat politique d'une importance capitale en un débat formel : ce dont il s'agit en Chine, selon le texte de la circulaire, c'est

de lutter contre Wu Han et ses semblables qu'elle définit comme « *les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le parti, le gouvernement, l'armée et les milieux culturels* » (3). Des décisions accompagnent en outre cette circulaire : le « *groupe des cinq* » est dissous — ce qui constitue évidemment un coup très grave pour Peng Chen — et, à sa place, est créé auprès du comité central un « *groupe central de la révolution culturelle* » que conseillent deux membres du bureau politique, Tao Chu et Kang Sheng. Le « *groupe central* » a comme président Chen Po-ta, le fidèle collaborateur personnel du président, et comme vice-président Chiang Ching elle-même. Parmi ses membres figurent notamment les deux cadres de Chang-hai déjà mentionnés, Chang chiun-chiao et Yao Wen-yuan, déjà célèbre, mais aussi l'historien Chi Pen-yü, les journalistes Kuan Feng, Lin Chieh, Wang Li, collaborateurs du *Drapeau rouge* ou du *Quotidien de l'Armée*, des hommes qui se sont déjà distingués dans la lutte contre la « *bande noire* » et qui vont tous jouer les premiers rôles dans les événements qui s'annoncent (4).

La première conséquence de la circulaire du 16 mai est un spectaculaire rebondissement de la crise à l'université Peita. Les « *hôtes* » de l'Hôtel international en ont en effet connaissance le 18 mai (5) et en tirent la conclusion que la direction du

(1) *Ibidem*, pp. 43 et 71.

(2) *Ibidem*, p. 51.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 75 ; Daubier, *op. cit.*, p. 61 et texte pp. 271-278.

(4) Esmein, *op. cit.*, p. 161, n° 1, donne la composition officielle du G.C.R.C. quelques mois plus tard ; elle ne devait avoir guère varié depuis sa création.

(5) Nee, *op. cit.*, p. 53, dit que Nieh en a eu connaissance par ses fonctions dans le parti : on peut penser aussi à une communication directe !

parti est avec eux contre les bureaucrates qui les persécutent depuis deux ans. Nieh Yuan-tzu et six de ses camarades décident alors de rédiger — comme leurs prédécesseurs à l'époque des « *Cent Fleurs* » — une affiche « *en gros caractères* » (un *dazibao*) qui critique violemment les responsables du parti et de l'université — tous trois proches collaborateurs de Peng Chen — les accuse d'avoir tenté d'étouffer le débat politique et appelle les étudiants et les enseignants à la discussion franche et ouverte, la libre critique des responsables, la « *mobilisation de masse* » pour combattre les révisionnistes au sein du parti. Elle est placardée le 25 mai (1). La première réaction des étudiants est « *la stupeur et un silence total* » (2). Le recteur Lu Ping se déchaîne aussitôt, accuse les sept signataires d'être des « *renégats* », « *antiparti* », complices de Teng Tuo, membres de la « *bande noire* » ; plusieurs d'entre eux sont maltraités, dont Nieh, accusée d'être « *le chef des droitiers* » (3). Les sept bénéficient-ils réellement, comme ils l'affirmeront plus tard, de la sympathie de l'écrasante majorité des étudiants ? Pour le moment, en tout cas, ils apparaissent comme complètement isolés, et les manifestations de solidarité avec eux sont plus que rares, si grande est la peur qu'inspirent à tous Lu Ping et ses gens (4).

Rien pourtant n'a été laissé au hasard. Nieh et ses compagnons n'ont pas agi seuls, et il semble bien qu'ils aient été depuis quelques jours au moins en liaison avec Chen Po-ta (5). Après un bref intervalle, peut-être ménagé par Mao pour faire se découvrir ceux qu'il veut abattre, il téléphone le 1<sup>er</sup> juin à Kang Sheng pour lui demander de faire radiodiffuser le *dazibao* de Nieh sur-le-champ et

de le communiquer à toute la presse. Depuis la circulaire du 16 mai, les événements ont marché vite dans l'appareil, et le plus important, encore inconnu du public, a été la révocation des responsables de la propagande, Chou Yang et Lu Ting-yü. A Peita, tout va très vite : le soir même se tient un meeting où Nieh Yuan-tzu prend la parole et « *rallie* » cette fois l'écrasante majorité des étudiants présents (6). Dès le lendemain, le mouvement de critique qui s'exprime dans les *dazibao*, désormais placé sous la protection du président Mao, s'étend dans les autres universités. C'est le 2 juin enfin que parvient à Peita la grande nouvelle. Peng Chen — dont le nom n'est toujours pas prononcé — et ses proches collaborateurs sont éliminés du comité municipal du parti de Pékin dont Li Hsueh-feng et Wu Teh deviennent respectivement premier et deuxième secrétaire, et Lu Ping est révoqué. Les comités de rédaction de *Pékin-Soir* et du *Quotidien de Pékin* sont entièrement remaniés, la publication de *Front* est suspendue (7). Cette élimination des bureaucrates de Pékin, de l'Université, du département de la propagande a pour les jeunes gens de Peita une significa-

(1) *Pékin-Information* n° 37, 12 septembre 1966. On peut noter le délai écoulé depuis qu'ils ont eu connaissance de la circulaire. Le 25 mai est celui de la révocation des principaux partisans de Peng Chen.

(2) Nee, *op. cit.*, p. 55.

(3) *Ibidem*, pp. 56-57.

(4) Le fait que les protecteurs de Lu Ping aient été révoqués ce jour même laisse ouverte l'hypothèse d'une mise en scène destinée à « *rendre plus vraie* » la rébellion de Nieh et des autres.

(5) S'il n'en avait pas été ainsi, l'affichage de leur *dazibao* aurait constitué une forme de suicide.

(6) Nee, *op. cit.*, p. 57.

(7) *Ibidem* et Daubier, *op. cit.*, p. 64.

tion profonde. Ce sont, sur le campus, une « explosion de joie » et, dans les jours qui suivent, une fébrile activité de dénonciations et de critiques de responsables ainsi que de réjouissances publiques, accrue encore par le retour en masse de nombre des victimes de l'ère Lu Ping, étudiants chassés ou enseignants révoqués les années précédentes (1).

Rien n'est pourtant encore définitivement réglé, et la masse étudiante va bientôt devoir déchanter. Le 7 juillet, en effet, arrive sur le campus un « *groupe de travail* » pour la « *révolution culturelle* », envoyé par le nouveau comité municipal, qui ne semble pas partager les sentiments de la majorité des étudiants. Quarante-huit heures après, il fait fermer les portes et contrôler les entrées et sorties, soumet étudiants et enseignants à des enquêtes serrées qui ressemblent à une nouvelle « *chasse aux droitiers et contre-révolutionnaires* », invite à arracher les affiches et à mettre un terme aux réunions et aux affichages (2). Le groupe de travail de Peita, dirigé par Chang Cheng-hsien, et celui de Chinghua, dirigé par Wang Kuang-mei — la femme de Liu-Shao-chi — reprennent contre les étudiants et enseignants critiques, et, sous prétexte de traquer la « *bande noire* », les méthodes même de la « *bande noire* ». La masse, cette fois, réagisce ; proteste contre l'« *éloignement* » de Lu Ping qu'elle considère comme une tentative pour le protéger : un groupe réussit à le retrouver, le ramène de force à Peita où il est soumis dans un meeting, à son tour, à une sévère séance de « *rectification* ». Le « *groupe de travail* » condamne cette initiative comme « *contre-révolutionnaire* » et entame des poursuites contre ses responsables (3). Plusieurs étudiants sont

arrêtés — dont Kuei Ta-fu, le chef de file de l'opposition à Chinghua — et de nombreux autres menacés : c'est la période que l'on appellera bientôt « *les cinquante jours de terreur blanche* » (4).

La résistance des étudiants s'organise cependant peu à peu. Le 12 juillet est placardée une affiche mettant le « *groupe de travail* » en accusation, condamnant ses méthodes. Le 18, Nieh Yuan-tzu et ses amis réussissent à retourner la situation dans un meeting, à faire approuver, et leurs accusations contre Lu Ping, et le meeting de « *rectification* » auquel il avait été soumis (5). On peut penser que le conflit violent est inévitable entre le groupe de Nieh et le « *groupe de travail* ». Or il est déjà réglé. Mao, revenu à Pékin le même jour, s'en est immédiatement pris à l'activité des « *groupes de travail* ». Le 22 juillet, arrive à Peita une commission d'enquête du « *groupe central de la révolution culturelle* » : à sa tête, Chiang Ching, Kang Sheng, Chen Po-ta en personne commencent par une lecture attentive des *dazibao*, puis interrogent et écoutent. Le 26, ils publient leurs conclusions : le « *groupe de travail* » est dissous, les étudiants sont invités à formuler librement leurs critiques et à préparer l'élection par tous de « *comités de la révolution culturelle* » qui prendront en main la direction de la campagne (6). La joie explose de nouveau et les *dazibao* refleurissent. Les étudiants se lancent frénétiquement dans des discussions où les préoccupations péda-

(1) Nee, *op. cit.*, p. 60. Cependant, aucun des opposants de gauche de 1957 ne repartait.

(2) *Ibidem*, pp. 61-62.

(3) *Ibidem*, pp. 60-64.

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*, p. 64.

(6) *Ibidem*, pp. 65-67.

gogiques tiennent — le fait est à noter — autant de place sans doute que la discussion et la « *rectification* » politiques.

Le débat ne va pas rester confiné à l'intérieur de l'université. D'abord, parce que les événements de Peita ont eu un immense écho dans la jeunesse, et qu'ils déclenchent, en contre-coup, un mouvement semblable de critiques par *dazibao* et de meetings de discussion dans de nombreux lycées et même dans certaines entreprises industrielles ou agricoles (1). Ensuite parce que la bataille au sein de l'appareil est entrée dans une phase nouvelle. Maître de la propagande par l'élimination de Chou Yang, assuré de l'obéissance de l'armée par la révocation de Lo Juiching, Mao Tsé-toung est désormais en mesure d'exploiter à fond ses premiers avantages. Après des mois d'efforts, au cours desquels il a dû recourir à plusieurs reprises à des pressions de l'extérieur sur ses compagnons réticents, il se décide à frapper un coup décisif à la session du comité central du P.C. dont toutes les chroniques officielles ou officieuses s'accordent à souligner que sa 11<sup>e</sup> session fut « *convoquée et dirigée* » par lui. Les circonstances de cette convocation sont pourtant loin d'avoir été aujourd'hui totalement éclaircies. Il semble que le secrétariat ait envisagé de réunir le comité central sans la présence de Mao, mais que Teng Hsiao-ping ait reculé au dernier moment. Il est également possible, comme on l'a dit, que certains des adversaires déclarés du président aient été empêchés de participer aux délibérations du comité central, et il est certain qu'en revanche les membres du G.C.R.C. et des représentants des étudiants y ont été invités (2). Mao avouera plus tard

qu'il n'a obtenu, au cours de cette réunion, qu'une « *faible majorité* » (3). C'est lui qui donne pourtant le ton, avec son célèbre *dazibao* personnel, placardé le 5 août sous le titre significatif de « *Feu sur le quartier général !* » (4).

Le comité central entérine sa politique dans des conditions et avec des nuances que nous ignorons : lutte contre les dirigeants « *révisionnistes* » par « *bombardement* (figuré) du quartier général », mobilisation sur ordre des étudiants pour « *bombarder* » — en d'autres termes, pour critiquer sans crainte — les responsables, si haut placés soient-ils. Le 18 août, le président reçoit les organisations étudiantes qu'on connaîtra bientôt sous le nom de *gardes rouges* et leur met au bras un brassard rouge (5). La mobilisation, au service de son combat dans l'appareil, des lycéens et des étudiants constitue, bien évidemment, une rupture avec les règles du jeu bureaucratique, même avec l'*« aval »* du comité central, puisque celles-ci interdisent de porter les débats à la base ou à l'extérieur. Mais sans doute Mao Tsé-toung estime-t-il que c'est là, pour lui, l'unique moyen d'obtenir une victoire réelle et durable, sans crainte de la voir annihiler en quelques semaines par la résistance passive et

(1) Joan Robinson, *op. cit.*, p. 125, mentionne une usine d'outillage de Pékin, où un « *groupe de travail* » répond aux ouvriers que la « *révolution culturelle concerne les universités et non l'industrie* ». La biographie de Kouo Kia-hong (*Pékin-Information*, n° 13, 27 mars 1967) raconte un « *soulèvement* » dans une plantation horticole, le 15 juin, qui valut aux héros quatre mois de prison.

(2) Daubier, *op. cit.*, p. 85.

(3) *Ibidem*, p. 290.

(4) *Pékin-Information*, n° 33, 14 août 1967, p. 5.

(5) Daubier, *op. cit.*, p. 90.

l'inertie de l'appareil que contrôlent ses adversaires.

Le risque est sans doute grand, pas aussi important pourtant qu'on pourrait le croire au premier abord : les jeunes gens que Mao Tsé-toung appelle à descendre dans la rue pour diffuser et imposer sa « *pensée* » ont été élevés dans son culte, et ne peuvent qu'accueillir avec enthousiasme cette consigne de critiquer les autorités en toute immunité, avec par-

dessus le marché la caution du « *guide suprême* ». Et, après tout, en 1957, le régime avait montré qu'il était capable de venir à bout sans trop de mal, lors des « *Cent Fleurs* », d'une opposition étudiante lorsqu'elle risquait de devenir par trop inquiétante. L'histoire, pourtant, ne se renouvellera pas et franchira cette fois un pas supplémentaire, car la mobilisation de la jeunesse ira plus loin qu'il n'avait été prévu.

## **UNE MOBILISATION CONTROLEE : LES GARDES ROUGES**

Pas plus que l'attaque de Yao Wen-yuan contre Wu Han ou celle de Nieh Yuan-tzu contre Lu Ping n'ont été des initiatives individuelles, la formation des *gardes rouges* n'a été spontanée. Là encore, c'est la fraction maoïste de l'appareil, appuyée sur le G.C.R.C. créé et dirigé par elle, disposant des moyens du département de la propagande, qui déclenche ce mouvement de masse de la jeunesse étudiante et lycéenne, une mobilisation initialement étroitement contrôlée. Elle a cependant utilisé à cette fin des groupes existant antérieurement au mois d'août, et notamment les noyaux qui, dans les universités, avaient tenu tête aux « *groupes de travail* ».

Tirant le bilan de la première phase de la « *révolution culturelle* », la 11<sup>e</sup> session du comité central avait défini l'adversaire par cette formule qui allait devenir rituelle : « *les cadres, qui, bien que du parti, se sont engagés dans la voie de la restauration du capitalisme* », en abrégé les *Zou Zi Paï*. Bien qu'il fût évident que le président de la république, Liu Shao-chi, et le premier secrétaire, Teng

Hsiao-ping, avaient au moins favorisé la résistance opposée à Mao, aucun des deux hommes n'était désigné, et la masse du parti ignorait encore l'existence, au sommet, d'un « *conflict entre deux lignes* » : il est même possible que cette formule ait été formellement adoptée par le comité central à titre de compromis et que Tao Chu, le nouveau responsable à la propagande, en ait été, sinon l'instigateur, du moins l'homme qui en était, dans l'application, le garant (1). La « *décision en seize points* » prenait, d'ailleurs, soin de circonscrire à l'avance le champ d'action des épurateurs en distinguant soigneusement entre les « *cadres* », et en soulignant que 5 % d'entre eux seulement pouvaient être considérés comme des *Zou Zi Paï* (2). La « *décision en seize points* » appelaient, contre les *Zou Zi Paï*, à « *mobiliser les masses* », mais, à cette étape, cette mobilisation se limitait aux étudiants et lycéens, la jeunesse universitaire à qui était accordée, selon la formule d'Esmein, « *la protection nécessaire contre les poursuites de l'appareil et contre les représailles* » (3). Le fait nouveau était qu'elle leur confiait en quelque sorte officiellement un rôle politique : selon Chou En-lai, les étudiants devenaient « *organes de critique* » (4), et Jean Esmein note que « *les étudiants seuls avaient le privilège de sortir de leur milieu socio-politique, l'Université, pour critiquer les comités du parti et de l'administration* » (5). Il semble que, là encore, les dirigeants de la fraction maoïste ne prennent de risques que calculés. D'une part, le moyen est bon de tenter de gagner la confiance d'une partie de la jeunesse, violemment hostile aux bureaucrates, même si elle l'a jusqu'ici soigneusement dissimulé. D'autre part, la liberté politique ainsi accordée à la jeunesse universitaire

ne comportait pas les risques qu'elle aurait comportés si elle l'avait été aux travailleurs des entreprises industrielles et des mines : la « *mobilisation des masses* » demeurait ainsi limitée, et plus aisément contrôlable. Malgré ces précautions, les risques étaient cependant, comme le montrera la suite des événements, considérables. La liberté d'organisation, la liberté de presse octroyées aux étudiants, le droit de manifestation qu'ils s'arrogent avec beaucoup de logique vont être très visibles et constituer aux yeux des autres couches de la population un bien très enviable. Ils constituent, en outre, une arme susceptible d'être retournée contre ceux qui ont été les premiers à vouloir s'en servir. On verra bientôt apparaître des *gardes rouges* qui sont prêts à « *critiquer* » ceux-là même qui leur ont donné l'autorisation de critiquer, d'autres dont les objectifs ne sont pas de critiquer, mais de défendre les *Zou Zi Paï*. D'autres couches de la population, au premier chef les travailleurs, réclameront les mêmes droits que les étudiants ; la « *critique* » étudiante, enfin, suscitera, de la part des cadres visés et de ceux qui craignent de l'être, de redoutables réactions.

Les premiers *gardes rouges* ont leur origine dans les groupes semi-clandestins formés au temps de la « *terreur blanche* » ; le mouvement se généralise au lendemain de la 11<sup>e</sup> session du C.C. et c'est alors que les foules de lycéens et d'étudiants font irruption dans la rue. Contrairement

(1) Telle est en gros l'interprétation proposée par J. Daubier du rôle de Tao Chu (*op. cit.*, pp. 103 et 120).

(2) Texte *ibidem*, pp. 279-289.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 120.

(4) *Ibidem*, p. 122.

(5) *Ibidem*, p. 126.

à ce qui a été souvent affirmé, ils n'ont pas d'uniforme à proprement parler et se distinguent seulement par le port de brassards rouges. Ils sont généralement très jeunes, et nombre d'entre eux n'ont pas plus de douze ans. Leur apparition brutale correspond à une nécessité d'action psychologique, bien analysée par Jean Daubier : leurs actions et manifestations spectaculaires avaient pour but de démontrer à tous que les forces bolcheviques demeuraient très puissantes et que la lutte de classe continuait contre elles :

« Brusquement donc, et avec toute la puissance qui est sienne, l'appareil de propagande du parti braqua ses projecteurs sur les *gardes rouges* de Pékin qui, sortant des écoles, se répandirent dans les villes » (1).

Les dégâts initiaux furent bien moins considérables que ce qu'on l'a écrit en Occident : tout avait été prévu, et leurs actions demeurèrent d'abord dans les limites prévues. On avait fermé les musées pour protéger les trésors artistiques authentiques et des « *expositions* » soigneusement agencées montrèrent aux foules le butin, lui aussi sélectionné, des jeunes révolutionnaires (2).

Dans une deuxième phase, les *gardes rouges* reçurent une mission plus proprement politique, celle de « *stimuler le dépistage et la critique des cadres engagés dans la voie capitaliste* » (3) ; en d'autres termes, de généraliser le développement de la critique et le débusquage de ceux des cadres qui s'y opposaient. Là non plus, rien ne fut négligé dans l'organisation de cette immense pérégrination de *gardes rouges* de Pékin vers toutes les parties de la Chine et de province vers la capitale : déplacements organisés par l'armée, hébergement par elle de centaines de mil-

liers de jeunes, diffusion massive du « *petit livre rouge* », propagande acharnée pour la marche à pied et orchestration sans fin du thème de la « *Longue Marche* », vastes rassemblements à grands spectacles, chants, gongs et cymbales (4). Tout convergeait pour que l'élimination de la direction du parti des adversaires de la fraction de Mao apparaisse comme le résultat d'une mobilisation des masses de la jeunesse, de l'enthousiasme des « *successeurs* ».

Pourtant les libertés d'association, de manifestation, de presse constituaient en elles-mêmes un facteur de modification du rapport des forces. Bien sûr, un bureau de presse dépendant du G.C.R.C. alimentait en dépêches et textes la multitude des « *journaux rouges* » (5). Mais chacun d'eux avait sa physionomie, ses animateurs, ses nuances par rapport à la « *ligne* », sinon sa ligne propre, et bientôt la polémique fit rage entre eux, aussi bien que contre la multitude des cadres en qui ils découvraient les agents du révisionnisme ou des « *nouveaux seigneurs* » à abattre. Bientôt vont apparaître entre eux les linéaments de conflits politiques qui correspondent à la bataille en train de se livrer au sein de l'appareil, mais parfois en débordent les limites tracées d'avance.

A l'université Chinghua, le « *comité préparatoire* » pour le « *quartier général prolétarien des gardes rouges* » est pris en main, dès le mois d'août, par quelques étudiants qui sont des enfants de hauts dignitaires visés par la campagne contre les *Zou*

(1) Daubier, *op. cit.*, p. 87.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, p. 88.

(4) *Ibidem*, pp. 89-90.

(5) Esmein, *op. cit.*, p. 139.

*Zi Paï* : Liu Tao, fille du président Liu Shao-chi, Ho Peng-fei, fils du maréchal Ho Lung (1). Il est clair que se prépare, à travers l'organisation même des *gardes rouges*, le même type d'opération qui avait permis à l'appareil de faire prévaloir ses vues contre les critiques aussi bien à travers le « *groupe des cinq* » que par les « *groupes de travail* ». La grande majorité des premières organisations de *gardes rouges* semble avoir été dans l'ensemble très disciplinée et d'une audace bien moindre que les étudiants de 1957 : les premières fédérations de *gardes rouges*, étroitement contrôlées par Tao Chu, conseiller du G.C.R.C. et membre du bureau politique, s'abstiennent de toute attaque contre les dirigeants des *Zou Zi Paï*, et notamment contre Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping que le comité central n'a pas désignés comme cible (2).

Mais ce cours modéré se heurte désormais à une opposition étudiante réelle. A Chinghua, l'étudiant Kuai Ta-fu, emprisonné à l'époque de la « *terreur blanche* », s'en prend au comité préparatoire qu'il dénonce dans une « *lettre ouverte* » (3). D'autres critiques de gauche apparaissent dont certains connaîtront pendant un certain temps une réelle popularité, et qu'inspirent peut-être les thèmes — voisins des leurs — de la critique de 1957 : ce sont Tan Li-fu, dont les recueils de citations seront largement vendus, et qui n'hésite pas à s'en prendre à Chiang Ching, Chen Po-ta, Lin Piao, ce sont Yi Lin et Ti Hsi, auteurs d'une lettre ouverte critiquant Lin Piao pour avoir dit que Mao était plus grand que Marx, Engels et Lénine (4). Ces jeunes gens au franc-parler très rude, qu'appuient des organisations comme le *Chingkangshan* de Pékin, formé d'enfants de paysans

pauvres, sont dangereux : traités de « *trotskystes* », ils seront bientôt éliminés à la fois par l'intervention de la sécurité publique et le développement d'organisations de masse qui reprennent leur langage « *de gauche* » et bénéficient de l'appui officiel.

C'est en effet à l'instigation de la fraction de l'appareil qu'inspire le G.C.R.C., sur les conseils de Chen Po-ta, Chiang Ching, Kang Sheng, c'est-à-dire avec l'appui de Mao, que se constitue au début de septembre le « *3<sup>e</sup> quartier général des gardes rouges* », qui regroupe les organisations les plus combatives et les plus acharnées dans la dénonciation des « *groupes de travail* » et de leurs protecteurs (5) : les *gardes rouges* de Chinghua — animés par Tan Hou-lan et que Kuai Ta-fu rallie après une auto-critique —, ceux de Peita avec Nieh Yuan-tzu, ceux de l'institut d'aéronautique avec Han Ai-chin et Lin Tou-tou, la fille de Lin Piao, ceux des instituts de géologie, du théâtre, du cinéma, ces deux derniers vraisemblablement inspirés par Chiang Chin (6). L'axe politique du « *3<sup>e</sup> quartier général* » est la dénonciation de l'activité passée des « *groupes de travail* », ce qui ne peut signifier, dans les conditions de l'époque, que la préparation de l'offensive contre les deux principaux adversaires de Mao au sommet de l'appareil, Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping. Au début d'octobre, l'éditorial du *Drapeau rouge* consacré à la « *lutte entre deux lignes au sein du parti* » leur apporte à la fois le feu vert et la consécration officielle qu'ils sont bien dans

(1) *Ibidem*, p. 117.

(2) *Ibidem*, p. 114.

(3) Esmein, *op. cit.*, p. 118.

(4) *Ibidem*, pp. 118 et 147.

(5) Daubier, *op. cit.*, p. 114.

(6) Daubier, *op. cit.*, pp. 114-116.

la ligne de la « *pensée de Mao Tsé-toung* ». Quelques jours après, à Chinghua, sont placardées les premières affiches de *gardes rouges* mettant nommément en cause Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping.

La contre-attaque ne se fait pas attendre. C'est à la même époque, dans les premiers jours d'octobre, et peut-être dans la salle même où se réunit le bureau politique à Chungnanhai, qu'est fondé le « *comité d'action unie des gardes rouges des écoles secondaires* » que dirige Li Li-feng, fils du dignitaire Li Ching-chuan, et dont les premiers éléments sont recrutés dans les écoles spéciales pour les enfants de cadres (1), déjà organisés depuis septembre dans le régiment « 9.15 » : ce « *Liandong* » se fixe comme premier objectif la lutte contre le « *3<sup>e</sup> quartier général* » qu'il accuse d'être « *révisionniste* » et « *antimaoïstes* ». Prenant à la lettre la formule de Tao Chu, conseiller du G.C.R.C., de « *critiquer tout le monde sauf Mao* », il s'en prendra aussi bien à Chiang Ching et à Chen Po-ta qu'au G.C.R.C. lui-même, à la « *ligne erronée* » du *Drapeau rouge*, et même à Lin Piao qu'il va jusqu'à qualifier de « *nouveau Khrouchtchev* » (2). Sur les pratiques ultérieures de ce groupe, Jean Daubier, dont les sympathies vont aux *gardes rouges* authentifiés comme maoïstes, écrit :

« Spécialistes du maniement des barres de fer et des chaînes de vélo, ces jeunes gens acquièrent vite une sinistre réputation (...) Ils étaient coutumiers de sauvages équipées nocturnes » (3).

Ce n'est pourtant qu'à la mi-décembre que le *Drapeau rouge* (4) dénoncera dans les groupes comme le *Liandong* des instruments de la fraction de Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping, admettant ainsi que les deux clans de

l'appareil continuent à s'affronter par *gardes rouges* interposés, sous la fiction de la défense de la « *pensée de Mao Tsé-toung* » et de la « *lutte contre les Zou Zi Paï* ». A cette date, un élément nouveau est intervenu : c'est sur le modèle des *gardes rouges* que s'est constituée à Pékin, dans le courant d'octobre, dans l'usine métallurgique N° 1, une « *organisation de masse* » d'ouvriers, l'*Armée des travailleurs rouges* (5), qui constitue, avec le *Liandong*, la base de masse des défenseurs du clan liuxiste et s'appuie tant sur l'influence de l'appareil syndical officiel que sur les réticences et même les craintes que provoquent en milieu ouvrier les interventions turbulentes et parfois intempestives des *gardes rouges*. Irrésistiblement, et que ses initiateurs l'aient ou non voulu, la « *révolution culturelle* » est en train de gagner les usines dans lesquelles se poursuit le combat entre fractions de l'appareil dans des conditions qui rendent possible l'initiative ouvrière, et en particulier l'expression des revendications de classe et la conquête de la liberté d'organisation. Tout se passe comme si l'Histoire, à défaut de Mao Tsé-toung, avait entendu la voix de Lin Hsi-ling lorsqu'elle avait, en 1957, réclamé que la critique et la discussion ne demeurent pas par ordre confinées dans les couches supérieures de la bureaucratie et l'intelligentsia, et lorsqu'elle s'était écriée :

« Que les masses les plus larges discutent, puis réalisent la synthèse des opinions qu'elles auront émises » (6).

(A suivre.)

(1) Esméain, *op. cit.*, p. 140.

(2) Daubier, *op. cit.*, pp. 116-118.

(3) *Ibidem*, p. 118.

(4) Dans son numéro du 15 décembre.

(5) Daubier, *op. cit.*, p. 124.

(6) *Quotidien du Peuple*, 30 juin 1957.

# La révolution culturelle en Chine

(Deuxième partie)

par Pierre BROUÉ

## LES OUVRIERS ENTRENT EN SCÈNE

Liuxistes et maoïstes semblent avoir, au même titre, contribué par leurs initiatives à l'extension aux usines de l'agitation et de la mobilisation. Mais elles étaient inscrites dans les rapports de classes et dans la conjoncture. La mobilisation, même étroitement contrôlée, de la jeunesse universitaire, la liberté d'expression et d'organisation dont elle jouissait constituaient, dans la république populaire de Chine, un privilège si exorbitant qu'il ne pouvait être question pour l'un ou l'autre clan, sans encourir de risques immenses, de tenter d'empêcher la lutte des travailleurs pour s'en saisir à leur tour. Surtout, plus que les autres couches de la population sans doute, les ouvriers, en tant que classe, éprouvaient la dure domination des comités et des « *cadres* » — politiques ou syndicaux — la pesante tutelle de « *syndicats* » conçus sur le modèle stalinien comme des instruments de

productivité. Les premiers incidents se produisent dans certaines entreprises dès le mois de juin (1). Mais il faudra « *l'été chaud* » de Pékin pour déclencher l'avalanche. En quelques mois, à partir d'octobre 1966, on voit fleurir dans toute la Chine des organisations ouvrières de tout type et de toute couleur, mais aussi — réellement unificatrices — de véritables revendications ouvrières qui saisissent ces moyens d'expression nouveaux et bienvenus pour en faire des instruments d'organisation et d'action de la classe.

L'étude détaillée des revendications ouvrières exprimées pendant cette période reste à faire, et seules les grandes lignes sont connues. De façon générale, les ouvriers formulent leurs revendications concernant la durée de la journée de travail — la presse officielle défend avec acharnement la journée de huit heu-

(1) Voir p. 42, n. 1.

res — contre les cadences excessives, contre le système des primes à la production et du travail aux pièces, contre les différences de salaires entre zones et entre usines de dimensions inégales. Les apprentis et les jeunes ouvriers réclament la réduction de la période dite d'« *apprentissage* » à des salaires inférieurs. Les employés de commerce revendiquent des horaires égaux à ceux des ouvriers d'usine et un jour de repos hebdomadaire. Très nombreuses sont également — malgré l'absence de publicité dont elles souffrent — les revendications d'augmentation des salaires, comme celles que présentent les travailleurs des autobus et des trolleybus de Pékin (2). Dans les principaux centres industriels enfin, les paysans travaillant en usine sous contrat collectif ou individuel saisonnier ou annuel demandent leur alignement du point de vue administratif — carte de résidence — une protection sociale et des salaires égaux à ceux des travailleurs permanents (3).

L'histoire de la progressive mais irrésistible mise sur pied de la classe ouvrière jusqu'au déclenchement de grèves politiques, en passant par le renversement des cadres techniques et politiques et la liquidation dans les entreprises des vieux appareils syndicaux, est difficile à retracer, et c'est seulement pour la grande cité industrielle de Changhaï que nous disposons d'éléments d'information permettant au moins d'en esquisser la courbe. La « *révolution culturelle* » y arrive à la fin d'août avec des *gardes rouges* venus de Pékin : mécontents de l'accueil qui leur est réservé par les autorités, le premier secrétaire du comité municipal Chen Pai-sien et le maire Chao Ti-

siu, ils le manifestent en occupant pendant quatre jours les abords de la mairie. Contre cette occupation abusive, le comité municipal et les syndicats mobilisent les ouvriers dans les usines : une contre-manifestation a lieu le 4 septembre et des bagarres éclatent qui font plusieurs blessés (4). Il semble que les dirigeants locaux ne manifestent guère d'enthousiasme pour les décisions prises par la 11<sup>e</sup> session du comité central, mais fassent plutôt figure d'attentistes que d'opposants.

En octobre débarquent de nouveaux contingents de *gardes rouges* de Pékin, appartenant au « 3<sup>e</sup> quartier général », et, parmi eux, un important détachement des très combattifs éléments de l'Institut d'aéronautique, et surtout deux porte-parole prestigieux, Nieh Yuan-tzu et Kuai Ta-fu (5). Intervenant dans les usines, ils gagnent leurs premiers disciples ouvriers dans l'*Usine n° 31* et annoncent, le 9 novembre, qu'ils ont déjà 4.000 adhérents (6). Pourtant, dès cette date, ils sont largement surclassés en nombre par une autre « *organisation de masse* » créée à l'instigation des comités du parti dans les usines et sans doute des responsables syndicaux, les « *Brigades de la défense rouge de Mao* » (*Chihweitui*) qu'on appelle familièrement les *gardes écarlates* (7) et qui dénoncent en eux des intrus, des « *droitiers* » et des « *agents de la bande noire* », bref des adversaires

(2) Esmein, *op. cit.*, pp. 210-211.

(3) *Ibidem*, pp. 186-187.

(4) Daubier, *op. cit.*, p. 129.

(5) *Ibidem*, p. 131.

(6) Esmein, *op. cit.*, p. 192.

(7) *Ibidem*, p. 192 et Daubier, *op. cit.*, p. 132.

de Mao. Les deux camps s'affrontent violemment au nom du maoïsme dont ils se réclament l'un et l'autre — les gardes écarlates mettant l'accent plus sur la discipline et les rebelles révolutionnaires sur la critique — s'accusent réciproquement de « révisionnisme », se disputent les presses des journaux où, finalement, ils sont l'un et l'autre autorisés à tirer leurs propres organes, se livrent enfin à une surenchère acharnée dans le domaine des revendications.

Une délégation des *rebelles révolutionnaires*, partie pour Pékin, est chassée du train en route par les cheminots et abandonnée en pleine campagne (8). Une première fois, le G.C.R.C. envoie à Changhaï Chang Chiun-chiao, qui en est originaire : il semble s'être fait « encercler » par les éléments modérés qui entourent le maire et le premier secrétaire (9). Mais de nouveaux incidents éclatent : la maison de Chang Chiun-chiao est pillée par un groupe de *gardes écarlates* (10), celle du maire, Chao, est assiégée par des gens du même camp (11) pendant plusieurs jours. Chang Chiun-chiao revient et tente d'arbitrer les différends au sein d'un comité municipal profondément déchiré et comme frappé d'impuissance (12). En décembre, mois des bilans financiers, des comptes et des révisions de salaires et de primes, les revendications déferlent et aucune « autorité » n'apparaît en mesure de leur tenir tête. Souvent, les travailleurs n'ont même pas besoin de recourir à la grève et la simple menace suffit pour arracher satisfaction. Bientôt, les maoïstes accuseront les comités du parti, gagnés au révisionnisme, d'avoir systématiquement développé l'« économisme », « fait des largesses afin de se rendre populaires », tenté

d'acheter ou de diviser la classe ouvrière par des rappels de salaires, des primes supplémentaires, des différenciations d'échelle, des concessions et des promesses de tout ordre.

A Pékin, c'est le 9 décembre que paraît la première directive — encore sous forme de projet — pour l'introduction d'expériences localisées de « *révolution culturelle* » dans les usines et les mines (13). La raison officieusement invoquée est la crainte que les « *comptes* » de décembre ne permettent aux cadres révisionnistes du parti dans les usines de rallier les ouvriers pour leur propre défense par d'importantes concessions en matière d'horaires, de salaires et de statuts — une argumentation dont on notera le caractère défensif. Le débordement va être très rapide. Deux semaines à peine après cette prudente directive, le *Quotidien du Peuple* doit annoncer, le 26 décembre, « *un nouveau bond de la grande révolution culturelle prolétarienne* » ; dénonçant « *l'influence du capitalisme, du révisionnisme et même du féodalisme dans l'idéologie politique, l'organisation, l'administration et le travail de direction des entreprises industrielles et minières* », il conclut : « *La révolution culturelle doit être menée dans les entreprises et être menée vigoureusement* » (14).

Pour ne pas être débordés, les dirigeants maoïstes du groupe central doivent sacrifier l'appareil central

(8) C'est « *l'incident d'Anjing* », Daubier, p. 133, Esmein, p. 192.

(9) J. Robinson, *op. cit.*, p. 58.

(10) Daubier, *op. cit.*, p. 135.

(11) Esmein, *op. cit.*, p. 195.

(12) Daubier, pp. 134-135.

(13) Esmein, *op. cit.*, p. 194.

(14) Le *Quotidien du Peuple*, 26 décembre.

des syndicats. Le 26 décembre, jour de la parution de la directive, Chen Po-ta et Chiang Ching donnent leur accord pour l'occupation par les *ouvriers rebelles révolutionnaires* du siège de la Fédération des syndicats : cette occupation a lieu le lendemain (15). Partout, les bureaucrates syndicaux et les cadres sont arrêtés par des foules de travailleurs déchaînées, malmenés, injuriés, « *montrés à la foule* » ; les ouvriers d'une usine de matériel ferroviaire enlèvent le ministre qu'ils obligent à travailler dans leur usine sous leur surveillance. Les *rebelles révolutionnaires* de Pékin, qui ont occupé la Fédération des syndicats et éditént *l'Orient rouge*, annoncent à grand fracas que le statut des ouvriers temporaires ou détachés va être révisé (16). Le *Quotidien du Peuple* écrit que les travailleurs qui ont été brimés du fait de ce statut recevront des compensations (17).

A Changhaï, les *gardes écarlates*, échappant à l'emprise de ceux qui les ont protégés ou utilisés, deviennent exigeants et veulent être officiellement reconnus comme les défenseurs armés de la ligne maoïste contre la « *ligne réactionnaire bourgeois* ». Devant le refus que leur opposent les autorités changhaïennes du parti et de la municipalité, ils tentent de s'imposer par la force et sont vraisemblablement à l'origine d'une grève qui commence le 30 décembre, à 17 heures, par le spectaculaire arrêt des trains sur toutes les lignes qui desservent le port (18).

Dans l'immense cité changhaïenne paralysée par la grève s'expriment en ces derniers jours de 1966 toutes les contradictions économiques, sociales et politiques de la Chine,

s'esquisSENT aussi les lignes qui les résoudront un jour définitivement. L'appareil demeure paralysé par la profondeur du conflit qui le divise : le comité municipal a désavoué Chen Pai-sien qui avait décidé de reconnaître les *rebelles révolutionnaires* (19), mais une grande partie de ses membres signe en décembre un *dazibao* de Chang Chiun-chiao contre Chen Pai-sien et Chao Ti-siu, accusés d'« *étouffer la critique* » et même de la « *réprimer* » (20). Ce sont en fait, désormais, les deux organisations rivales de travailleurs, initialement suscitées par les deux fractions concurrentes de l'appareil, qui sont maîtresses de la rue où elles s'affrontent.

Accourus à la hâte de Pékin, Chang Chiun-chiao et Yao Wen-yuan n'ont guère le choix : pour obtenir l'arrêt de la grève, ils vont proposer aux travailleurs de Changhaï la direction de la production, et, pour les rallier au moins temporairement à la direction maoïste, accepter la perspective de leur prise du pouvoir politique par une Commune élue « *sur le modèle de la Commune de Paris* ». C'est que l'intervention de la classe ouvrière de Changhaï a posé, d'un seul coup, les problèmes politiques à leur plus haut niveau. Jean Esmein, observateur sagace mais prudent, l'exprime à sa façon en écrivant ces lignes mesurées :

« A Changhaï, le niveau de conscience politique des masses était plus élevé que celui

(15) Esmein, *op. cit.*, p. 194.

(16) Esmein, *op. cit.*, p. 194. Chou En-lai allait contredire quinze jours plus tard cette affirmation.

(17) *Ibidem*.

(18) *Ibidem*, p. 195 ; Daubier, p. 139.

(19) Esmein, *op. cit.*, p. 193.

(20) Daubier, *op. cit.*, p. 135.

du reste de la Chine. On y rencontrait en particulier des préoccupations de révolution plus ou moins en contradiction avec les projets très simples de Mao Tsé-toung pour l'établissement des communes populaires rurales dans un esprit de travail et de sacrifice » (21).

En fait, c'était le problème même de la « *révolution politique* » qui était posé à Changhaï, et, à leur corps défendant, par les dirigeants maoïstes eux-mêmes, à travers le mot d'ordre de la « *Commune de Changhaï* ».

## LA « COMMUNE DE CHANGHAI »

La division au sein de la classe ouvrière changhaïenne est le résultat direct des années de dictature bureaucratique, le fruit du monopole du Parti communiste, et non, comme le suggèrent certains commentateurs, le reflet direct des intérêts divergents des travailleurs. Les initiatives qui se produisent dans ce bouillonnement peuvent paraître contradictoires et le sont effectivement dans le cadre du *statu quo* politique. Mais elles cessent de l'être quand on les situe dans la perspective de la révolution politique et, en particulier, de l'aspiration de la classe ouvrière au pouvoir. Dans ce que les correspondants étrangers appellent « *l'anarchie montante* » se manifeste avec toujours plus de force cette volonté de pouvoir que seule une organisation révolutionnaire consciente serait capable de transformer en lutte systématique.

L'offensive des travailleurs contre la bureaucratie dans les usines avait pris, dès le mois de décembre, une forme particulièrement significative à cet égard : celle de l'organisation

de « *comités de production* » élus qui chassaient les bureaucrates du parti et de l'administration, s'emparaient de la direction de l'usine, traduisant ainsi l'aspiration au *pouvoir* de la classe ouvrière sous une forme encore parcellaire et limitée, dans le cadre d'une seule entreprise. Le premier comité de ce type qui sera largement connu apparaît le 27 décembre à l'usine d'instruments de verre, et il est bientôt suivi d'autres « *comités de production* », à la station électrique, puis dans les chantiers navals. Formé de dix membres ouvriers, élus au scrutin secret et révocables à tout instant, il apparaît déjà comme une forme nouvelle de pouvoir du type « *Commune de Paris* », et va être proposé par les travailleurs de Changhaï comme un modèle pour la Chine entière (22).

Mais les *rebelles révolutionnaires*, comme les *gardes écarlates*, ont parfaitement conscience du caractère limité des « *pouvoirs* » ainsi arrachés, tant qu'ils n'ont pas saisi *le pouvoir*. Tandis que les derniers s'efforcent, par la grève des dockers et des chemins de fer, d'être reconnus par les autorités changhaïennes comme un élément constituant le pouvoir, les premiers comprennent que, faute de moyens d'information et de propagande suffisants, ils demeurent impuissants face à un adversaire adossé à l'appareil d'Etat. Aussi dirigent-ils leurs efforts, au début de janvier, vers les organes de presse (23). Le 3 janvier des détachements d'*ouvriers rebelles révolutionnaires* s'emparent des locaux du *Jour-*

(21) Esmein, *op. cit.*, pp. 167-168.

(22) Esmein, *op. cit.*, p. 196.

(23) *Ibidem*, p. 196.

*nal littéraire* qu'ils veulent utiliser pour s'adresser, par-dessus la tête de la municipalité et du comité du parti, à la population et à la classe ouvrière (24). Dès le lendemain, Chang Chiun-chiao est sur place pour les « conseiller » et les contrôler à la fois. C'est vraisemblablement avec lui qu'est préparé, le 4 janvier, un *Message à la Population* qui sera imprimé et diffusé dans le *Journal littéraire* du 5. Signé de onze organisations rebelles, dont quatre de *gardes rouges* changhaïens, trois stations de *gardes rouges* de Pékin et de plusieurs organisations rebelles révolutionnaires d'ouvriers, dont le « *Quartier général des rebelles ouvriers révolutionnaires* » de Changhaï, il dénonce la politique des partisans de la « *ligne réactionnaire bourgeoise* » à travers ses différents tournants, met en garde contre la grève qui risque de désorganiser l'économie du pays tout entier, et met l'accent sur le mot d'ordre : « *Faire la révolution en stimulant la production* ». Il se termine par un appel pressant à tous leurs « *frères de classe* » dupés par les partisans de la « *ligne réactionnaire bourgeoise* » pour qu'ils reprennent leur place à l'usine afin d'y mener la lutte pour la « *révolution* » (25).

Le 6 janvier, poursuivant leur offensive, les *rebelles révolutionnaires* s'emparent du plus grand journal de Changhaï, *Libération* (26). Le 9, cependant que les comités de production se fédèrent dans un « *Commandement du Front de la ville de Changhaï pour la révolution et la production* » (27), les organisations d'ouvriers rebelles et de *gardes rouges* lancent à la population de Changhaï un *Avis urgent* en dix points. Accusant cette fois le comité muni-

cipal du parti de Changhaï de suivre une « *ligne réactionnaire bourgeoise* », les trente-deux organisations signataires dénoncent de sa part une tentative de « *dévier la lutte politique sur un terrain économique* » et de « *corrompre par des avantages matériels la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière* ». L'*Avis urgent* énumère un certain nombre de mesures pratiques, dont le blocage des fonds de toutes les entreprises, appelle les organisations rebelles à les appliquer et se termine par une « *injonction* » au comité municipal du parti et à la sécurité publique d'agir conformément aux dix points énumérés, faute de quoi ils pourraient être accusés de « *saboter la grande révolution culturelle* » (28).

Le 11 janvier, un message commun du comité central du P.C., du gouvernement, de la commission militaire du C.C. et du groupe central de la révolution culturelle donne son appui à l'*Avis urgent* (29). En quelques jours, le mouvement gréviste achève de s'effriter, et avec lui l'organisation des *gardes écarlates*.

Pourtant, la dualité de pouvoir va se maintenir encore pendant quelques jours entre, d'une part, les anciennes autorités du parti communiste dans la ville et les organisations rebelles, de l'autre. Chen Pai-sien et Chao Ti-chiu conservent for-

(24) *Ibidem*.

(25) *Pékin-Information* n° 4, 23 janvier 1967 ; J. Robinson, *op. cit.*, pp. 96-101.

(26) Daubier, *op. cit.*, p. 139.

(27) Esmein, *op. cit.*, p. 196.

(28) *Pékin-Information* n° 4, 23 janvier 1967 ; J. Robinson, *op. cit.*, pp. 101-105.

(29) *Pékin-Information*, *ibidem* ; J. Robinson, *op. cit.*, p. 105.

mellement leurs fonctions, et il faudra qu'éclatent, à la périphérie de Changhaï, de violents incidents entre des groupes ouvriers ou étudiants et des groupes paysans pour que les anciennes autorités soient rendues responsables de l'action de ces derniers et pour que, sous la pression du *Front* et du *Quartier général*, et après un nouvel *Avis urgent*, Chang Chiun-chiao se décide à les livrer à la « critique des masses » en même temps qu'à les remplacer par un pouvoir révolutionnaire dont la formation sera longuement discutée entre représentants des diverses organisations rebelles.

Il y aura — si l'on en croit le témoin interrogé par Joan Robinson — « quatre prises de pouvoir » successives et infructueuses à Changhaï, cependant que « Chang et Yao s'efforçaient de persuader les groupes rebelles qu'une prise de pouvoir reposant sur une base étroite était inutile » (30). Ce n'est finalement que le 5 février que trente-huit organisations parviennent à se mettre d'accord, avec, cette fois, l'appui de Chang et Yao qui, selon ce qui a été dit à Joan Robinson, « travaillaient désormais avec les représentants des groupes rebelles, ce qui renforçait leur comité et lui donnait du prestige » (31). C'est qu'en réalité les problèmes politiques fondamentaux sont posés à Changhaï, et la marge de manœuvre des dirigeants maoïstes y est réduite.

La forme du gouvernement choisi par les travailleurs du grand port de l'Est est, en effet, celle de la « *Commune de Paris* » préconisée depuis des mois pour la formation de « comités de révolution culturelle » dans les unités. Son introduction dans une

ville de la dimension de Changhaï n'avait évidemment pas été prévue, et le fait que cette ville décide de se donner un gouvernement de ce type — élection au scrutin secret dans les usines, les bureaux, les chantiers, les universités — constitue en soi une véritable révolution, l'affirmation de la volonté d'établir une véritable dictature du prolétariat, passant inévitablement par la destruction de la bureaucratie, à commencer par celle du parti communiste, dont la représentation est abandonnée à la volonté souveraine des électeurs et qui perd du coup tous ses priviléges.

La « *Commune de Changhaï* » est proclamée le 5 février. Elle est pour le moment dirigée par un « comité provisoire » centralisant le travail de « commissions » confiées aux différentes organisations, le « *Quartier général* », le « *Front pour la révolution et la production* », deux organisations d'étudiants, et enfin la dernière, née sous l'égide de Chang et de Yao, celle des « cadres révolutionnaires du comité municipal du parti ». La composition du comité provisoire est en soi significative de l'orientation qui prévaut parmi les travailleurs changhaïens ; sur onze membres, cinq ouvriers, deux paysans, un étudiant, un « cadre » et deux militaires (32). Tous sont des « hommes nouveaux » : parmi tous les anciens cadres, deux seulement, ceux qui bénéficient directement de l'appui personnel de Mao Tsé-toung, Chang Chiun-chao et Yao

(30) J. Robinson, *op. cit.*, p. 62.

(31) *Ibidem*, p. 63.

(32) *Le Monde*, 7 février 1967.

Wen-yuan, trouvent grâce aux yeux des rebelles révolutionnaires (33).

Le Manifeste lancé par le « comité provisoire » n'est pas moins révélateur que sa composition :

« Un type nouveau d'organisation locale de la dictature du prolétariat est né sur le delta du fleuve Bleu et se dresse à l'est du monde » (34).

Il annonce que la « *Commune de Changhaï* » — son organe souverain unique — sera élue suivant le principe de la Commune de Paris, et invite les révolutionnaires à suivre son exemple en « *prenant le pouvoir* » de la même manière dans la Chine entière. Son *Ordre n° 1* — réminiscence peut-être du fameux *Prikaz n° 1* du soviet de Pétrograd en février 1917 — décrète la dissolution de la municipalité et du comité municipal du parti communiste de Changhaï, l'annulation de toutes les décisions prises par les autorités changhaïennes depuis le 16 mai 1966. Il annonce enfin que la sécurité publique, dont il prend le commandement, est désormais mobilisée contre les *Zou Zi Paï* (35). Si l'on en croit Jean Esmein, cette solution de la « *prise du pouvoir* », qui constituait pourtant déjà un compromis, provoqua immédiatement la réaction de la direction du parti et du groupe central qui critiquèrent la composition du comité provisoire parce que, selon eux, il ne comprenait pas suffisamment d' « *hommes compétents* », c'est-à-dire de cadres du parti.

Le comité provisoire répondit :

« Le monde nous appartient » (36).

Il n'y aura pas, en définitive, de « *Commune de Changhaï* », mais seulement, et pour très peu de temps,

l'affirmation qu'elle allait naître. Dès le 12 février, Mao Tsé-toung déclare à Yao Wen-yuan et Chang Chiun-chiao, qui sont venus lui rendre compte à Pékin, qu'il faudrait à Changhaï « *prendre exemple sur celle de Shansi qui compte 27 % de militaires et 20 % de cadres* » (37). Au même moment, Chou En-lai souligne que l'institution d'une Commune signifierait que « *95 % des travailleurs, des soldats et des employés auraient à voter* », et que « *la situation n'est pas mûre pour cela* » (38) : c'est qu'en réalité une forme de pouvoir du type « *Commune de Paris* » ou « *soviet* » constitue bien la réalisation de la démocratie prolétarienne revendiquée par la classe ouvrière, mais est incompatible avec un régime bureaucratique que Mao et Chou entendent, certes, « *rénover* », mais non détruire.

Au gigantesque meeting qui se tient le 24 février à Changhaï, c'est Chang Chiun-chiao qui a la lourde charge de donner aux travailleurs assemblés une explication acceptable de ce qui est en réalité un désaveu et un coup d'arrêt. Il explique que le « *comité provisoire* » ne comprend pas suffisamment de représentants de l'armée, alors que cette dernière est nécessaire « *pour consolider le nouveau pouvoir et empêcher la réaction de tuer les nouveaux responsables* », et qu'il ne comprend pas non plus suffisamment de cadres du parti, car, précise-t-il, « *nous avons encore besoin d'un parti* » (39). Désormais, le

(33) J. Robinson, *op. cit.*, p. 63.

(34) Esmein, *op. cit.*, p. 200.

(35) *Ibidem*, p. 201.

(36) *Ibidem*, p. 201.

(37) Esmein, *op. cit.*, p. 167.

(38) *Ibidem*.

(39) *Ibidem*, p. 202.

« comité provisoire » n'est plus « préparatoire à la Commune » — dont aucune mention n'est désormais faite — mais seulement préparatoire à la formation d'un « comité révolutionnaire » reposant sur la « triple union » des masses, des cadres révolutionnaires et de l'armée, conformément au nouveau mot d'ordre de la direction. Chang Chiun-chiao et Yao Wen-yuan, dont il est souligné qu'ils agissent sur les « instructions personnelles » de Mao Tsé-toung, ont mission de veiller à la mise en place du nouvel « organisme de pouvoir provisoire » qui s'élèvera à la place de la Commune mort-née.

Dès la fin de février, les initiateurs changhaïens de la Commune sont sur la sellette, accusés d'« avoir attaqué sans discrimination l'ensemble de l'armature communiste, c'est-à-dire les cadres du parti et les cadres de l'administration locale », selon la formule de Robert Guillain, qui écrit par ailleurs :

« Les éléments modérés du Parti et de l'administration vont être maintenus. Après avoir courbé la tête et subi toutes sortes d'avancées, ils ont été assez forts pour laisser passer l'orage et ils ont aujourd'hui leur revanche » (40).

Les étudiants du « Comité révolutionnaire des gardes rouges » dénoncent violemment Chang et Yao (41) qui ont fait mine de soutenir le projet de la Commune et qui préparent maintenant un comité dans lequel les cadres issus de l'ancien comité municipal constitueront la moitié de l'effectif, les militaires le quart, et les représentants des *gardes rouges* et *ouvriers rebelles* le quart seulement. Jean Esmein commente à sa manière laconique :

« Quand la Commune cède la place au comité révolutionnaire de Changhaï, les

organisations qui la soutenaient perdent un peu confiance dans la révolution culturelle prolétarienne » (42).

Le grand mouvement de masse déclenché à l'automne 1966 a atteint son point culminant. Mais, faute d'avoir brisé avec l'appareil — Chang et Yao ont été, tout au long, ses « conseillers » — faute d'avoir su se donner l'organisation politique indépendante nécessaire, il reflue désormais et l'appareil peut lancer la contre-attaque qui doit mettre fin au débordement par les masses (43).

## LA PAUSE

Il est intéressant de souligner ici que — malgré la mention du mode d'élection de type « Commune de Paris » dans la « décision en

(40) *Le Monde*, 2 mars 1967.

(41) J. Robinson, *op. cit.*, p. 63, dont l'informateur assure que ces *gardes rouges* étaient « anarchistes » et « contre tout ».

(42) Esmein, *op. cit.*, p. 189.

(43) Notons cependant comme révélatrice du sentiment profond des masses la prudence avec laquelle Chang, le 24 février, affirme la nécessité d'un « parti », qu'il soit, précise-t-il, « communiste » ou « social-démocrate ». De telles précautions dans la bouche d'un dirigeant qui vient donner au prolétariat changhaïen les « directives » de Mao Tsé-toung lui-même ne sauraient se comprendre indépendamment d'un contexte politique explosif ! Là encore, il semble bien que les critiques de gauche de 1957 aient été au moins bons prophètes : un tel langage de la part d'un des proches collaborateurs de Mao indique bien que les travailleurs changhaïens avaient pour le moins tendance à « tourner le dos au P.C. ». Ils donneront d'ailleurs encore beaucoup de fil à retordre aux dirigeants maoïstes dans les mois suivants.

seize points » concernant l'élection des « comités de révolution culturelle » (44) — aucun des journaux du parti communiste de Pékin n'a jamais fait mention ni de la « Commune de Changhaï » ni de la « Commune de la rébellion révolutionnaire de Pékin » dont des affiches orgueilleuses — en caractères rouges — annonçaient, à la fin de janvier, qu'elle allait faire élire, sur le modèle prévu pour Changhaï, son « assemblée des ouvriers, paysans, soldats et étudiants de la Commune révolutionnaire de Pékin » (45).

C'est qu'en ce mois de janvier le mouvement des masses déclenché à travers la politique de « révolution culturelle », étroitement contrôlé jusqu'à l'automne par le groupe maoïste dirigeant, est en train de lui échapper depuis qu'il s'est étendu à la classe ouvrière, pratiquement dans la Chine entière. La classe ouvrière chinoise dirige ses coups contre la bureaucratie en tant que telle, frappe indistinctement tous les bureaucrates quand elle a le dessus et, du coup, des pans entiers de l'appareil, effrayés par la tempête qui se déchaîne et menace de les emporter, se raidissent dans une politique de répression violente qui conduit, en plusieurs régions, à de véritables explosions qui font croire aux observateurs que la Chine se trouve au bord d'une guerre civile.

Les mois de décembre et de janvier ont vu, en effet, le déclenchement, puis la généralisation, d'une véritable chasse aux cadres qui accompagne partout ce que l'on appelle désormais les « prises de pouvoir ». Ministres, hauts fonctionnaires de l'Etat ou du parti, cadres locaux ou d'entreprise, directeurs, techniciens,

ingénieurs, « chefs » grands ou petits sont arrêtés ou enlevés par les gardes rouges ou les rebelles révolutionnaires, « montrés à la foule » dans des meetings d'accusation, promenés dans les rues coiffés de bonnets de papier — « les bonnets de la honte » — humiliés et parfois gravement malmenés. Un ministre, celui de l'industrie charbonnière, meurt aux mains de ses tourmenteurs. Plusieurs anciens responsables se suicident au lendemain ou à la veille de subir semblables traitements. La violence des masses est d'autant plus impitoyable que le joug des cadres a été plus sévère, et les justiciers qui les conduisent courbés dans les rues rappellent sur des pancartes explicatives les arrestations qu'ils ont ordonnées, la « ligne réactionnaire bourgeoise » qu'ils ont suivie, l'arrogance et le mépris qu'ils ont manifestés, la vie « luxueuse » qu'ils ont menée pendant des années. A Changhaï, à Pékin même, et bientôt à Canton, des foules ouvrières traquent ainsi jusqu'aux « petits cadres » des quartiers à qui ils font payer les vexations infligées pendant des années. Un peu partout, à l'instar de Changhaï, des comités élus de rebelles révolutionnaires ou de gardes rouges — dont la grande majorité ne sont pas membres du P.C. — commencent, contrairement aux statuts et sans respect pour leurs règles formelles, à pratiquer une épuration systématique qui équivaut en réalité à la destruction non moins systématique de l'appareil (46).

Il était, dans ces conditions, inévitable qu'une importante fraction de

(44) Daubier, *op. cit.*, p. 286.

(45) *Le Monde*, 31 janvier 1967.

(46) Esmein, *op. cit.*, pp. 165-215,

l'appareil, jusque-là docile aux instructions et directives de Mao, s'affraie des conséquences de la politique de « révolution culturelle », voie dans ses initiateurs de dangereux « *apprentis-sorciers* », et riposte, ou même prenne les devants, en employant la force contre les entreprises des *rebelles*. C'est apparemment ce qui se passe à Nankin où une tentative de prise de pouvoir sur le modèle changhaïen (47), au début janvier, va entraîner une répression énergique. Les autorités locales, apparemment sous l'influence de Tao Chu, passé à l'opposition au moment où les masses commencent à déborder le cadre fixé, refusent d'appliquer les directives concernant l'extension de la « révolution culturelle » aux entreprises industrielles, utilisent une « *brigade de défense rouge* » pour attaquer les bureaux de la « révolution culturelle », arrêter des centaines et peut-être des milliers de *gardes rouges* et de *rebelles révolutionnaires*, qui seront traités ici comme les cadres le sont ailleurs (48).

La « *trahison* » de Tao Chu, dénoncée à grand fracas par la propagande maoïste, n'est pas en réalité l'abandon ou la révélation d'un « *double visage* » ni le passage d'une ligne « *révolutionnaire* » à la ligne « *révisionniste* », mais seulement l'expression du réflexe de peur d'une grande partie de l'appareil se retournant contre une politique dont les conséquences ne lui apparaissent que trop clairement, après qu'elle l'eut approuvée du bout des lèvres, consciente qu'elle était de ses redoutables implications.

En ce sens, les événements de Changhaï sont un signal d'alarme pour tous les clans de la bureaucratie.

Pour les éléments « *conservateurs* », ils imposent l'organisation de la résistance. Pour les maoïstes, ils montrent la nécessité d'un tournant destiné à récupérer un mouvement qui leur échappe et risque de se retourner contre eux. C'est parce que la situation créée dans cette ville mettait en question le pouvoir de la bureaucratie, en plaçant à l'ordre du jour la constitution de formes soviétiques — au sens propre du terme, celui de *conseils* et de *démocratie directe* — de pouvoir, que la fraction maoïste se décide, sans plus attendre, à balayer les secteurs de l'appareil dont l'inertie ou la résistance passive ou active nourrissent la révolte ouvrière, et à lancer le mot d'ordre des « *prises de pouvoir* ». Mais c'est également parce que les « *prises de pouvoir* », dans la conception maoïste, ne pouvaient signifier l'instauration d'une démocratie soviétique, mais avaient seulement le sens d'un transfert du pouvoir d'une fraction à une autre, que ce mot d'ordre, dans la Chine du début de 1967, ne signifie pas un pas en avant vers la révolution politique, mais, au contraire, la lutte contre elle, par le passage, sous le couvert d'une propagande au langage très « *gauche* », d'une domination proprement bureaucratique à une domination « *bureaucratico-militaire* », selon l'heureuse expression de Lucien Bianco.

Tel est le sens du mot d'ordre de la « *triple union* » entre les « *cadres* », les « *masses* » et l' « *armée* » (49),

(47) J. Robinson, *op. cit.*, p. 62.

(48) *Le Monde*, 10 janvier 1967.

(49) « *Défendons résolument la politique correcte de la triple union* », *Pékin-Information* n° 9 du 27 février 1967.

qui vient aussitôt préciser celui — trop ambigu et par conséquent dangereux — des « *prises de pouvoir* ». Il s'agit à la fois de détruire les ultimes résistances des cadres et de leur offrir un refuge, et de briser l'élan des masses à la fois en les arrêtant et en leur donnant partiellement satisfaction. L'instrument d'une telle politique ne saurait être que l'armée, tenue jusque-là prudemment à l'écart de la « *révolution culturelle* », de sa « *critique* » et des inévitables épurations de masse, seule susceptible d'assurer par conséquent « *l'ordre* », et, sous couleurs de consolider les réalisations de la « *révolution culturelle* », de donner le coup d'arrêt au mouvement autonome des masses.

C'est le 23 janvier — au moment où la situation à Changhaï est encore indécise — que Mao Tsé-toung fait connaître sa décision de faire intervenir l'armée du côté de ses partisans, et de lui faire « *soutenir la gauche* » (50). En fait, elle est déjà descendue dans l'arène depuis quelques jours, et ses unités ont reçu l'ordre d'assurer la garde des prisons, des magasins contenant les stocks alimentaires, des banques et des émetteurs radio : c'est ainsi que, la veille, elle a occupé à Fangshan, à une quarantaine de kilomètres de Pékin, les locaux du parti, de l'administration et de la police (51). Le 28, la commission militaire du comité central, que préside Lin Piao, précise dans une « *directive* » le sens de cette intervention, qui doit permettre que la révolution culturelle s'effectue « *en ordre et en temps voulu* », en respectant la hiérarchie et en proscrivant arrestations et perquisitions, humiliations publiques et autres brimades de cadres (52). On apprendra bientôt que c'est à la

même date qu'il a été décidé de surseoir à la « *révolution culturelle* » dans les régions frontières... (53).

Aussi février et mars sont-ils les mois de l'établissement du « *contrôle militaire* », dans une première étape sur les organes de répression, bureaux de la Sécurité publique, tribunaux et parquets, dans une seconde étape, dans les usines qui passent l'une après l'autre sous le contrôle d'autorités militaires « *en vue de la production industrielle* » — ce qui permet d'éliminer les « *comités de production* » élus et révocables (54) — dans les lycées et universités enfin où les militaires vont entrer en qualité d' « *instructeurs politiques* » dès leur réouverture (55). La nouvelle ligne concrétisée par ces mesures est celle de la « *grande union des rebelles révolutionnaires* » dont le *Quotidien du Peuple* du 3 février explique qu'elle vise à surmonter les « *tendances erronées* » qui se sont manifestées au cours des dernières semaines, l' « *ultra-démocratisme* », le « *libéralisme* », le « *sectarisme* » et le « *collectivisme étriqué* » (56).

C'est sous ce mot d'ordre de la « *grande union* » que la direction maoïste déclenche l'offensive pour protéger d'abord les cadres menacés et enrayer le mouvement des masses.

(50) Esmein, *op. cit.*, p. 103.

(51) *Ibidem*, pp. 103-104.

(52) *Ibidem*, pp. 103-104 ; *Le Monde*, 31 janvier 1967 (A.F.P.).

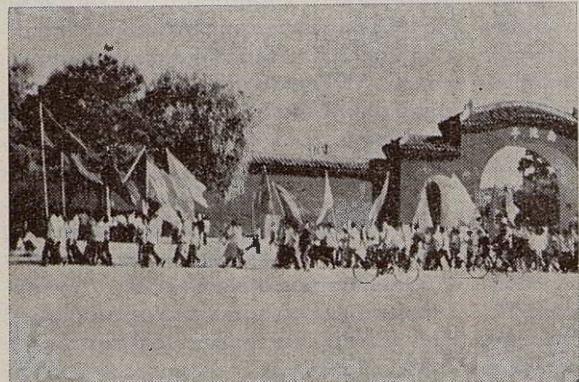
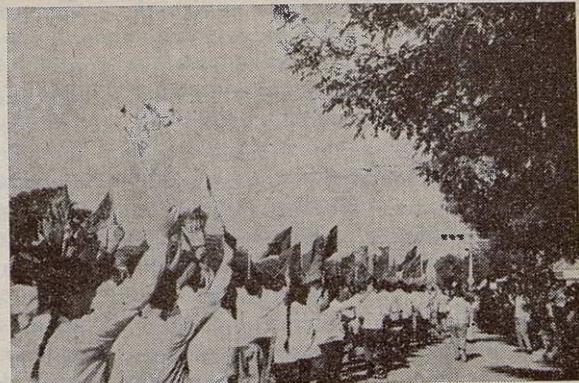
(53) Esmein, *op. cit.*, p. 104.

(54) *Le Quotidien du Peuple*, 19 mars 1967.

(55) Esmein, *op. cit.*, pp. 142-144.

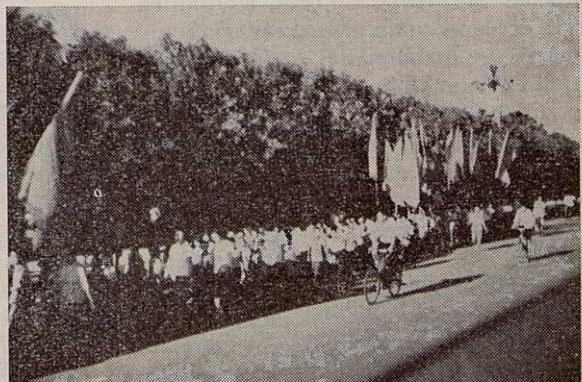
(56) Voir également le *Drapeau rouge* n° 3 dans *Pékin-Information* n° 7, 13 février 1967, rappelant les faiblesses de la Commune de Paris.

*Diffusion massive  
du « petit livre rouge »,  
propagande acharnée  
pour la marche à pied  
et orchestration sans fin  
du thème  
de la  
« Longue Marche »...*



*...Vastes  
rassemblements  
à grands  
spectacles,  
chants, gongs  
et cymbales.  
Tout convergeait  
pour que  
l'élimination....*

*...des adversaires  
de Mao  
apparaissent  
comme le résultat  
d'une mobilisation  
de la jeunesse,  
de l'enthousiasme  
des « successeurs »*



En quelques semaines, la majorité des organisations de *gardes rouges* et de *rebelles révolutionnaires* connaissent la scission, provoquée par le départ de leurs membres adhérents du P.C. qui fondent des organisations concurrentes mettant l'« union » à leur programme (57). Le *Quotidien du Peuple* du 28 janvier reproduit un texte de Mao Tsé-toung, datant de 1929, dans lequel il explique que « l'égalité absolue n'est pas possible » et que « ceux qui dirigent et travaillent pour les autres doivent pouvoir se mettre un peu à part » (58). Le *Drapeau rouge* du 15 février rappelle que, selon Mao, 5 % seulement des cadres sont irrécupérables, et recommande l'intégration des autres dans les nouveaux organismes de pouvoir. Wang Tao, qui dirige le *Drapeau rouge*, prononce un discours dans lequel il affirme que « le plus grand danger immédiat, c'est l'anarchie » (59). Chen Po-ta révèle que Mao Tsé-toung a été indigné des brimades physiques infligées aux cadres et que cette pratique doit immédiatement prendre fin (60). C'est le ministre de la Sécurité publique, Hsieh Fu-chi en personne, qui est enfin chargé du travail d'une commission qui a pour objectif de dissoudre les organisations de masse qui se seraient rendues coupables d'« excès comme négligence ou sabotage des instruments de production, occupations illégales de bâtiments, conduite immorale » : à la suite de cette enquête, neuf organisations de *gardes rouges* et de *rebelles révolutionnaires* sont dissoutes le 25 février, et leurs dirigeants arrêtés (61). De même, des organisations ouvrières déclarées « illégales » — en fait, des organisations syndicales créées hors et contre l'appareil syndical bureaucratique — sont dissoutes, notamment

à Changhaï (62). Ordre est donné de reprendre les cours interrompus depuis l'été 1966 dans les écoles secondaires d'abord, puis dans les universités (63). A Canton, où le militant pékinois Tan Li-fu, dénoncé comme « *trotskyste* », a transporté son activité, l'organisation des *rebelles ouvriers révolutionnaires* qui s'est emparée du pouvoir dans la foulée des événements de Changhaï — le « *comité d'alliance révolutionnaire* » — est dissoute par l'armée à la fin de février (64). Un peu partout, des cadres de rang élevé, compromis à l'été 1966 dans l'affaire des « *groupes de travail* », écartés de leurs responsabilités à l'automne ou l'hiver, sont réintégrés à des postes importants : c'est le cas notamment de deux anciens dirigeants du comité municipal de Pékin, Li Hsueh-feng et Wu Teh (65). Le 6 mars, le *Quotidien du Peuple* publie en bonne place une résolution du comité révolutionnaire de Tsing-tao prévoyant la dissolution immédiate des « *quartiers généraux* » de liaison des organisations révolutionnaires, aux échelons régional, municipal et d'entreprise (66).

Cette reprise en main ne va pas sans d'énormes difficultés et se heurte

(57) Daubier, *op. cit.*, p. 159.

(58) *Pékin-Information* n° 6, 6 février 1967.

(59) *Le Monde*, 19-20 février 1967.

(60) R. Guillain, *Le Monde*, 26-27 février 1967.

(61) *Ibidem*.

(62) *Le Monde*, 16 mars 1967 (A.F.P.) d'après la presse de Changhaï du 11 mars.

(63) Esmein, *op. cit.*, p. 143.

(64) *Ibidem*, p. 147 et p. 246 ; Daubier, p. 210.

(65) *Le Monde*, 23 février 1967 (A.F.P., dépêche de Bernard Ullmann).

(66) *Pékin-Information* n° 11, 13 mars 1967, p. 2.

notamment à la résistance farouche de nombreuses organisations de *gardes rouges* et de *rebelles révolutionnaires*, comme le montrent en particulier les informations que nous possérons sur le laborieux enfantement du comité révolutionnaire de Pékin. C'est l'un des dirigeants les plus écoutés de la jeunesse étudiante, Chou Ching-fang, qui mène dans la capitale le combat pour l'organisation de « *petits meetings de lutte* », qu'il juge plus mobilisateurs que les vastes rassemblements de foules passives (67). Ce sont les éléments des cinquante-huit organisations du « *Comité préparatoire à la Commune révolutionnaire de Pékin* » qui bloquent la constitution d'un comité révolutionnaire (68), le « *3<sup>e</sup> quartier général des gardes rouges* », qui refuse obstinément, à la fin de février, de fusionner avec les organisations rivales au sein du « *congrès des gardes rouges* », car cette opération passe par des regroupements qui visent à séparer les étudiants des travailleurs (69). C'est un membre du G.C.R.C., le populaire Chi Pen-yü, qui affirme devant un auditoire de *gardes rouges*, en mars, que, « *avoir fait la révolution pendant six mois, puis reprendre les cours comme avant, c'est avouer sa défaite* » (70).

Ce sont les organisations de *gardes rouges* et de *rebelles révolutionnaires* qui placardent en mars des affiches affirmant que « *l'ennemi, profitant de la clémence de Mao, relève la tête* » (71). C'est Nieh Yuan-tzu elle-même qui, dans un nouveau *dazibao*, soutient que « *la lutte entre les deux lignes demeure dure* » (72). Ce sont les *gardes rouges* du groupe *Ching-kangshan* de Peita qui critiquent durement Nieh elle-même pour le rôle qu'elle joue dans la préparation

du comité révolutionnaire de la capitale. Le 21 mars, à Pékin, de vifs incidents éclatent à l'occasion de la tenue du Congrès ouvrier révolutionnaire, des manifestants tentent d'« *encercler* » le comité permanent (73). Le même jour, vingt organisations constituent un « *Comité pour l'écrasement du groupe Liu Shao-chi* », et placardent des affiches dénonçant « *les traîtres qui cherchent à mettre au pouvoir des contre-révolutionnaires sous le couvert de la triple union* » (74).

On peut tenir pour symbolique la constitution, le 20 avril, au terme de laborieuses négociations, du comité révolutionnaire de Pékin destiné à se substituer à la Commune avortée (75). Il est présidé par le ministre de la Sécurité publique, Hsieh Fu-chi, également vice-premier ministre ; à ses côtés, parmi les quatre vice-présidents, l'ancien deuxième secrétaire du comité municipal, récemment réhabilité, Wu Teh, et Nieh Yuan-tzu qui, quelques jours plus tard, va devenir l'adjointe du nouveau recteur de Peita, Chen Po-ta. Kuai Ta-fu est membre du comité permanent, de même que deux des critiques de la *triple union*, Chou

(67) Esmein, *op. cit.*, p. 278.

(68) *Ibidem*, p. 240.

(69) *Ibidem*, p. 241 et *Le Monde* du 23 février 1967.

(70) Esmein, *op. cit.*, p. 143.

(71) *Le Monde*, 18 mars 1967.

(72) *Ibidem*.

(73) *Ibidem*.

(74) *Ibidem*.

(75) Il comprend 97 membres dont 17 militaires, 13 cadres, 24 ouvriers, 14 étudiants, 6 lycéens (Esmein, *op. cit.*, pp. 241-242).

Ching-fang (76) et l'ouvrier Wang Ching-jui (77). En fait, la gauche, désemparée depuis que le programme sur lequel elle s'était lancée dans la bataille a été ouvertement abandonné, a fini par accepter un compromis, et songe sans doute à utiliser le cadre des comités révolutionnaires pour relancer la critique et poursuivre la lutte contre les cadres révisionnistes.

En réalité, ce compromis ne saurait durer, car il n'est viable pour personne, comme le montre un incident significatif, quarante-huit heures après l'annonce triomphale de la constitution du comité révolutionnaire. Les dirigeants du *Liandong*, qui avaient été arrêtés quelques semaines auparavant, sont remis en liberté le 22 avril à la suite d'une intervention personnelle de Mao Tsé-toung qui constitue un désaveu pour les membres du G.C.R.C. qui avaient ordonné cette arrestation. Ils reprennent immédiatement leur action en placardant des affiches où ils attaquent le G.C.R.C. au nom de la « pensée de Mao » et exigent qu'on « rende leur honneur à Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping » (78) !

mi-mars que cette campagne a été décidée, en même temps qu'était condamné en principe le « *contre-courant de février* » incarné par Tan Chen-lin (80), expression modérée de l'inquiétude des bureaucrates dont Tao Chu avait incarné la forme extrême. Or il semble bien que la décision ait été prise d'axer la campagne contre Liu Shao-chi sur la dénonciation de ses idées — et notamment de celles qu'il avait exprimées dans son livre sur le *Perfectionnement* — et sur son opposition à la « *révolution culturelle* ». Cette orientation, que Jean Esmein résume en disant qu'il s'agissait d'attaquer les œuvres et non l'homme (81), présentait l'avantage évident de souder contre Liu, transformé en bouc émissaire, le bloc qui avait suivi les maoïstes dans la première phase, « *destructrice* », de la « *révolution culturelle* », tout en mettant l'accent, à travers des leçons sur le « *centralisme démocratique* », sur la « *construction* », à savoir la nécessaire préservation des 95 % de cadres jugés, eux, récupérables.

Pourtant, il apparaît bientôt que les clivages sont trop profonds pour que cette campagne soit réellement unificatrice. Dès son lancement, il est

## « FEU SUR LA GAUCHE » (79)

Les observateurs étrangers ont généralement cru, au début d'avril 1967, à une relance de la « *révolution culturelle* » à travers la campagne contre Liu, baptisée « *grande critique révolutionnaire de masse* ». Or il semble bien que, en l'occurrence, ils se soient pris au piège tendu par Mao et les siens aux rebelles et aux gardes rouges indociles. C'est en effet à la

(76) Chou Ching-fang était secrétaire général du « *directoire* » et chef du « *bureau politique* » du Comité (*ibidem*, p. 278).

(77) *Ibidem*, p. 226, n. 1.

(78) *Le Monde* des 7-8 mai 1967 (A.F.P.).

(79) Cette formule dans le style des mots d'ordre de la G.R.C.P. n'est pas empruntée à son histoire : c'est l'une des constantes de la pratique bureaucratique que la « *gauche* » y soit baptisée « *droite* » et jamais l'inverse !

(80) Esmein, *op. cit.*, pp. 168-172 ; Dau-bier, pp. 157-158.

(81) Esmein, *op. cit.*, pp. 172-174.

clair en effet, à travers la façon d'attaquer Liu, que deux lignes y coexistent, rivalisent, et, par moments, s'opposent. La plus extrême — nous l'appellerons celle de « *gauche* » — est celle qu'exprime Chi Pen-yü dans le *Drapeau rouge* du 30 mars, à propos d'un film autorisé en 1949 par Liu (82), qui était la condamnation du mouvement « *utopiste* » des Yhotouan (Boxers) comme « *aventuristes* », et l'apologie des bureaucrates réformistes de la cour des Tsing au tournant du siècle. Braquant le projecteur de sa critique sur trente années de l'histoire du P.C.C., l'historien et théoricien de la « *révolution culturelle* » qu'est Chi Pen-yü dresse contre Liu Shao-chi un réquisitoire complet couvrant aussi bien sa politique de collaboration avec le Kouo-min-tang avant et pendant la guerre que sa prétendue tentative d'opposer, en 1949, le maintien de la politique de « *démocratie nouvelle* » à la perspective de « *révolution socialiste* » qui aurait alors, selon lui, été avancée par Mao Tsé-toung (83). Pour Chi Pen-yü, les dix-sept années de régime communiste en Chine ont vu la lutte incessante des révisionnistes dirigés par Liu contre les révolutionnaires, leurs efforts jamais relâchés pour « *usurper le pouvoir* » et « *restaurer le capitalisme* ». Or c'est une ligne tout autre, et infiniment plus modérée, qui s'exprime dans l'éditorial du *Drapeau rouge* suivant, dont il est dit qu'il est revu et corrigé par Mao en personne : la critique contre Liu Shao-chi est ici centrée sur ses idées et sur son livre, et il est accusé d'avoir trahi non la patrie, mais « *la dictature du prolétariat* » (84).

Derrière les grandioses manifestations qui se déroulent quotidiennement à

Pékin contre Liu, Teng et Tao — 200.000 personnes à Chiang-hua le 10 avril pour « *accuser* » Wang Kuang-meï, l'épouse de Liu — se profile une lutte d'influence entre deux tendances qui divisent désormais les anciens partisans inconditionnels de la « *révolution culturelle* ». Jean Daubier, fidèle à l'interprétation maoïste des événements, en voit l'origine dans ce qu'il appelle une « *surenchère* » de certains éléments du « *groupe central de la révolution culturelle* » qu'il baptise « *les enrages* » (85). En fait, ces hommes, Chi Pen-yü, Wang Li, Lin Chieh, Kuan Feng, sont simplement fidèles au programme de la première phase du mouvement, et ils se heurtent désormais à une politique qui vise à donner le coup d'arrêt au mouvement des masses et qui émane de ceux mêmes qui l'ont déclenché.

En quelques semaines, le conflit interne au G.C.R.C. en arrive au stade de la polémique à peine voilée et semi-publique. Dans le *Quotidien du Peuple* du 16 juin, Lin Chieh attaque le « *servilisme* », la soumission aveugle aux autorités du parti, fait appel à l'histoire pour assimiler les révisionnistes aux social-traitres de 1914 et Liu Shao-chi à Scheide-mann et Kautsky, évoque le rôle de Lénine dans la scission de l'Internationale dont il écrira qu'elle fut la

(82) « *Patriotisme ou trahison ?* ». A propos du film réactionnaire *Histoire secrète de la Cour des Tsing* (Pékin-Information n° 15, 10 avril 1967).

(83) Chi Pen-yü se spécialise dans les attaques contre les phases « *droitières* » passées du P.C.C. dont il attribue systématiquement et arbitrairement la responsabilité au seul Liu.

(84) *Drapeau rouge* du 8 mai 1967.

(85) Daubier, *op. cit.*, pp. 191 et suivantes.

condition de la victoire de la révolution d'Octobre en Russie : l'ensemble de ces remarques, en principe dirigées contre Liu Shao-chi, pourraient tout aussi bien être adressées à ceux qui, toujours au nom du parti, réclament maintenant l'obéissance aveugle au nouveau tournant (86). Il insiste par ailleurs sur la nécessité de la « *dictature du prolétariat* » comme de la « *discipline révolutionnaire* » et de l'« *autorité absolue de la pensée de Mao Tsé-toung* » : cette insistance va lui valoir une réplique presque menaçante dans le *Drapeau rouge* n° 10 :

« Il est mal de la part de quelques personnes de brandir le mot d'ordre de la "rénovation complète" de la dictature du prolétariat. Des gens qui ont des motifs à plus longue échéance entendent tout renier du passé et renverser les choses du passé, c'est-à-dire qu'ils visent à renverser la dictature du prolétariat et à instituer celle de la bourgeoisie » (87).

La scission du « *groupe central de la révolution culturelle* » paraît inévitable. Elle ne correspond pas seulement, comme l'affirme Jean Daubier, à une querelle idéologique au sommet. En fait, l'objectif du moment de Mao et de ses partisans est, selon l'excellente formule de Jean Esmein, « *la neutralisation progressive des forces ouvrières affranchies* », et le véritable conflit est entre ces forces — soutenues par les hommes qui restent fidèles à la ligne primitive de « *mobilisation des masses* » pour la « *critique* » — et celles qui ont lancé le mot d'ordre de *triple union* pour préserver les cadres, c'est-à-dire le parti.

L'agitation a repris, apparemment très virulente, à Changhaï, où des organisations de *rebelles ouvriers révolutionnaires* demandent la dic-

tature des comités révolutionnaires, la « *remise en marche de la révolution* », « *le droit de se défendre par la force* », et créent leurs propres milices armées et même leurs tribunaux révolutionnaires (88) ; à Canton, où les ouvriers du « *comité d'alliance révolutionnaire* » accusent le commandant militaire envoyé par Lin Piao, Huang Yong-cheng, d'être le « *Tan Chen-lin* » régional, et où se produiront à plusieurs reprises des incidents sanglants (89) ; à Anshang, jusque-là épargnée, où les cadres et la direction de l'aciérie géante et des mines sont balayés par les travailleurs (90). Jean Esmein, analysant le mouvement, voit à juste titre leur origine dans « *des contradictions entre des ouvriers revendicatifs et le pouvoir d'Etat* » (91) et interprète les grèves qui éclatent dans toutes les villes industrielles comme une lutte contre « *la réorganisation du travail sous des formes qui ne sont pas partout acceptées* » (92). Affaiblies par les scissions, les organisations « *révolutionnaires de masse* » luttent pour leur indépendance, leur rôle politique, leur droit à l'autodéfense, concentrent leurs coups contre les syndicats qui resurgissent et brandissent de nouveau l'étendard de la « *pro-*

(86) « *A bas la soumission servile, observons rigoureusement la discipline révolutionnaire prolétarienne* », Pékin-Information n° 27, du 3 juillet 1967, fait écho à un article dans le même sens des *gardes rouges* du département de philosophie et sciences sociales qu'inspirait Chou Ching-fang (*ibidem*, n° 16, 17 avril 1967).

(87) Cité par Esmein, *op. cit.*, p. 176.

(88) Esmein, *op. cit.*, pp. 191 et 216-218.

(89) *Ibidem*, p. 246 et Daubier, p. 211.

(90) Esmein, *op. cit.*, p. 217.

(91) *Ibidem*, p. 191.

(92) *Ibidem*.

duction», et en viennent finalement en de nombreux endroits, à Canton, comme à Wuhan, à se prononcer pour des « prises de pouvoir » dirigées cette fois contre l'armée, ces « nouvelles autorités », et, partout, s'en prennent à l'homme qui symbolise la *triple union* et la préservation des cadres, le président du conseil Chou En-lai qui, depuis janvier, est devenu, tant par ses arbitrages que par les directives qu'il prend au nom du gouvernement, la pierre angulaire de la reconstruction de l'appareil d'Etat démantelé.

Jean Daubier date du 1<sup>er</sup> mai 1967 la rupture au sein du G.C.R.C. Selon lui, la présence parmi les dirigeants, lors des manifestations officielles, de Chou Teh, Chen Yün, Chen Yi, Tan Chen-lin, aurait été interprétée par la gauche comme la preuve de la « victoire » de Chou En-lai et de la détermination des dirigeants d'arrêter le mouvement et de protéger les révisionnistes (93). Les hommes qui incarnent cette « gauche » — Wang Li, Chi Pen-yü, Lin Chieh, Kuan Feng — sont tous jeunes, entre trente et quarante ans ; tous sont connus comme journalistes et militants depuis la « révolution culturelle » au cours de laquelle ils ont joué un rôle important ; ils bénéficient d'une réelle popularité dans la jeunesse, parmi les *gardes rouges* et les *rebèles révolutionnaires*. Leur décision de « franchir le Rubicon » coïncide avec le déclenchement par de nombreuses organisations révolutionnaires d'une campagne contre la « ligne réactionnaire bourgeoise » qui, à travers des personnalités comme Chen Yi et Tan Chen-lin, vise en réalité Chou En-lai lui-même et s'étend bien au-delà de la capitale. Les dissidents du G.C.R.C. et les organisations qui les

soutiennent ont en commun la conviction que la volonté de « protéger les cadres » constitue une tentative d'arrêter la révolution et d'entraver l'initiative des masses.

Dès le début du mois de mai, cette nouvelle alliance et ses objectifs anciens sont évidents dans les événements qui se déroulent en particulier dans la capitale. C'est, selon toute vraisemblance, à l'instigation de Wang Li que les « *rebelles* » du ministère des Affaires étrangères en occupent les locaux dès le 13 mai (94). La liaison est également évidente entre les dissidents du G.C.R.C. et les *gardes rouges* de l'Institut d'architecture qui s'installent devant la porte ouest du Chungnan-hai — l'ex-palais impérial, siège du comité central — y dressent une tente et une pancarte : « *Trainez Liu dehors et grillez-le !* » : soutenus par de nombreuses organisations dont beaucoup avaient appartenu au « 3<sup>e</sup> quartier général », ils poursuivent cette occupation symbolique et spectaculaire pendant plus d'un mois et reçoivent, le 4 juillet, en pleine nuit, la visite de Chi Pen-yü (95) qui, en prenant ainsi avec éclat leur tête, va contraindre les dirigeants à demander à Liu Shao-chi de procéder à un nouvel « *examen d'erreurs* » (96). A la fin de juin, pourtant, la volonté de la direction apparaît clairement dans sa décision de retirer les haut-parleurs mis jusque-là à la disposition des *gardes rouges*, et dans celle qui prévoit la réduction à une dizaine

(93) Daubier, *op. cit.*, p. 190.

(94) *Ibidem*, p. 195.

(95) Esmein, *op. cit.*, p. 279.

(96) *Ibidem*, p. 280.

des centaines de journaux rouges encore publiés (97).

Le moment de l'explosion inévitable approche. Cette fois encore, les événements décisifs vont se produire en province, sous la forme d'une nouvelle initiative d'éléments conservateurs, en l'occurrence les chefs militaires de la cité industrielle de Wuhan. A Wuhan, en effet, l'ordre a été jusque-là maintenu par le solide appareil autrefois contrôlé par l'un des lieutenants de Tao Chu, Wang Jen-chung, relayé depuis l'adoption du mot d'ordre de la *triple union* par un chef militaire à poigne, Chen Chai-tao. Là aussi, l'appareil du parti et des syndicats semble avoir pris ses précautions en aidant à l'édification d'une « *organisation de masse* » — de même type que les *gardes écarlates* de Chang-haï — répondant au nom du « *Million de Héros* » (*Paiwan Hsiung-shih*) (98). Au commencement de l'été 1967, les heurts sont fréquents dans la ville entre leurs forces, bien organisées et appuyées par l'armée, et l'importante minorité que constituent les *gardes rouges* de l'Université et le « *quartier général ouvrier* » qui se réclame de l'appui du G.C.R.C. Or c'est précisément l'appui donné par le groupe central au « *quartier général ouvrier* » qui va provoquer de très graves incidents.

En juillet, en effet, une délégation importante est envoyée de Pékin à Wuhan pour enquêter, avec à sa tête Hsieh Fu-chi, Wang Li et le commissaire politique de l'aviation Yü Li-chin. La commission d'enquête qu'escortent des *gardes rouges* de l'institut d'aéronautique rencontre successivement les responsables du « *Million de Héros* », puis ceux des

*ouvriers rebelles* des aciéries groupés dans le *Sankan*. Le 18 juillet, au terme de leur enquête, ils font savoir au commandement militaire qu'ils jugent erronée sa politique de soutien au « *Million de Héros* », et lui prescrivent de soutenir le *Sankan* et deux autres organisations dont celle des *gardes rouges* de l'université « *nouvelle* » de Hupei. Or, à leur grande surprise, ils se heurtent à une fin de non-recevoir, le chef de la police politique locale — l'unité 8 201 — quittant le lieu de la réunion en claquant la porte (99).

Le drame éclate le lendemain. Dès l'aube, les groupes de choc du « *Million de Héros* », transportés par des camions militaires et épaulés par les troupes de l'unité 8 201, occupent tous les emplacements stratégiques, attaquent, avec l'appui de blindés, le complexe sidérurgique et l'université où ouvriers et étudiants dressent des barricades et se défendent à l'aide de cocktails Molotov avant d'être finalement écrasés. Pendant ce temps, des groupes d'hommes appartenant au « *Million de Héros* » encerclent l'hôtel où résident les envoyés de Pékin. Après un face-à-face dramatique où Chen Chai-tao, entouré d'hommes armés, tente vainement d'obtenir l'annulation des conclusions de la commission d'enquête, Hsieh Fu-chi est consigné sur place tandis que Wang Li est arrêté par des hommes de l'unité 8 201 (100). Copieu-

(97) *Le Monde* des 18-19 juin 1967 (A.F.P.).

(98) Daubier, *op. cit.*, p. 202, Esmein, p. 282.

(99) Esmein, *op. cit.*, p. 282 et Daubier, p. 202.

(100) La précision est donnée par Esmein, p. 283, et indirectement confirmée par Daubier.

sement rossé — il aura un bras cassé dans l'affaire — il va être soumis dans les rues de Wuhan à une « *promenade de la honte* » avant d'être, de justesse et par ruse, enlevé puis libéré par une autre unité militaire (101). Le scandale est énorme et provoque dans tout le pays de gigantesques manifestations de solidarité avec les « *rebelles* » opprimés dans le Wuhan, et une sincère indignation contre les responsables de cet attentat. Des troupes sûres sont envoyées à Wuhan, Chen Chai-tao est arrêté, le « *Million de Héros* » désarmé : pourtant, pour beaucoup, cette répression, d'ailleurs limitée, ne suffit pas, et la question du rôle de l'armée et de ses chefs est désormais posée.

La gauche en effet — Wang Li en tête — en tire la conclusion, somme toute normale de son point de vue, qu'il est nécessaire de repartir de l'avant et qu'il s'agit désormais de lutter pour « *abattre la poignée de Zou Zi Paï au sein de l'armée* », ce que Kuan Feng écrit aussitôt, dans le *Drapeau rouge*, sous un titre qui n'est pas une simple image :

« Le prolétariat doit avoir le fusil en main » (102).

Comprenant en même temps que la direction se refuse à toute action sérieuse dans le sens d'une épuration de l'armée qui constitue le pilier de son autorité, la gauche se persuade de la nécessité d'une organisation politique pour parvenir à ses fins. C'est le 3 août qu'est constituée à Pékin une nouvelle organisation révolutionnaire, le « *corps d'armée du 16 mai* » — en abrégé, le « *5. 16* » — dirigée par un comité de sept membres dont le plus connu est Chou Ching-fang, mais qui bénéficie du

soutien ouvert des mousquetaires du G.C.R.C. (103), Wang Li, Lin Chieh, Kuan Feng et Chi Pen-yü.

Le « *5. 16* » devient l'état-major d'une nouvelle mobilisation qui vise à forcer la main aux dirigeants par des manifestations de masse dirigées aussi bien contre Liu Shao-chi et ses complices ou prétdendus tels que contre les « *révisionnistes* » de Moscou et l'impérialisme. Le mois d'août est chaud : grèves de la faim devant le Chungnan-hai pour « *en finir avec Liu Shao-chi* » qui ne « *paraîtra* » pas, mais sera autorisé à s'en tirer par une « *autocritique* », prononcée à l'intérieur des bâtiments mais largement diffusée au dehors par haut-parleurs (104) ; redoublement des attaques contre Chen Yi et Tan Chen-lin, apparition des premières affiches désignant nommément Chou En-lai ; exigence de l'épuration de l'armée, de la destitution des chefs compromis avec la fraction conservatrice, en particulier Huang Yong-cheng à Canton, mais aussi les « *protecteurs* » de Chen Chai-tao ; nouvelle occupation du ministère des Affaires étrangères au début du mois, incendie de la légation britannique, saccage du consulat soviétique, pendant que se multiplient à Hong-kong les incidents entre travailleurs et jeunes chinois, d'une part, forces britanniques, de l'autre. La situation est d'autant plus grave qu'une partie des *rebelles* et des *gardes rouges* sont désormais armés, et il semble bien que l'initiative en revienne à une décision du

(101) Daubier, *op. cit.*, p. 205.

(102) *Drapeau rouge* n° 12, juillet 1957.

(103) Esmein, *op. cit.*, pp. 292-293.

(104) Daubier, *op. cit.*, p. 215.

G.C.R.C. prise au lendemain de l'affaire de Wuhan (105).

Le mouvement des masses à la tête duquel se trouve maintenant une partie de l'ancienne équipe maoïste du G.C.R.C. s'en prend — sans que peut-être ses propres dirigeants en aient conscience — à l'ultime bastion de l'appareil d'Etat, l'armée, qui est, comme l'écrit Jean Daubier, son « élément clé ». Pour les dirigeants maoïstes, il n'existe plus d'échappatoires du type « *prises de pouvoir* » comme à Changhaï en janvier. De plus, si le mouvement a perdu de son élan à cause de sa division, il semble avoir, de ce fait même, gagné en clarté dans les objectifs. La sentence de Mao va tomber comme un couperet :

« Ces derniers jours, Wang Li a commis plus d'erreurs que Chen Yi en quarante ans » (106).

Dans les derniers jours d'août, Lin Chieh et Mü Hsin, tous deux membres du G.C.R.C., sont arrêtés, ainsi que le rédacteur en chef du *Quotidien de l'A.P.L.*, Chao Yi-ya. Le « 5. 16 » est interdit le 1<sup>er</sup> septembre par une décision du comité révolutionnaire de Pékin, après un réquisitoire prononcé par Chiang Ching en personne ; son siège est perquisitionné, ses dirigeants, Chou Ching-fang en tête, arrêtés, ainsi d'ailleurs que Wang Li et Kuan Feng (107). Les services du G.C.R.C. sont épurés, les rédactions des grands journaux réorganisées une fois encore de fond en comble. Mao lance le mot d'ordre de « *soutien à l'armée* », qui ne sera donc pas épurée, et renouvelle avec éclat sa confiance à Huang Yong-cheng qui, le 5 septembre, à Canton, interdit dans l'armée les groupes « *rebelles* » qu'il appelle, non sans

un certain à-propos politique, des « *bombes à retardement* » (108).

Yao Wen-yuan, qui avait donné, le 10 novembre 1965, pour le compte de Mao, le signal de la « *critique de masse* », allait, symboliquement, clore cette période en renouant avec la pratique bureaucratique de l'amalgame, si vigoureusement dénoncée pendant des mois par lui et les siens. en écrivant, le 8 septembre, par le biais d'une critique consacrée à deux ouvrages de Tao Chu :

« Il existe encore une poignée de contre-révolutionnaires qui adoptent la même méthode, « *ultra-gauchistes* » en apparence, mais en réalité ultra-droitiers, pour provoquer un courant funeste de « *méfiance à l'égard de tous* », pour ouvrir le feu sur le quartier général du prolétariat, semer la discorde et pêcher en eau trouble (...) Ceux qui ont créé et qui contrôlent l'organisation appelée « *16 mai* » sont justement une clique contre-révolutionnaire de conspirateurs de ce genre. Il faut les démasquer complètement » (109).

L'article servait d'épitaphe à ceux que Jean Daubier appelle les « *enragés de la révolution culturelle* ». Il

(105) Esmein, *op. cit.*, p. 299, n° 1, indique que la formule avait été prononcée par Chiang Ching, le 20 juillet, du « *droit des révolutionnaires à se défendre par les armes* ».

(106) Cité par Daubier, *op. cit.*, p. 219.

(107) Esmein, *op. cit.*, pp. 295-296. Notons cependant que, selon une dépêche A.F.P. du 8 septembre, le « *corps d'armée du 16 mai* » continue à cette date d'occuper un local en plein centre de Pékin, et d'y faire flotter son drapeau (*Le Monde*, 9 septembre 1957).

(108) Esmein, *op. cit.*, p. 290.

(109) Article du *Quotidien du Peuple* du 8 septembre 1957 ; « *Commentaire sur deux livres de Tao Chu* » (*Pékin-Information* n° 38, le 18 septembre 1967, p. 16). Le thème de l'accusation principale contre le « *5. 16* », « *pratiquer le gauchisme le plus effréné tout en étant foncièrement à l'extrême-droite* », est

servait aussi d'épitaphe aux illusions engendrées par la « révolution culturelle » elle-même. Le mouvement de masses décapité, la « normalisation » commençait.

## LA « NORMALISATION »

A partir de septembre 1967, la Chine est engagée dans la voie de la « normalisation », c'est-à-dire du retour au gouvernement du parti « rénové » dans l'intervalle. L'opération commencée au lendemain des événements de Changhaï en janvier, interrompue par la crise de l'été et la scission du G.C.R.C., est reprise et conduite cette fois jusqu'à l'étape décisive que constitue la tenue du IX<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois.

Dans une première étape, l'épuration est parachevée à gauche par l'élimination des responsables ayant sympathisé avec les « enragés » et partagé avec eux l'attachement au mot d'ordre de l'épuration de la « petite poignée au sein de l'armée » ou la responsabilité de l'armement des groupes révolutionnaires. C'est ainsi que tombent successivement, en février Chi Pen-yü, épargné à l'été 1967 grâce à une autocritique opportune mais trop compromis par ailleurs (110), en mars plusieurs chefs militaires qui avaient été liés à la gauche du G.C.R.C., Yan Cheng-wu, le chef d'état-major intérimaire, Fu Chung-pi, vice-président du comité révolutionnaire de Pékin (111), en avril enfin Wang Ching-jui (112), le chef de file de l'opposition dans les rangs ouvriers à Pékin, organisateur d'un « congrès ouvrier » dissident.

Les hommes ainsi frappés sont ceux qui ont combattu ou tenté de freiner la *triple union* dont la nécessité est de nouveau orchestrée avec les puissants moyens d'un appareil de propagande déjà perfectionné et, de plus, bien rodé à l'usage. Sa réalisation est facilitée par le fait que les coups portés à gauche ont accentué un reflux qui affecte désormais toutes les organisations dites de masse, même celles qui étaient jusque-là les plus exigeantes. Hsieh Fu-chi a beau jeu quand il fait remarquer aux délégués du congrès ouvrier de Pékin, en octobre 1967, qu'ils ne représentent que 17.000 ouvriers sur les 1.100.000 travailleurs de l'industrie que compte la capitale (113). Dans le même discours, il dénonce également l'existence d'« organisations clandestines ou semi-déclarées » (114) dont la persistance, aux côtés d'une organisation « unique » mais étique, permet de mesurer le chemin parcouru, la désillusion des travailleurs dont le grand soulèvement n'a finalement pas changé l'univers quotidien. Une circulaire du 17 octobre 1967 complète les mesures

---

repris le lendemain par l'éditorial du *Quotidien du peuple* (*ibidem*, p. 17), qui parle à son propos de « groupuscule contre-révolutionnaire » (un langage familier !) et par le *Drapeau rouge* n° 14 qui parle de « clique conspiratrice contre-révolutionnaire » (*Pékin-Information* n° 39, 25 septembre 1967, p. 6), ce qui n'empêche pas Jean Daubier (*op. cit.*, p. 221, n° 4) de « préciser » que la presse officielle n'a jamais porté l'accusation de contre-révolution contre Wang Li et Kuan Feng...

(110) Daubier, *op. cit.*, p. 241.

(111) *Ibidem*, p. 242 et Esmein, *op. cit.*, pp. 308-309.

(112) Esmein, *op. cit.*, p. 226, n. 1.

(113) Esmein, *op. cit.*, p. 302.

(114) *Ibidem*.

prises en mars qui interdisaient les « syndicats de métier » fondés indépendamment de l'appareil : cette fois sont interdites les organisations « débordant les entreprises » et « chevauchant les professions » (115). Ouvriers, employés, étudiants sont de nouveau obligatoirement confinés dans le cadre de leurs « unités ».

Les organisations étudiantes sont, en un sens, plus vivaces. Mais elles continuent de se morceler à l'extrême, et la direction du P.C. ne se prive pas de pousser à la roue de cette parcellisation et de cet émettement « groupusculaire ». Ils lui permettent en effet d'isoler — notamment en dénonçant l'usage de la violence physique entre groupes rivaux — un mouvement devenu dangereux pour elle. En mars 1968, de violentes bagarres éclatent à Peita : Nieh Yuan-tzu est grièvement blessée d'un coup de poignard (116). Ces rixes entre groupes étudiants, dont l'enjeu n'est pas compris, scandalisent et facilitent ainsi la phase finale de la « révolution universitaire » dont le signal est donné par l'entrée en masse dans les universités d'équipes ouvrières organisées en « équipes de propagande de la pensée de Mao Tsé-toung » (117). Il ne sera plus question désormais d'agitation étudiante : d'ailleurs, bien des garçons et des filles ont déjà quitté les universités — volontairement ou non — pour aller défricher les vastes espaces de l'Ouest et se consacrer au travail manuel et à la « rectification » par l'étude de « la pensée de Mao Tsé-toung » (118).

L'automne 1968 est celui de la liquidation d'un passé récent, celui qui remonte à la première époque de la « révolution culturelle ». Hsieh Fuchi invite les gardes rouges à renon-

cer au « mythe » des élections suivant le modèle de la Commune de Paris (119). Le *Journal littéraire* de Changhaï, qui avait donné le signal de la contre-attaque par Yao Wen-yuan pour la défense de Mao Tsé-toung, publie un article dont le titre est : « Nous voulons adorer indéfiniment le président Mao », et dont le sous-titre précise : « Examen de la nature contre-révolutionnaire de l'opposition au culte de la personnalité » (120). Sous des formes peut-être surprenantes pour les candides, après les périodes de « lutte » et de « critique » émergent dorénavant les grandes lignes de la troisième période, celle de la « réforme ».

La constitution de comités révolutionnaires, interrompue au printemps de 1967 par la crise et la bataille contre la gauche, reprend sur un rythme considérablement accéléré en 1968. Il est clair désormais que les comités ne sauraient être tenus — comme l'avaient cru certains « gauchochistes » qu'on a accusés pour cela de « polycentrisme » (121) — pour des organes réels d'un pouvoir nouveau. Ils sont simplement destinés à être les creusets d'où va sortir le parti communiste « rénové ». Jean Esmein note que, à trois exceptions près, les comités révolutionnaires des grandes villes sont présidés soit par le commandant militaire de la région ou de la ville, soit par un commis-

(115) *Ibidem*, p. 303.

(116) *Ibidem*, p. 321.

(117) *Ibidem*.

(118) *Ibidem*, p. 322.

(119) *Le Monde* du 3 novembre 1967 (A.F.P.).

(120) *Ibidem* (A.F.P., dépêche de Jean Vincent).

(121) Esmein, *op. cit.*, p. 291.

*Ce qu'ils défendent  
c'est, en dernière  
analyse,  
leur propre pouvoir.  
Sous la pression  
des masses  
révolutionnaires,  
il leur arrive...*



*... de faire  
pour la forme  
une concession  
d'un genre  
ou d'un autre,  
mais toutes  
leurs concessions  
ne visent  
au fond  
qu'à maintenir*

*... leur pouvoir  
d'oppression  
sur les masses ;  
leur pouvoir,  
ils en défendent  
la moindre parcelle  
et ne font  
aucune concession.»*

*(Drapeau rouge.)*



saire politique de l'A.P.L., de rang équivalent (122). Mais, dans tous, le représentant de l'armée — ou, si l'on préfère, du parti dans l'armée — est flanqué d'*au moins un des anciens secrétaires* du parti dans l'institution correspondante, comité municipal ou régional, de l'époque antérieure à la « révolution culturelle » (123). Ainsi se trouve préservée concrètement la continuité du pouvoir bureaucratique de l'appareil, débarrassé de ses éléments incertains, mais qui a su, pendant toute la période des « *troubles* », conserver et enrichir les dosiers sur la base desquels s'opèrent toujours et la sélection des cadres, et le contrôle politique de la biographie de chaque citoyen chinois. Il devient évident pour tous que les comités révolutionnaires n'ont été conçus que comme des formes de transition vers la restauration de l'autorité du parti comme épine dorsale de la domination bureaucratique. Une publication étudiante l'exprime à sa manière en écrivant qu'un parti « *rénové* », qui naîtrait éventuellement d'un congrès ainsi préparé, ne saurait être qu'un « *parti réformiste bourgeois au service des bourgeois usurpateurs des comités révolutionnaires* » (124). Chou En-lai, quant à lui, exprime la même réalité sous une autre forme en déclarant au cours d'une réception que la « *révolution culturelle* » aura été « *en un sens, un mouvement d'éducation des cadres* » (125).

C'est l'éditorial des organes centraux du 1<sup>er</sup> janvier 1968 qui ne laisse plus aucun doute sur l'intention du « *timonier* » de restaurer à bref délai l'autorité du parti par le biais d'un congrès. Déjà Hsieh Fu-chi avait indiqué que ce congrès serait préparé « *par le haut* » (126). Il l'est désor-

mais à travers la tenue de « *conférences d'activistes de la pensée de Mao* » : l'idée centrale est que le parti communiste, débarrassé de sa maladie révisionniste grâce à une cure de la « *pensée de Mao* », doit maintenant être « *rénové* » par une « *transfusion de sang prolétarien* ». Il importe, dans cette perspective, que soit clairement reconnue sa guérison, définitivement effacée la « *maladie* » qui avait rendu nécessaires une cure et des remèdes aussi dangereux. C'est à quoi s'emploient les organes centraux qui proclament, à partir du 7 septembre 1968, la victoire complète obtenue par la « *révolution culturelle* » : « *Toute la Chine est rouge* », le président Mao a vaincu « *la bande noire* » et les « *mauvais génies* » (127).

Le thème complémentaire est introduit — une fois de plus — par Yao Wen-yuan (128) : c'est désormais « *la classe ouvrière qui prend le pouvoir* », puisque c'est dans ses rangs, ou plus exactement dans ceux des rebelles révolutionnaires qui ont soutenu sans défaillance le président Mao, que vont être recrutés les nouveaux membres et les nouveaux cadres. Le *Drapeau rouge* du 15 octobre 1968 précise à ce sujet, de façon à dissiper définitivement toute illusion superflue, qu'il faut « *critiquer*

(122) *Ibidem*, p. 331.

(123) *Ibidem*, p. 332.

(124) Cité par Esméin, *op. cit.*, p. 301, n. 3.

(125) *Pékin-Information* n° 43, du 23 octobre 1967.

(126) Cité par Bridgman "Mao's Cultural Revolution", *The China Quarterly* n° 41, janvier-mars 1970, p. 14.

(127) Daubier, *op. cit.*, pp. 250-251.

(128) *La classe ouvrière doit tout diriger*, brochure Pékin 1968.

et repousser résolument le formalisme que constitue la foi aveugle dans les élections », et que les comités révolutionnaires comme les comités du parti seront mis sur pied « non par des élections, mais en prenant directement appui sur l'action d'un grand nombre de révolutionnaires » (129). Il reste à faire la démonstration irréfutable que le parti est guéri : ce sera chose faite quelques jours plus tard, au cours de la 12<sup>e</sup> session du comité central du parti communiste qui prononcera enfin le nom de Liu Shao-chi en même temps que sa condamnation politique définitive, son exclusion du parti et sa révocation de la présidence de la république (130). Signe des temps, cependant, comme des limites réelles de cette « rénovation » : ni les importants discours prononcés à cette session par Mao et Lin Piao ni même le texte de la résolution concernant Liu Shao-chi ne seront publiés !

Quand se réunit enfin le IX<sup>e</sup> congrès, bien des aspects en demeurent obscurs. Une certitude cependant : il consacre la victoire de Mao Tsé-toung — c'est même sa raison d'être — et l'accession de Lin Piao à la dignité de lieutenant « plus proche compagnon d'armes », et de successeur désigné ; en d'autres termes, la victoire du clan maoïste de l'appareil allié à l'appareil du parti dans l'armée. Les délégués, désignés d' « en haut », ont été investis au cours de « congrès ouvriers préparatoires » où les « masses » — entendons par là les ouvriers rebelles révolutionnaires qui ont su se garder des déviations droitières comme des erreurs gauchistes, ou les reconnaître à temps — ont ratifié le choix de ceux d'entre eux qui, pour leur fidélité attestée à

la « pensée de Mao Tsé-toung », sont admis dans le parti et commencent une carrière de cadres. Les statuts modifiés prévoient d'ailleurs, de façon permanente à l'avenir, une « participation » — apparemment dans l'acception gaulliste du terme — des mêmes masses au recrutement des membres du parti et à la critique de ses cadres.

Le rapport de Lin Piao au congrès (131), consacré essentiellement à écarter de fausses interprétations apparemment encore très répandues de la « révolution culturelle », est, comme le note Philip Bridgham, rétrospectif, abstrait et défensif (132). Le comité central, lui aussi choisi par en haut, et dont la composition est ratifiée au congrès, est profondément remanié, puisque deux tiers de ses membres sont des nouveaux venus : on note la présence de Nieh Yuan-tzu parmi les « suppléants ». Personne, cependant, ne saurait nourrir d'illusions sur l'importance du rôle dévolu, dans la Chine actuelle, à cet organisme, au lendemain de la « révolution culturelle ». Il est, en revanche, significatif que les militaires de haut grade — commandants de région ou commissaires politiques — y soient dans une proportion de plus de 47 %, et que cette proportion soit plus forte encore dans le bureau politique où figurent, à côté de deux honorables maréchaux ayant dépassé les quatre-vingts ans, douze « militaires » sur vingt-quatre, dont Lin Piao et sa

(129) *Pekin-Review*, 25 octobre 1968.

(130) Daubier, *op. cit.*, pp. 251-252.

(131) *Pékin-Information*, numéro spécial du 28 avril 1969.

(132) Bridgham, *op. cit.*, p. 14.

femme Yeh Chün, les principaux chefs de l'état-major et ceux des grandes régions militaires, dont presque tous ont eu d'ailleurs maille à partir avec les *gardes rouges* dans le passé et s'en sont tirés avec une autocritique et des sessions d' « étude de la pensée de Mao ». Les onze autres membres du bureau politique ne sont ni plus ni moins que l'entourage familial de Mao et ses proches collaborateurs : le président et sa femme, Chiang Ching ; son gendre, Yao Wen-yuan, apparemment le seul à avoir ici moins de soixante ans ; son secrétaire, Chen Po-ta ; le chef de ses services secrets, Kang Sheng, celui de sa police, Hsieh Fu-chi, celui de ses gardes du corps, Wong Hsu-tsing. Entre les deux groupes, Chou En-lai.

La « révolution culturelle » a-t-elle atteint ses objectifs ? Lin Piao l'affirme au congrès : elle a atteint ses quatre objectifs, l'écrasement du révisionnisme, la possibilité pour le peuple chinois d'entendre directement la voix de Mao, la consolidation des bases économiques, la formation de « successeurs » pour les « chefs historiques » de la révolution. La composition de la nouvelle direction — un comité permanent formé de Mao lui-même, Lin Piao, Chou En-lai, Chen Po-ta et Kang Sheng — montre bien que le dernier objectif n'a pas été atteint. Le nouveau plan économique retient les principes du « *Grand Bond* » et des « *Communes populaires* », malgré des conditions objectives dont on voit mal comment les perturbations provoquées par la « révolution culturelle » auraient pu les éliminer ou simplement les réduire. La pensée de Mao Tsé-toung arrive directement aux masses par « *petit livre rouge* »,

haut-parleurs, presse et cinéma, on se rassemble le matin avant le travail pour lire des citations de Mao Tsé-toung, on lui souhaite longue vie au début de toute réunion, mais même un Jean Daubier ne peut se retenir de penser qu'il y a autre chose qu'une victoire révolutionnaire, un « *certain formalisme qui conduit à lutter contre la tradition par des moyens hérités de la tradition* » (133). Enfin, si le groupe de Liu Shao-chi, Teng Hsiao-ping, Peng Chen, Tao Chu et des bureaucrates adversaires de Mao a bien effectivement été écrasé, on peut penser que les conditions demeurent — économie de pénurie, monopole du parti aggravé par le culte de la pensée de Mao — pour une nouvelle poussée de révisionnisme au sein d'un parti où n'ont pas changé les conditions — les contradictions insolubles de la « *construction du socialisme dans la seule Chine* » — qui avaient nourri l'ancien courant révisionniste...

Les conclusions pessimistes de Lucien Bianco semblent ainsi, à bien des égards, fondées :

« La critique maoïste des bureaucrates « *liuxistes* » atteint les maoïstes eux-mêmes : ceux-ci sont incapables de lutter efficacement contre le système bureaucratique parce qu'ils en sont partie prenante... Au cours de la G.R.C.P., la faction maoïste a presque constamment démenti par ses actes la confiance dans les masses qu'elle professait hautement. Exception faite de rares et brèves tentatives d'éducation, elle n'a pas remis en cause — de façon conséquente et non pas seulement verbale — la nature du régime. Ou, plus exactement, si elle a porté un coup au système bureaucratique, c'est pour édifier à sa place un système bureaucratico-militaire. Dans la mesure où l'importance actuelle du rôle de l'armée renoue

(133) *Ibidem.*

avec la tradition militaire du mouvement communiste chinois, on peut tenir le régime issu de la révolution culturelle pour la simple variante chinoise d'une formule éprouvée » (134).

La « *révolution culturelle* », initiative défensive de la fraction anti-révisionniste de l'appareil du P.C. chinois, solution d'appareil pour résister aux forces de dégénérescence qui pèsent sur cette révolution isolée dans un monde encore dominé par l'impérialisme, n'a rien réglé. Non pas, comme semble le penser Lucien Bianco, parce qu'il n'existe pas d'autre solution que des efforts désespérés de ce type — ou l'abandon aux forces révisionnistes de type stalinien — mais parce que seule la révolution mondiale — et la forme qu'elle revêt dans des pays où la bourgeoisie a déjà été expropriée, la révolution politique — peut permettre de surmonter les contradictions dans lesquelles se débattent depuis bientôt un demi-siècle les constructeurs du « *socialisme dans un seul pays* ».

Et c'est précisément là la leçon la plus claire de l'histoire de la « *grande révolution culturelle prolétarienne* » en Chine, qui a vu la première explosion, à l'échelle de ce pays, de la poussée du prolétariat et de la jeunesse pour cette révolution politique.

## LA REVOLUTION POLITIQUE EN CHINE

Nous pensons que l'analyse, même sommaire et lacunaire, que nous avons tentée dans les pages précédentes, fournit tout de même suffisamment d'éléments pour écarter deux des thèses principales propo-

sées comme interprétations de la « *révolution culturelle* », celle de sa « *spontanéité* » et celle de sa « *machination bureaucratique* ». Les deux éléments y apparaissent en réalité étroitement liés : le mouvement, incontestablement déclenché par « *le haut* » comme arme dans la lutte de deux fractions bureaucratiques, a rencontré dans les masses un écho réel dans la mesure où il répondait à leurs besoins et à leurs aspirations profondes, même de façon déformée. La spontanéité est ici la rencontre entre des tendances fondamentales, longtemps comprimées, et l'appel d'air produit par l'incitation à la révolte contre « *certaines responsables* » et l'exemple que constituent des libertés qui ne sont pas initialement « *conquises* », mais sont pourtant rapidement considérées comme des « *conquêtes* ». On est passé ainsi de la « *mobilisation contrôlée* » à ce que l'on peut appeler un débordement « *spontané* ». Selon toute apparence, la génération des « *rebelles* » de 1966 s'est lancée dans cette lutte sans l'appui d'une tradition, sans le fil conducteur d'une expérience antérieure, tant l'épuration avait été bien conduite au lendemain des Cent Fleurs. Sous cet angle, la conscience de la jeune génération était réellement, à la veille de la « *révolution culturelle* », une « *page blanche* », et c'est ce qui explique et la confusion des revendications, et le fait que la « *pensée de Mao Tsé-toung* » ait pu servir de dénominateur comme de référence communs à tous les groupes qui s'opposaient dans la pratique à la politique du président, qu'ils aient été incontes-

(134) L. Bianco, « *La page blanche* », 2<sup>e</sup> partie, *Politique*, juin 1970, p. 68.

tablement « conservateurs » comme le *Liandong* ou « enragés » comme le « 5.16 ».

Cette situation pose évidemment la question de la nature du parti communiste chinois « rénové ». Les admirateurs étrangers de Mao Tsé-toung — dont Jean Daubier est sans doute l'un des échantillons les plus positifs — soutiennent la thèse selon laquelle le parti communiste chinois, parti révolutionnaire authentique des ouvriers et paysans chinois, a subi, pendant les dix-sept premières années de son pouvoir, des « déformations de type bureaucratique » qui se sont traduites par l'émergence en son sein du courant révisionniste et les tendances restaurationnistes des *Zou Zi Paï*. Dépositaire de la mission historique d'avoir à assurer contre le révisionnisme le maintien et l'approfondissement de la théorie et de la pratique communistes authentiques, Mao a engagé la lutte afin d'éliminer ces « déformations » et y est finalement parvenu à travers l'établissement d'un nouveau rapport, démocratique, entre le « parti » et « les masses ». La thèse est séduisante par sa simplicité et sa fin morale, mais elle ne nous semble constituer, en définitive, que la transposition en un langage accessible à des militants de pays avancés de celle qu'exprime un Lin Piao quand il affirme :

« Mao Tsé-toung est le plus grand dirigeant de notre parti et toutes ses paroles sont les normes de notre mouvement. Mao Tsé-toung a réglé beaucoup plus d'affaires que Marx, Lénine, Engels. Eux n'ont pas dirigé personnellement une révolution prolétarienne. Ils ne ressemblent pas à Mao Tsé-toung... Lénine n'a pas duré aussi longtemps que Mao Tsé-toung. La population de la Chine est dix fois celle de l'Allemagne, trois fois celle de la Russie, ses expériences révolutionnaires sont fécondes. La Chine est su-

périeure en tout. Dans tout le pays et dans le monde, Mao Tsé-toung est le plus grand homme » (135).

En fait, le déroulement de la « révolution culturelle » aussi bien que son bilan montrent avec beaucoup de clarté la nature du parti communiste chinois qui n'a pas été fondamentalement remis en cause, et demeure, comme nous pensons l'avoir montré, un parti centriste bureaucratique. À certains égards, il nous semble même possible d'affirmer que, plus encore que l'analyse de sa politique dans les années écoulées après sa reconstruction en 1928, celle des dernières années le démontre de façon irréfutable.

Nous ne reviendrons pas sur l'appel contrôlé aux masses ni le maniement de l'armée qui sont révélateurs de la nature bureaucratique de la direction maoïste, et que nous avons vigoureusement soulignés. En ce qui concerne la bataille au sein de l'appareil, elle ne nous est pas suffisamment connue — et c'est déjà un signe — pour permettre de pratiquer même un début d'analyse analogue. Néanmoins, bien des signes existent de l'emploi systématique de ce que Lucien Bianco appelle « les techniques que l'expérience antérieure du parti communiste chinois et celle du P.C.U.S. avaient permis de roder à la perfection » (136). L'armée et la police interviennent en coulisse — ou même ouvertement, mais sans que le fait soit publié sur le moment —

(135) Cité par Esmein, *op. cit.*, p. 75. C'est vraisemblablement ce texte qui fut critiqué par Yi Lin et Ti Hsi dans une « lettre ouverte » mentionnée plus haut.

(136) L. Bianco, *op. cit.*, mai 1970, p. 111.

par exemple en février 1966, lors du prétendu « *coup d'Etat* », mais aussi à la veille de la 11<sup>e</sup> session du comité central au mois d'août suivant. La mise en minorité de Liu Shao-chi et de Teng Hsiao-ping au cours de cette session a été acquise par des méthodes qui n'ont incontestablement rien de démocratique ni même de simplement statutaire : absence provoquée ou inspirée de membres titulaires, présence et participation aux débats des membres du G.C.R.C. qui ne sont pas membres du comité central, mais seulement l'émanation, hors de tout statut, de la fraction du président. Les mêmes traits se retrouvent à l'issue de cette 12<sup>e</sup> session qui révoque Liu Shao-chi de la présidence de la république — à laquelle il avait été élu par l'assemblée nationale, comme si le comité central du parti — au surplus dans une « *composition* » discutable — avait le droit de révoquer le premier magistrat du pays. Résumant ces techniques caractéristiques des combats d'appareil, Lucien Bianco peut écrire :

« Plus intéressantes — mais également fort classiques — sont l'utilisation de la polémique littéraire ou idéologique comme arme et comme masque de la lutte politique, la sélection de cibles apparentes ou exemplaires, les révélations *a posteriori* (la divulgation opportune d'anciennes informations judicieusement choisies et savamment interprétées), la reconstruction perpétuelle du passé des individus et de l'histoire du parti, bref tout ce qui ressortit de la dialectique du secret et du public — du secret et de la fanfare plutôt, car ce qu'on a choisi de divulguer, les *mass media* le répercutent aussitôt aux quatre coins de la Chine et il n'est bientôt plus permis d'ignorer ce qu'il était jusqu'alors interdit de connaître » (137).

Il faut y ajouter la pratique qui consiste à attaquer la « *gauche* » en prétendant qu'elle est en réalité la « *droite* » — une pratique que

J. Daubier considère pour sa part comme spécifiquement « *chinoise* » — mais qui est si révélatrice de la mentalité et des méthodes bureaucratiques qu'il va, dans son désir d'en blanchir Mao et les siens, jusqu'à affirmer que la presse officielle du P.C. n'a jamais traité les opposants de gauche de « *droitiers camouflés* », ce qui est contraire à une vérité accessible à tous et *a fortiori* à lui (138).

Un autre aspect de la politique maoïste qui révèle son caractère bureaucratique a été jusqu'à maintenant apparemment négligé par les observateurs les plus perspicaces. Il s'agit de sa politique internationale. L'affirmation selon laquelle le capitalisme serait aujourd'hui restauré en Yougoslavie et en Union soviétique ne peut être traitée à la légère comme le résultat de l'ignorance d'Asiatiques coupés des réalités géographiquement éloignées. De telles contre-vérités sont si énormes qu'elles font peser le doute, y compris sur des analyses plus fondées scientifiquement. Il en est de même pour les affirmations réitérées des dirigeants actuels — selon lesquelles le centre de gravité de la révolution mondiale se situerait aujourd'hui dans les pays afro-asiatiques sur la base de la lutte des paysans pauvres. La manière dont les dirigeants maoïstes triturent de façon générale l'histoire du mouvement communiste et présentent les luttes de classes dans le reste du monde est également révélatrice et de la nécessité dans laquelle ils se trouvent de défendre leur politique passée comme preuve

(137) L. Bianco, *ibidem*, p.

(138) Daubier, *op. cit.*, p. 221.

de leur infaillibilité, et de la crainte qu'ils éprouvent à l'égard de l'éventuelle entrée en lice du prolétariat des pays avancés, incontestablement moins maniable que la paysannerie des pays arriérés. Elle devrait d'ailleurs attirer l'attention des militants occidentaux actuellement attirés par le « *maoïsme* », ne serait-ce que par l'éclatante contradiction qui existe entre elle et les principes toujours affirmés très haut, en Chine, de l' « *internationalisme prolétarien* », de la « *nécessité de l'analyse marxiste* », de la « *primauté de la politique* » et du « *rôle révolutionnaire de la classe ouvrière* ».

L'historiographie du parti communiste chinois a été profondément remaniée au cours de la « *révolution culturelle* » de façon à mettre le rôle passé de Liu Shao-chi et de ses compagnons en conformité avec leur rôle présent de « *traîtres* » et « *d'agents de la bourgeoisie* » : c'est la règle même du jeu bureaucratique de subordination de l'histoire. Mais ce remaniement partiel a délibérément laissé de côté l'essentiel, à savoir les falsifications délibérées concernant le rôle de Staline et du P.C.U.S. et les responsabilités de l'Internationale communiste dans l'histoire — et dans les défaites — du P.C. chinois. Comme aux plus beaux temps du stalinisme triomphant, la presse communiste actuelle en Chine explique que la défaite de la révolution face à Chang Kai-chek en 1927 est due à l' « *opportunitisme* » de Chen-Du-xiu, ce dirigeant et fondateur du parti, qui eut le courage de dénoncer la politique de capitulation dictée par la direction stalinienne de l'Internationale, et dont Liu et Mao ensemble réclamèrent la tête à Chang Kai-chek, après qu'il

eut rallié Trotsky et l'Opposition de gauche, et qu'eux-mêmes eurent réconcilié leur parti avec le Kouomin-tang... Personne pourtant mieux que Mao Tsé-toung — qui la critiqua et la combattit même à sa manière autrefois — ne connaît le rôle néfaste de la direction stalinienne qui livra pieds et poings liés la révolution chinoise à son ennemi de classe !

De la même façon, l'historiographie communiste chinoise reprend à son compte, aujourd'hui comme hier — et même un Chi Pen-yü épuré par Mao ne fait pas exception — la version stalinienne de l'histoire soviétique qui fait de Trotsky, Boukharine, Piatakov, Zinoviev, Kamenev et autres vieux-bolcheviks des « *ennemis du peuple* » et des « *agents de l'impérialisme* », dont l'élimination est régulièrement rappelée au compte de Staline. Le même instinct de conservation va jusqu'à maintenir contre les militants communistes hongrois du cercle Petöfi et contre les conseils révolutionnaires des ouvriers hongrois — si semblables dans leur principe à la « *Commune de Changhaï* » — les calomnies même propagées par Khroutchtchev pour justifier l'écrasement de cette révolution que les dirigeants chinois présentent encore aujourd'hui comme une « *contre-révolution* » sans se préoccuper d'expliquer pourquoi elle a été supprimée par les tanks envoyés par l'inspirateur de la contre-révolution révisionniste dans le monde !

Pis encore, peut-être, des dirigeants communistes qui prétendent vouloir s'attaquer aux racines mêmes de la dégénérescence d'un Etat ouvrier, et qui en situent correctement les

causes dans la pression concrète de l'impérialisme et dans les survivances de l'idéologie bourgeoise sur une base économique insuffisamment développée, commettent un crime quand ils font commencer cette dégénérescence en U.R.S.S. au lendemain de la mort de Staline. C'est un véritable conte de fées — ou de « démons malfaisants » — qu'ils racontent ainsi aux jeunes générations chinoises pour expliquer comment l'Etat soviétique, préservé de la dégénérescence grâce à la ferme ligne stalinienne, a pu miraculeusement et en quelques mois devenir sous la houlette de Khrouchtchev un Etat bourgeois défenseur du capitalisme restauré. L'histoire, analyse concrète des situations concrètes du passé pour des marxistes, devient sous leurs plumes un mauvais roman de science ou plutôt de magie-fiction, cesse d'être crédible, et transforme en son contraire la justification recherchée. C'est le même mépris pour la théorie et la méthode marxistes, et pour les masses à qui on l'explique — ou la même crainte de ces idées qui, en s'emparant des masses, peuvent devenir des forces matérielles — qui leur permet d'affirmer simultanément que la bureaucratie est une classe et les bureaucrates des « bourgeois » et que Norodom Sihanouk est un « progressiste ».

Du coup, la révolution chinoise se trouve coupée — ou court l'immense risque d'être coupée — de toutes les forces qui, précisément, dans le monde, travaillent à organiser la classe ouvrière en vue de la révolution mondiale qui est pour elle l'unique issue. De même que Mao Tsé-toung et ses lieutenants, dans les années trente, cherchaient désespérément

à se concilier les grâces de la bureaucratie stalinienne au moment où elle liquidait pour des décennies la révolution allemande ou poignardait dans le dos la révolution espagnole, de même, aujourd'hui, ils cherchent leurs alliés dans la rétrograde et policière bureaucratie albanaise, chez les plus staliniens et les plus obtus des bureaucrates polonais, et s'opposent aux seuls véritables alliés de la révolution chinoise, la « critique de masse » des étudiants polonais ou les « prises de pouvoir » des travailleurs tchécoslovaques. Leurs appels du pied en direction de l'Union soviétique sont orientés non vers les jeunes générations qui tentent de retrouver « la large démocratie dans la dictature du prolétariat » qui est la tradition même de Lénine, mais vers les groupes les plus bornés d'apparatchiki staliniens pour qui le Brejnev qui envoie ses chars à Prague est un « mou » et un « libéral pourri ». Attaché au stalinisme au sein duquel il a respiré et conspiré pendant des décennies, Mao Tsé-toung continue à tourner le dos au puissant mouvement qui, depuis 1953, annonce le réveil du prolétariat et sonne le glas de la bureaucratie en Union soviétique et dans ses pays satellites.

Il serait pourtant erroné de conclure que la fraction maoïste et le parti qu'elle a réussi à se subordonner, en l'épurant et en le rénovant, sont des appareils contre-révolutionnaires du type de celui que Brejnev contrôle aujourd'hui en Union soviétique et ailleurs dans le monde. D'abord parce que, nous l'avons montré, la bureaucratie chinoise a rompu dans les faits avec la bureaucratie stalinienne, sous Staline comme sous ses successeurs, et parce

qu'elle est ensuite — tout le développement de la révolution culturelle le prouve — à un stade de développement qui est au minimum bien en deçà. Chi Pen-yü avait incontestablement raison quand il affirmait, en 1967, que, si les dirigeants soviétiques avaient accordé aux masses de leur pays les « libertés » et la mesure de démocratie que connaissait alors la Chine, les « seigneurs du révisionnisme moderne » auraient été depuis longtemps renversés (139). Mieux encore, en analysant l'attitude de la « poignée de Zou Zi Paï », la fraction maoïste en donne une description qui convient avec une totale précision à celle des bureaucraties dans tous les pays dominés par la bureaucratie du Kremlin. Ainsi de cette caractérisation de leur attitude dans le *Drapeau Rouge* :

« Elle se sert de son pouvoir sur le parti pour duper, bâillonner les masses et s'opposer à la révolution... Elle a collé l'étiquette de contre-révolutionnaire sur tous ceux qui se dressaient contre elle et elle est allée jusqu'à les licencier et les jeter en prison » (140).

ou encore :

« Ce qu'ils défendent, c'est, en dernière analyse, leur propre pouvoir. Sous la pression des masses révolutionnaires, il leur arrive de faire, pour la forme, une concession d'un genre ou d'un autre, mais toutes les concessions ne visent au fond qu'à... maintenir leur pouvoir d'oppression sur les masses. Sur le problème du pouvoir, ils luttent pour la moindre parcelle et ne font aucune concession » (141).

Ecrivant en 1932 à ses camarades chinois de l'Opposition de gauche, Trotsky expliquait que, si le P.C. chinois parvenait à s'emparer du pouvoir, il se trouverait rapidement placé devant une crise très grave du fait qu'il reposait essentiellement sur la paysannerie et que, dans la

période de la révolution nationale démocratique, il aurait gagné essentiellement, non pas des éléments ouvriers et communistes, mais des petits-bourgeois démocrates. Le conflit inévitable entre l'aile bureaucratico-paysanne du parti communiste et son aile ouvrière rendrait alors nécessaire une *seconde révolution*. Une pareille analyse, reposant sur une connaissance approfondie de la réalité sociale soviétique et de l'histoire des révolutions depuis 1917, ne pouvait être faite par Mao Tsé-toung, caractérisé par son empirisme et, finalement, par son profond mépris pour la théorie. Mais il a pourtant assuré depuis quarante ans et plus la direction du parti communiste chinois en louvoyant consciemment entre ces forces contradictoires, y compris et surtout pendant la période de la « *révolution culturelle* ».

Le célèbre « *discours sur les contradictions au sein du peuple* » constitue effectivement une prise de conscience — limitée, mais impensable chez un Staline, un Khrouchtchev ou un Brejnev — de la nature de ces contradictions, dont la principale est celle qui existe entre les rapports de production de type nouveau installés par la révolution et la faiblesse des forces productives. Partant de là, il énumère les contradictions « *non antagonistes* » qui en découlent, entre ville et campagne, prolétariat et paysannerie, prolétariat et bureaucratie, relevant, par

(139) Chi Pen-yü, « *Marchons à grands pas dans la ligne révolutionnaire du président Mao...* », *Pékin-Information* n° 25, 19 juin 1967, p. 26.

(140) *Ibidem*, n° 3, 15 janvier 1967.

(141) *Ibidem*.

exemple, que « les salaires d'un petit nombre d'ouvriers et de quelques fonctionnaires » sont « trop élevés », et que ces derniers manifestent un « souci de leurs intérêts matériels immédiats » qui contribue à aiguiser les contradictions. On peut retrouver dans cette analyse le fondement des principaux mots d'ordre proposés à la « mobilisation des masses » pour l'écrasement des *Zou Zi Paï* à travers la révolution culturelle. L'important, la *limite* de la pensée de Mao Tsé-toung, c'est qu'il s'agit pour lui de contradictions « non antagonistes », se situant par conséquent à l'intérieur du régime bureaucratique. La « révolution culturelle » — comme le « *Grand Bond en Avant* » — constitue une tentative pour concilier ces contradictions sans pour autant remettre en question le *cadre* dans lequel elles explosent : le monopole du parti communiste, la structure bureaucratique du pouvoir. D'où les zigzags d'une politique *centriste* s'appuyant sur les masses contre les bureaucraties qui traduisent le plus directement les tendances à la capitulation devant l'impérialisme — ou les difficultés « objectives », ce qui revient au même — mais qui doit en même temps « protéger » les cadres contre le mouvement de masse, qui s'efforce de toute façon d'étouffer l'expression de ces contradictions par l'« autorité absolue » de sa pensée et sa propre « déification », des adjoints indispensables pour mener de front une politique de « construction du socialisme dans un seul pays » qui se place sous le signe de la « lutte pour la révolution mondiale ».

Le fait nouveau, dans le déroulement de la « révolution culturelle », c'est

la reconnaissance par Mao et ses fidèles de la poussée de la révolution politique, et même, d'une certaine façon, de sa « légitimité » communiste, y compris au travers de leur affirmation centrale, à savoir la volonté de transformer en une entreprise *réformiste* les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, en un mot de les utiliser pour bâtir un modèle nouveau de « *despotisme bureaucratique éclairé* ».

Lucien Bianco, dont nous avons pu constater la lucidité et le pessimisme, écrit :

« Peut-être après tout l'avenir révélera-t-il quelque jour la fécondité de la haute époque de la révolution culturelle ; non pas seulement, non pas tellement en raison des critiques et revendications justifiées que les gardes rouges ont pu émettre au sujet de leurs professeurs ou de cadres du parti régentant l'Université, et sur la nature de l'enseignement qui leur était dispensé, mais surtout parce que l'idée a pu venir à certains d'entre eux que la révolution n'était pas accomplie et qu'une nouvelle étape (antibureaucratique) était désormais à l'ordre du jour » (142).

## CONCLUSION

Nous pensons quant à nous, tant sur la base des faits analysés ici que de notre analyse globale de la période, que « l'idée de la révolution antibureaucratique » nécessaire — celle que Trotsky a appelée « seconde révolution » puis « révolution politique » — non seulement a pu venir, mais est venue à nombre des jeunes révolutionnaires de 1966-67, comme elle était venue à Lin Hsi-ling et à ses compagnons, infiniment moins nombreux, de 1957. Nous pensons

(142) L. Bianco, *op. cit.*, mai 1970, p. 110.

en outre que la somme des expériences qu'ils ont vécues en ces années de « *révolution culturelle* » ne peut que conduire les plus conscients des jeunes révolutionnaires chinois à rechercher les voies et les moyens de surmonter réellement les contradictions de ce régime bureaucratique et de ce parti centrisme qu'ils ont défendu ou combattu, pour certains tour à tour, et qu'ils en trouveront les éléments dans la pratique même qui a été la leur et qui leur avait été initialement suggérée ou préconisée par les « *autorités* ». Nous sommes certains que *l'expérience vécue* de démocratie ouvrière dans la dictature du prolétariat qui a été décrite chaleureusement tant par *gardes rouges et rebelles révolutionnaires* que par la presse du P.C. elle-même, comptera comme une des déterminations de leur conscience, ses quelques mois d'existence constituent d'ailleurs cet *acquis capital*, l'unique expérience de démocratie réelle faite et par leur génération, et par celle de leurs parents, et leur fournissant un point de référence qui leur manquait jusqu'alors. Nous avons en effet la conviction que les mots d'ordre — ou même simplement les mots — de « *révolution* », de « *prise du pouvoir* », de « *Commune de Paris* », utilisés par les dirigeants maoïstes pour les mettre en mouvement et les mobiliser au service de leur entreprise réformiste, n'ont eu d'efficacité, d'écho et d'impact que parce qu'ils répondaient à la situation réelle de la révolution chinoise dans l'impasse et aux sentiments encore confus et insuffisamment conscients d'une jeunesse gagnée définitivement au communisme et indéfectiblement attachée aux conquêtes — réelles — de cette révolution. En ce sens, la façon dont Mao

Tsé-toung l'a politiquement combattue constitue le plus bel hommage rendu à la puissance de la révolution politique.

En 1936, sur la base d'une analyse concrète de la démocratie soviétique et de sa place dans les rapports de classes mondiaux, Léon Trotsky fut le premier à dégager la perspective de la révolution dont il a tracé dans *la Révolution trahie* les lignes de forces principales :

« Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable (...) Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchevique, et la renaissance des syndicats (...) la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie (...) Les « *normes bourgeoisées de répartition* » seront ramenées d'abord aux proportions que commande la stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La politique étrangère renouera avec l'internationalisme révolutionnaire » (143).

Ces lignes, qui semblent avoir été écrites sur la base des indications fournies par la première phase de la révolution culturelle en Chine, l'ont été trente ans plus tôt, sur la base de la seule expérience russe : seul le marxisme donne une telle capacité de généralisation des lois de l'Histoire que l'homme qui le manie

(143) Trotsky, *la Révolution trahie*, Editions de minuit, p. 628.

pas parfois pour un prophète ! Car il n'y a aucun doute : c'est ce programme — privé toutefois de sa pointe révolutionnaire, l'appel à la formation d'un nouveau parti révolutionnaire, à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale — qui a été offert aux masses chinoises, et en particulier à la jeunesse, comme s'il était réalisable dans le cadre du système bureaucratique dont il constitue précisément la négation. Ainsi Kautsky, au début de ce siècle, prostituait le marxisme en présentant son programme sans faire allusion à la nécessité d'abattre, pour le réaliser, l'Etat bourgeois, et de dresser sur ses ruines l'Etat prolétarien : mais il attestait du coup la puissance de ce programme que Lénine et les bolcheviks allaient, malgré lui, inscrire dans la réalité.

Le programme de « révolution culturelle prolétarienne » proposé aux masses chinoises par la direction maoïste n'est en définitive pas autre chose que le *reflet déformé et tronqué*, « *réformisé* », du programme de la révolution politique inscrit dans la réalité, la tentative désespérée de substituer à la révolution une réforme — impossible parce qu'elle toucherait aux bases mêmes de la bureaucratie — tout en maintenant des perspectives que seule une révolution brisant l'appareil bureaucratique est capable d'ouvrir. Or c'est sur les thèmes essentiels de ce programme qui ont été repris à leur compte, déformés ou plutôt redressés en sens inverse et « *révolutionnarisés* », tant par certaines organisations de *gardes rouges* et de *rebelles ouvriers révolutionnaires* que par l'aile gauche — les « *enragés* » — du mouvement maoïste, qu'une partie du mouvement de masse en

Chine a rompu à l'été 1967 avec la fraction au pouvoir et tenté une éphémère organisation de l'avant-garde révolutionnaire sous la forme du « *corps d'armée du 16 mai* » et, sans doute, de bien d'autres groupes moins connus. Il s'agissait, là, seulement d'un début — et finalement, malgré la répression de 1957, de la reprise sur une échelle infiniment plus grande de ce qui n'avait été que les premiers balbutiements d'une pensée et d'une organisation communiste indépendante de la part des étudiants de la génération de Lin Hsi-ling, sur une voie qui renoue avec la tradition bolchevique en passant par l'assimilation des analyses de Trotsky.

Née aussi bien dans les rangs des « *ultras* » du maoïsme, des « *ultra-gauchistes* » que des « *ouvriéristes* », voire des « *économistes* », des partisans de la « *large démocratie dans le cadre de la dictature du prolétariat* » comme chez ceux qui ont cru trouver l'issue dans le « *polycentrisme* » ou « *le renforcement de la dictature du prolétariat* », l'avant-garde révolutionnaire en Chine est en train de se dégager et de mûrir dans la recherche de la voie de la révolution politique qui brisera l'appareil : car la jeunesse chinoise sait maintenant que cette entreprise est réalisable et elle ne se contentera pas à l'avenir de se mobiliser pour seulement faire plier les bureaucrates indociles aux directives du président. Bien sûr, il n'existe théoriquement aucune garantie que cette avant-garde en gestation ne puisse être une fois de plus brisée par une répression faite de « *rectification* », de « *stages d'études* » ou de « *rééducation par le travail* ». Les plus solides garanties qu'elle ne le soit pas résident seulement dans une

situation mondiale caractérisée par la crise conjuguée de la bureaucratie et de l'impérialisme, la montée de la révolution prolétarienne dans les pays avancés, celle de la révolution politique dans les pays dominés par la bureaucratie du Kremlin, mais aussi par la construction d'une avant-garde révolutionnaire internationale, la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est en brisant le cadre bureaucratique de « *l'autorité absolue de la pensée de Mao Tsé-toung* », en rompant résolument avec le mythe de la « *construction du socialisme dans un seul pays* », fût-il le sien, que l'avant-garde révolutionnaire trouvera en Chine les voies et les moyens de défendre sa révolution. Car la défense de la révolution chinoise passe par la lutte pour la révolution mondiale et par la construction de la direction révolutionnaire internationale nécessaire à sa victoire.

En d'autres termes, aux questions parfois angoissées posées au cours de

la « *révolution culturelle* » par des millions d'hommes et de femmes, et, d'une certaine façon, répercutées par Mao Tsé-toung lui-même et que Lucien Bianco résume en cette unique interrogation :

« Comment prévenir l'évolution vers un système analogue au régime soviétique ? »

les militants révolutionnaires ne peuvent répondre aujourd'hui que par leur combat pour reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale, organiser partout les combattants de la révolution prolétarienne, et par des victoires sur la voie de la révolution mondiale, seule garantie contre la dégénérescence, unique perspective qui vaille les sacrifices auxquels le président Mao appelle aujourd'hui son peuple pour qu'il préserve encore pendant quelque temps son précaire « *socialisme du pauvre* », et qui fasse de la période de la « *révolution culturelle* » une des étapes les plus fécondes dans la marche de l'humanité pour son émancipation.

## LISEZ

### **BAS LES PATTES DEVANT LA RÉVOLUTION EN POLOGNE**

#### **La revue de presse de la révolution politique**

Un dossier indispensable dans la bataille pour la constitution d'une commission d'enquête du mouvement ouvrier international pour que toute lumière soit faite sur les massacres de décembre 1970 en Pologne, sur la « normalisation » en Tchécoslovaquie, sur la répression en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Est.

Édité par le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) de l'Europe de l'Est et l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale).

En vente à la S.E.L.I.O.,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>).